



MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU BUDGET



DELEGATION DE LA COMMISSION
EUROPEENNE A MADAGASCAR



Evaluation du projet MOASAVAS (Mise en œuvre des Actions d'Accompagnement Social du Volet Routier et Réalisations de Voiries Connexes à ANTALAHA - SAMBAVA)



Consultants :



- Rakotoarison Bodolalao Angèle
- Rabarijaona Sahondra Jeanine
- Rafiringason Lovanatootra

Table des Matières

3

LISTE DES ACRONYMES

4

RESUME EXECUTIF

8

INTRODUCTION

9

CHAPITRE 1 : RAPPEL DE LA DESCRIPTION DU PROJET

13

CHAPITRE 2 : ANALYSE ET EVALUATION DU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE

34

CHAPITRE 3 : EFFETS ET IMPACTS DES ACTIONS DU PROJET

43

CHAPITRE 4 : LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS

45

CONCLUSION

47

CHAPITRE 5 : ANNEXES



Listes des Acronymes

ABD :	Approche Basée sur le Droit
AGR :	Activités Génératrices de Revenu
APD :	Avant projet Détaillé
Ar :	Ariary
AUE :	Association des Usagers de l'Eau
AUP :	Association des Usagers des Pistes
BDQE :	Bordereau de Devis Quantitatif et Estimatif
CAC :	Cadre d'Auto évaluation des Compétences en matière de lutte contre le SIDA
CR :	Commune Rurale
CU :	Commune Urbaine
DP :	Devis Programme
FED :	Fonds Européen pour le Développement
Fmg :	Francs Malgaches
HIMO :	Haute Intensité de Main- d'Oeuvre
IEC :	Information – Education – Communication
IST	Infections Sexuellement Transmissibles
MOASAVAS :	(Mise en Oeuvre des Activités Sociales et Accompagnement du Volet routier Antalaha-Sambava)
MP :	Micro- Projets
ON :	Ordonnateur National
ONG :	Organisation Non gouvernementale
PCD :	Plan Communal de Développement
PPN :	Produits de Première Nécessité
RN :	Route Nationale
SAVA	Sambava – Antalaha – Vohémar - Andapa
SIDA	Syndrome Immuno – Déficience Acquisse
SCB	Service du Contrôle Budgétaire
UE	Union Européenne
VIH	Virus Immuno - déficience Humain
VCT :	Vivre Contre Travail

Résumé exécutif

Le présent rapport a pour objet l'évaluation de la mise en œuvre du projet MOASAVAS (Mise en Oeuvre des Activités Sociales et Accompagnement du Volet routier Antalaha-Sambava) depuis son démarrage en 2003, jusqu'à la présente mission tenue en début mai 2006.

L'objectif de l'évaluation est d'apprécier la mise en œuvre des actions d'accompagnement social et de genre, ainsi que la réalisation des pistes et voiries urbaines, en terme de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de viabilité et d'impact.

La région de la SAVA, malgré son potentiel économique basé sur les cultures de rente (surtout la vanille) est parmi les régions les plus enclavées de Madagascar.

La réhabilitation de la route RN 5A (reliant Vohémar, Sambava et Antalaha) sur financement de l'Union Européenne vise le désenclavement de cette région. Cependant, d'une part, la réhabilitation seule de ce réseau primaire structurant ne suffit pas pour atteindre une circulation continue et durable des biens et des personnes ; d'autre part, la route réhabilitée ne se traduit pas directement pour les riverains que par l'acquisition de bénéfices palpables et durables, mais des impacts secondaires existent aussi comme par exemple, l'expropriation, la perte de moyens de survie, la propagation du VIH/ Sida, et des risques d'accident. En conséquence, les riverains ont des fois du mal à s'approprier et à s'engager dans la préservation de cette route nationale.

Le projet MOASAVAS (Mise en Oeuvre des Activités Sociales et Accompagnement du Volet routier Antalaha – Sambava) objet de la présente évaluation, a été mis en place pour apporter une valeur ajoutée au projet de réhabilitation de la route RN 5A en termes de rentabilité et de bénéfices durables pour les hommes et les femmes riverains, en termes de viabilité et de préservation de patrimoine public et enfin pour atténuer les effets négatifs susmentionnés et permettre à la population riveraine d'avoir une plus grande appropriation de la route et des pistes.

La mise en œuvre prévue initialement pour 30 mois a effectivement duré environ 3 ans, et a atteint **les résultats suivants en termes de réalisations d'infrastructures de proximité :**

- réhabilitation de 87,60 km de pistes sur les 100 prévues, dont 3,80 Km à Antalaha en guise d'avenant.
- réhabilitation de voiries urbaines à Antalaha : 2,155 km en pavés bétonnés (dont 410 m effectué dans le cadre de l'avenant) sur les 5 km prévus bitumés dont les travaux préparatoires ont été affectés à Care.
- 4 aires de marché sur 5 prévues, 43 pompes aspirantes au lieu de 7 puits, 31 abris bus, 2 guérites, 2 clôtures d'école, 1 embarcadère, 1 protection de berge, et 3 terrains de foot.

La mise en œuvre a favorisé une approche d'accompagnement rapprochée de la population bénéficiaire et de mobilisation sociale. La prise en compte des thèmes transversaux tels que le Genre, l'environnement, la lutte contre le VIH/ SIDA, le civisme et la citoyenneté a été particulièrement priorisée au cours de l'implémentation du projet.

Dans la stratégie d'intervention sur terrain, en général, Care a réalisé des études qualitatives et menées des enquêtes quantitatives lui permettant de connaître la région d'intervention ainsi que les groupes cibles. Ce qui fait que les actions ont été pour la plupart bien adaptées à la situation locale.

De plus, les choix techniques ont favorisé la mise en œuvre d'une approche anticipant la responsabilisation présente et future des groupes cibles dans la maintenance des

infrastructures et ont été donc orientées vers des technologies appropriées et facilement maîtrisables par la population locale et vers une valorisation des atouts locaux.

Les interventions du projet ont suivi un processus d'apprentissage - « learning by doing », aussi des analyses ont été menées au cours des suivis et des actions correctives ont été prises en cours de la réalisation pour améliorer les interventions.

Les contraintes externes, en particulier la lourdeur du déblocage de fonds entraînant des ruptures de fonds ont été solutionnées en faisant recours à d'autres atouts de Care dans la région.

Les Succès et les bonnes pratiques acquis pendant la mise en œuvre concernent :

- Au démarrage du projet, la conduite d'une étude socio- économique et de Genre qui a servi d'outil de référence et une opportunité pour l'introduction du projet dans la région,
- Une intégration de la dimension genre ciblant des points et enjeux stratégiques.
- la responsabilisation des bénéficiaires dans la protection de l'environnement,
- la recherche de synergie entre intervenants de la zone sur le thème de lutte contre le VIH/ Sida,
- la recherche de forme innovante pour la mobilisation des apports bénéficiaires sollicitant une participation différenciée des différentes catégories de la population,
- l'organisation du dispositif HIMO donnant l'opportunité à chaque catégorie de la population défavorisée de participer selon ses capacités,
- la recherche de synergie entre les thèmes Genre – Route – Sida et l'élaboration de messages forts, intégrés et adaptés aux cibles et groupes de références,
- une collaboration étroite entre les parties prenantes, à savoir : les autorités communales, les associations mises en place, les comités de gestion des infrastructures. En particulier, une relation de travail modèle a été notée entre la Commune d'Antalaha, les agents du projet et les opérateurs.

L'intégration de la dimension Genre a enrichi le concept d'accompagnement social en ciblant les besoins et attentes de chaque groupe social et en recherchant les moyens d'impliquer et de faire participer les différentes catégories de la population dont les femmes défavorisées chefs de ménage, les vieux et les jeunes, et enfin, en valorisant le dynamisme des associations de femmes.

Les réalisations techniques, ont utilisé des matériaux de constructions ordinaires tels que les ciments, sable, gravillons, fers, etc. ... Les pistes en terres ont des fossés maçonnés, des dalots, des gabions, des barrettes maçonnées, ...

Mais elles ont surtout favorisé la valorisation des matériaux locaux (bois, ravimpotsy, bambous, vétivers, matériaux sélectionnés, sable, gravillons, moellons, ...) et a apporté une attention particulière aux aspects d'efficacité favorable à la durabilité des infrastructures. Donnons quelques exemples : la construction des aires du marché a utilisé des matériaux locaux végétaux adaptés à la région et peu coûteux ; le choix technologique pour l'approvisionnement en eau est la pompe aspirante peu coûteuse et facile à réparer. Pour les voiries urbaines, une chaussée en pavés de béton facilement démontables et réparables a été adoptée. Les pistes ont été effectuées par des méthodes mixtes : utilisation des engins de terrassement et recours au main d'œuvre, mais en majeure partie les travaux ont été effectués par le système HIMO avec un accompagnement d'apprentissage. Avec ce système les pistes présentent une bonne qualité de compactage.

Mais des points présentant des résultats à améliorer ont été notés comme par exemple l'utilisation non encore optimale des aires de marché au moment de l'évaluation, la qualité moyenne des pompes aspirantes nécessitant un entretien rapproché, le temps mis par la production de pavés de béton pour atteindre un rythme de rendement adéquat, la non considération des questions de trottoirs et de parking dans le budget, la non maîtrise de

temps dans la mise en œuvre du dispositif HIMO due à la lourdeur administrative et financière du processus de déblocage des fonds du bailleur de fonds..

Pour les pistes rurales, une dernière touche finale de travaux de finition reste encore à faire sur tous les axes, en majorité des travaux consistant à remblayer et stabiliser la couche de roulement par des matériaux sélectionnés ou du sable. De plus, des dégradations sont notées dues à la non maîtrise du passage des bœufs.

Pour la pérennisation, les actions de mobilisations sociales ont appuyé la population bénéficiaire à ériger des structures de gestion des infrastructures et à les formaliser. Les capacités de gestion et de mobilisation ainsi que les capacités techniques d'entretien des membres du bureau de ces structures ont été renforcées.

Mais, sur les axes 8 et 13 (cas de certains villages d'Andapa), les actions de mobilisation sociale relatives aux pistes n'ont pas donné les résultats attendus. Des circonstances comme un cas de détournement ont obligé à faire des changements au niveau des associations. Les nouveaux responsables n'ont pas pu atteindre le niveau requis de capacité de gestion et de coordination. Aussi, les responsabilités, les tâches et les rôles respectifs des structures et autorités locales sont assez flous entraînant des conflits.

Un autre point qui mérite une attention particulière consiste à s'assurer que les structures de gestion et leurs membres ont gagné la reconnaissance des autorités communales, la légitimation par leur concitoyen et une bonne relation de collaboration avec les acteurs communaux. La formalisation de ces associations a contribué à cette reconnaissance/légitimation, mais n'est pas à elle seule suffisante.

En raison d'une stratégie de désengagement progressif dans le but d'un transfert de responsabilisation aux structures locales, l'équipe de mobilisation sociale a été diminuée en fin de projet, alors que certains travaux techniques continuent encore. Aussi, par exemple quelques bénéficiaires de pompes n'ont pas eu de formation d'entretien.

Enfin, Trop d'activités de mobilisation sociale des différents intervenants dans la zone fatiguent la population et auront des impacts négatifs sur leurs activités de subsistance.

Des problèmes ont été rencontrés dû au processus de déblocage de fonds dont la lourdeur a entraîné des fois des arrêts des travaux et des pertes des acquis au niveau de la réhabilitation des pistes.

Concernant les impacts, de fortes disparités sont notées entre les villages. Mais, en général les actions du projet ont généré des effets et impacts plutôt positifs pour la population bénéficiaire en termes de retombées socio-économiques et culturelles, de renforcement de capacités. Pour les femmes, participer au projet était une opportunité de renforcer leur position sociale. Le projet a donné aux associations féminines de la région de prouver leur volonté de s'investir dans le développement et a fortement renforcer leur savoir faire et leur dynamisme. Une nouvelle impulsion a été introduite dans les rôles joués par les femmes dans la société et la vie communautaire et cela contribue à un début de changement sociétal dont les caractéristiques de la société muterait de celles d'une société traditionnelle à celles d'une société plus axée vers la participation de tous à un développement plus équilibrée.

Dans les villages où la réhabilitation de pistes est une réussite, le désenclavement est réel, la durée du trajet diminue, les moyens de transport arrivent, les échanges sont dynamisés, la mobilité des personnes augmente, les touristes arrivent, les produits sont évacués, les programmes et projets de développement et sociaux atteignent les villages.

L'esprit d'appropriation et la prise de responsabilité locale commencent à s'installer et se manifestent par la participation des femmes par exemple aux activités des structures de gestion, la mise en place de barrage de protection de la piste, l'élaboration de dina et la réhabilitation d'autres pistes sans appui extérieur.

L'intégration du Genre, de la protection de l'environnement et de la lutte contre le VIH/SIDA a multiplié les impacts du projet sur le renforcement de capacité et sur l'accès à des bénéficiaires des groupes qui ont participé aux projets dont la majorité sont des femmes. Les thèmes transversaux ont fait souffler un esprit et un apprentissage du changement.

Comme leçons apprises et recommandations :

- L'accompagnement social multiplie les bénéficiaires durables apportés par le projet ainsi que les chances de pérennisation,
- L'investissement en mobilisation sociale est efficient,
- De l'autre côté, la mobilisation sociale et le renforcement de capacités demandent du temps et du personnel et surtout du personnel qualifié.
- la complémentarité des actions hardware et celles software est efficace, aussi l'opportunité de pouvoir réaliser des travaux de voiries connexes a dupliqué les effets de la mobilisation sociale et vice versa.
- La viabilité des infrastructures est en étroite relation avec la pérennisation des structures mises en place et leur encadrement doit s'inscrire dans la durée.
- Pour améliorer l'efficacité et la viabilité des structures de gestion, il faudrait les intégrer comme structure ayant une place dans les instances communales, ou entrant en collaboration directe avec la commune.
- De plus, pour assurer la continuation du renforcement des expériences des associations au-delà du désengagement du projet, des échanges entre les associations devraient être favorisées.
- Des synergies existent entre les thèmes transversaux. Il est important que les différents responsables de ces thèmes collaborent pour faire jouer la synergie ;
- En particulier, le Genre entre en parfaite synergie avec d'autres thèmes et approche et multiplie leurs effets sur le changement de la vie des hommes, des femmes, et des jeunes ainsi que des catégories défavorisées comme les femmes chef de ménage.
- Il est recommandé d'intégrer la composante genre dès la phase de conception du projet en ciblant des points et enjeux stratégiques.
- La sensibilisation du VIH/SIDA devrait être renforcée par des outils et méthodes montrant des cas concrets,
- Les échanges fréquents entre niveau stratégique et opérationnel permettent d'améliorer la qualité de la mise en œuvre par la capitalisation des expériences.
- Dans le dispositif HIMO, Il faudrait réfléchir sur un mécanisme de protection et de sécurité sociale des travailleurs HIMO.
- Il est important de bien boucler exhaustivement au préalable les études techniques sur les pistes (Avant Projet détaillé, estimation de coûts et budget, calendrier de réalisation).
- Il faudrait enfin améliorer la procédure de déblocage de fonds pour l'adapter à la réalité et au besoin d'un dispositif HIMO.

Pour Conclure, les effets attendus du projet - à savoir : désenclavement des axes ciblés, responsabilisation de la population urbaine dans l'entretien et la maintenance des pistes et des infrastructures des micro - projets, atténuation des impacts négatifs générés par la construction de la route, apport de bénéficiaires directs à la population riveraine, surtout aux groupes de femmes, conscientisation de la population par rapport aux questions de préservation de l'environnement, le danger du VIH/ Sida, et amélioration de la prise de responsabilités, de la capacité et de la position des femmes - ont été plutôt atteints, mais la question sur la viabilité des structures de gestion et la durabilité des infrastructures surtout des pistes reste ouverte.

Introduction

Le présent rapport a pour objet l'évaluation de la mise en œuvre du projet MOASAVAS (Mise en Oeuvre des Activités Sociales et Accompagnement du Volet routier Antalaha-Sambava) depuis son démarrage en 2003, jusqu'à la présente mission tenue en début mai 2006.

La présente évaluation en fin de projet, rentre dans le cadre du suivi -évaluation interne du projet. Le recours à des consultants externes au projet a été jugé utile pour tirer profit de l'objectivité d'un intervenant externe.

Conformément à la procédure en vigueur, l'évaluation finale ex-post - différente de la présente évaluation en fin de projet - sera commanditée par les autorités compétentes de l'Ordonnateur National du FED et de la Délégation de la Commission Européenne à Madagascar. Les résultats de la présente évaluation serviront d'input à l'évaluation ex-post.

L'objectif de l'évaluation est d'apprécier la mise en œuvre des actions d'accompagnement social et de genre, ainsi que celles relatives aux pistes et voiries urbaines, en terme de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de viabilité et d'impact. Sur la base de l'analyse des degrés de réalisation des objectifs et résultats attendus, par rapport aux indicateurs du cadre logique du projet, d'une part, et de l'appréciation de son adéquation au contexte de la région d'intervention, d'autre part, les conclusions de la présente évaluation (analyse, appréciation et recommandations) devront permettre de tirer des leçons et décider des corrections pour les interventions en cours et futures en matière d'actions sociales d'accompagnement des travaux routiers, incluant l'intégration de la dimension genre et développement.

Les résultats de l'évaluation sont destinés aux différentes parties prenantes, dont, entre autres, l'agence d'exécution et ses partenaires / bénéficiaires, l'Ordonnateur National du FED, et la Délégation de la Commission Européenne à Madagascar. Ils comprennent :

- Un bilan de la mise en œuvre du projet MOASAVAS, qui doit se concrétiser par des conclusions sur les réussites / bonnes pratiques et les insuffisances / échecs, ainsi que leurs facteurs explicatifs respectifs, basées entre autres, sur :
 - l'analyse des écarts positifs et négatifs dans l'atteinte des objectifs, résultats et activités prévus ;
 - l'appréciation technique de la qualité des pistes et voirie urbaine ;
 - l'analyse de la pertinence des stratégies adoptées par le projet pour assurer la pérennisation des acquis ;
 - l'analyse de la valeur ajoutée en matière d'impact du projet, suite à l'intégration transversale de l'approche genre, en se référant aux indicateurs désagrégés par genre.
 - Des conclusions sur la pertinence de poursuivre la mise en œuvre de projets similaires et les recommandations sur différents aspects de la mise en œuvre afin d'améliorer les effets et impacts des actions d'accompagnement social et de genre, sur la viabilité et la pérennité d'un patrimoine collectif, et sur le développement équitable des populations riveraines par rapport à la route.

L'évaluation a adopté une approche participative, ce qui fait que les résultats présentés ci- après reflètent également la perception du Staff ainsi que celle des bénéficiaires cibles.

CHAPITRE 1 : Rappel de la description du projet

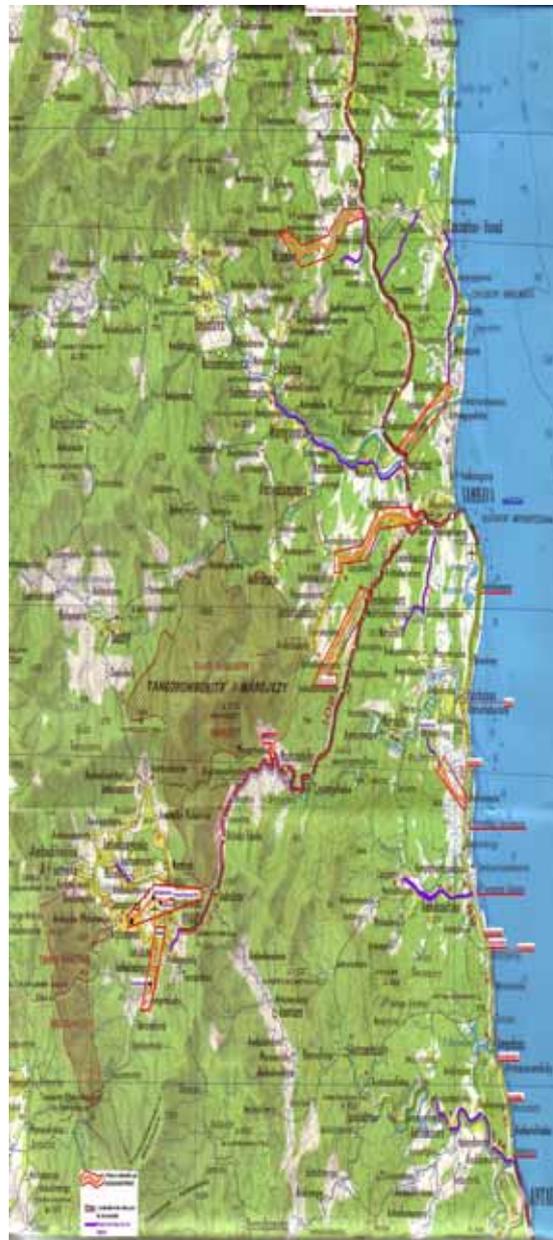
11- Contexte

La région de la SAVA, malgré son potentiel économique basé sur les cultures de rente (surtout la vanille) est parmi les régions les plus enclavées de Madagascar.

La réhabilitation de la route RN 5A (reliant Vohémar, Sambava et Antalaha) sur financement Union Européenne vise au désenclavement de cette région. Cependant, notons d'une part que la réhabilitation seule de ce réseau primaire structurant ne suffit pas à atteindre la finalité de la mobilité aisée de l'ensemble de la population ainsi que l'évacuation des produits car les réseaux de dessertes comme les pistes communales sont encore impraticables pendant plusieurs mois de l'année. Et d'autre part, la route réhabilitée ne se traduit pas directement pour les riverains que par l'acquisition de bénéfices palpables et durables. Au contraire, des impacts secondaires négatifs dus à la construction et à la mobilité engendrés par la route peuvent survenir comme par exemple, l'expropriation, la perte de moyens de survie, la propagation du VIH/Sida, et des risques d'accident pour les enfants dus aux excès de vitesse. En conséquence, les riverains pourront avoir du mal à s'approprier et à s'engager dans la préservation de cette route nationale.

Le projet MOASAVAS (Mise en Oeuvre des Activités Sociales et Accompagnement du Volet routier Antalaha – Sambava), objet de la présente évaluation, a été mise en place pour apporter une valeur ajoutée au projet de réhabilitation de la route RN 5A en termes de rentabilité et de bénéfices durables pour les hommes et femmes riverains et en termes de viabilité et de préservation des réalisations et enfin pour

compenser et pallier aux effets négatifs susmentionnés.



Destiné à développer et à mettre en œuvre les actions d'accompagnement social, et la réalisation de voiries connexes, ce projet est financé dans le cadre de la coopération Madagascar - Union Européenne. Prévu pour une durée de 30 mois, le projet a démarré en mars 2003. Suite à une prolongation accordée par les autorités compétentes, le terme du projet est reporté au juillet 2006.

12- Fiche signalétique du projet

FINALITE : Permettre un meilleur développement économique régional en répondant de façon pérenne aux besoins prioritaires de la population locale en termes d'infrastructures de transport.

OBJECTIFS GLOBAUX

- améliorer d'une manière durable la mobilité des personnes et la circulation des biens dans les zones enclavées de la région de SAVA,
- faciliter l'appropriation de la route par les hommes et femmes riverains à travers les réalisations de proximité,
- assurer la viabilité des infrastructures et la préservation de la route nationale et des pistes en tant que patrimoine collectif par l'instauration d'une culture et d'un mécanisme local d'entretien et par le renforcement de capacités techniques, méthodologiques et organisationnelles des acteurs locaux au niveau communautaire et communal,
- traduire le projet de désenclavement en termes de bénéfices durables pour la population riveraine hommes et femmes et pour les usagers directs de la route,
- Atténuer les impacts négatifs environnementaux et sociaux (dont propagation du VIH/Sida) du projet de construction de la route,
- Satisfaire les besoins pratiques et les intérêts stratégiques des hommes et des femmes en vue d'un développement équilibré.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Réhabiliter **100 km** de pistes,
- Réhabiliter **5 km de** voiries urbaines,
- Réaliser des micro - projets le long de l'axe routier RN5a pour multiplier les impacts positifs sur la population riveraine,
- Réduire les impacts négatifs de la réhabilitation sur l'environnement,
- Réduire les risques de propagation du VIH/SIDA pouvant être amenés par les ouvriers, et les usagers de la route.

LOCALISATION : Région de SAVA, le long et autour de la RN5 A (Vohémar, Sambava, Antalaha) et RN 3B vers Andapa

FINANCEMENT : 8eme FED – UNION EUROPEENNE

MONTANT ALLOUE : 2 Millions de Euros dont :

- 1, 6 millions d'Euros pour les voiries connexes
- 0.4 millions d'Euros pour l'accompagnement social
- Montant DPI : 0.215 M d'Euros
- Montant DPII : 1.200 M d'Euros
- Montant DPIII : 0.585 M d'Euros

MAITRE D'OUVRAGE : Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement – Le Ministre de l'Economie, des Finance et du Budget

ORGANISME DE MISE EN ŒUVRE : Care International Madagascar

METHODOLOGIE ET PRINCIPES D'INTERVENTION :

- **Approche participative** visant l'engagement et la responsabilisation de toutes les parties prenantes, surtout des groupes cibles ; et la priorisation des initiatives propres des groupes bénéficiaires.

- **Approche Genre** visant un développement équilibré des hommes, des femmes et des différentes catégories sociales.
- **Approche basé sur le Droit** (ABD) promouvant l'équité, l'égalité des chances et la diversité.
- **Approche mainstreaming** (intégration) dans la lutte contre la propagation du VIH/ Sida
- **Préparation d'un désengagement du programme** et la prise en main de la **pérennisation** des réalisations par les acteurs locaux .

GROUPES CIBLES :

- usagers des pistes rurales ;
- population des quartiers urbains riverains des rues réhabilitées ;
- habitants des villages riverains de la RN5 A ;
- femmes chefs de ménages vivant de commerce informel ;
- et usagers directs de la route, rues, et pistes.

REALISATIONS

DUREE DU PROJET ET NOMBRE DE PHASES : 3 phases, environ 3 ans :

- DP 1 : Avril 2003 à Octobre 2003 : Phase d'identification et de priorisation des actions de voiries connexes (pistes rurales) et urbaines et d'étude socio-économique et de Genre
- DP 2 : Décembre 2003 – Mai 2005 : Phase de mise en œuvre
- DP 3 : Mai 2005 – Juillet 2006 : Phase de mise en œuvre (suite) et mise en place de mécanisme de pérennisation.

ACTIONS

- Réhabilitation de **87,60 km** de pistes sur les **100** prévus pour 18 communes, dont 3,80km à Antalaha axe Mahatsara – Ambodipont sur CAP EST dans le cadre de l'avenant Avril – Juillet 2006.
- Réhabilitation de voiries urbaines à Antalaha : **2,145 km** en pavés de bétons (dont 410 m dans le cadre de l'avenant) sur les **5 km** prévus pour des travaux préparatoires.
- Actions d'accompagnement social par la réalisation de micro - projets dans une vingtaine de villages tels que **4** aires de marché sur **5** prévus, **43** pompes aspirantes au lieu **de 7 puits**, **31** abris - bus, **2** guérites sur **4** prévus, **2** clôtures d'école, **1** embarcadère, **1** protection des berges, et **3** terrains de foot pour les 4 Communes se trouvant le long de la RN5A reliant Antalaha – Sambava.

BENEFICIAIRES

- Nombre de Sous – préfectures / Districts : 4
- Nombre de communes rurales touchées : 21
- Nombre de commune urbaine touchée : 1
- Nombre de Fokontany touchés : 80
- Nombre de bénéficiaires directs : environ 170.000-
- Nombre d'associations de pérennisation mises en place :
 - au niveau des pistes rurales : 13
 - Micro- projets : 20

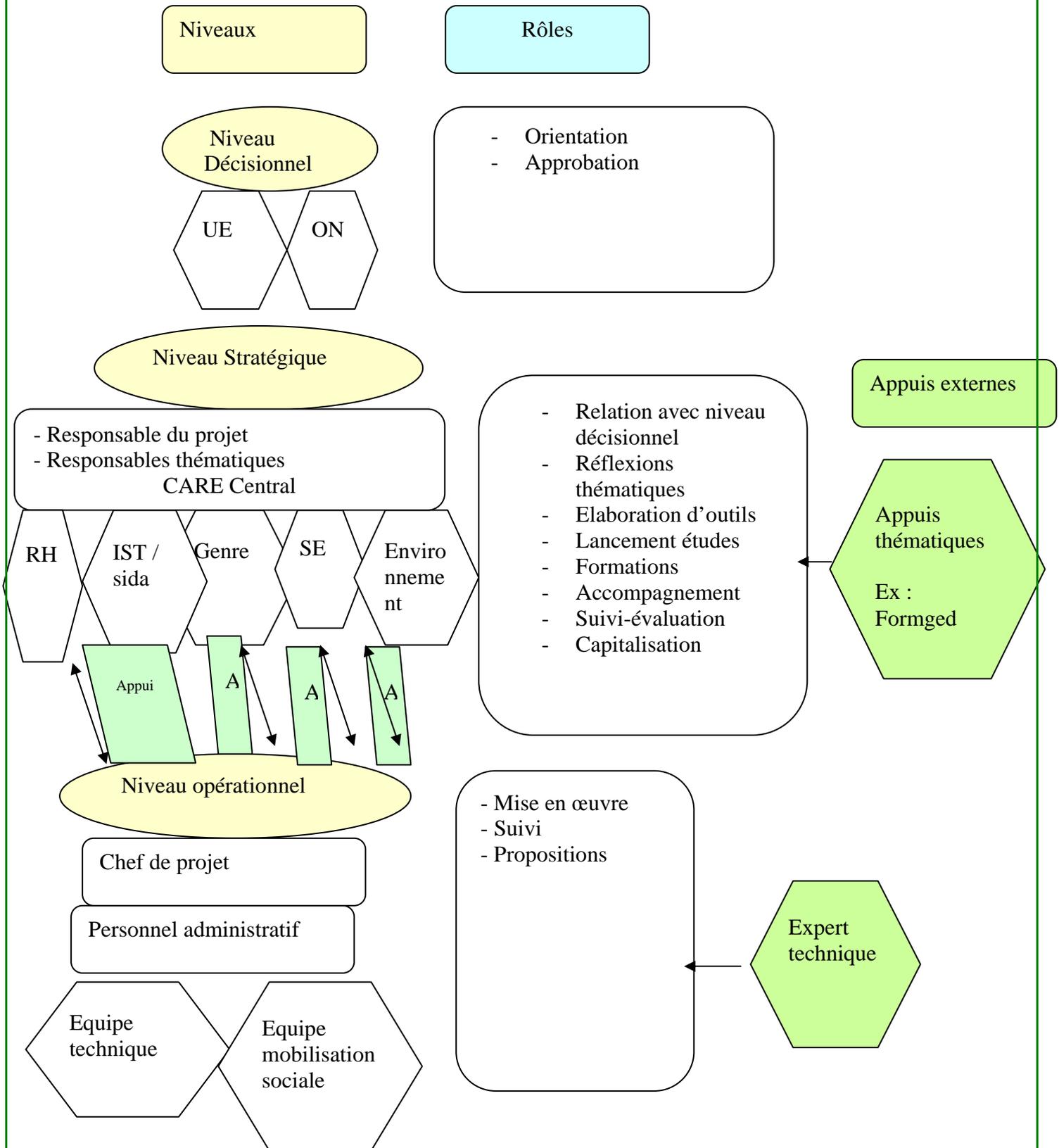
Bénéficiaires de l'adduction d'eau sur la RN5 A : 24 villages

Nombre de travailleurs HIMO : environ 8.000 pour les pistes rurales

APPORTS BEBECIAIRES : 10% du montant des travaux

RESSOURCES HUMAINES : Nombre d'employés : Quarantaine

13- Schéma du montage institutionnel



CHAPITRE 2 – Analyse et évaluation du processus de mise en œuvre

21- Le processus de mise en œuvre du projet MOASAVAS

Le parcours de mise en œuvre est passé par plusieurs phases et a fait face à plusieurs contraintes.

A - Phase de démarrage et d'implantation

Cette phase de 6 mois a été consacrée à l'implantation du bureau et à l'acquisition des moyens logistiques, au recrutement du personnel, à la réalisation de l'étude économique et de Genre, aux activités d'information vis-à-vis des différentes parties prenantes ainsi qu'à l'identification et planification des actions.

L'implantation du bureau s'est heurtée à des contraintes d'ordre administratif et logistique entraînant des retards par rapport au calendrier planifié.

La constitution du personnel du projet

Pour étoffer le personnel surtout administratif, le projet a rencontré des difficultés pour trouver les profils de personnes adéquates localement et a été obligé de faire recours à des personnes hors de la région, malgré sa volonté de recruter des personnes locales ayant une bonne connaissance des us et coutumes locaux.

Le point important positif de la phase de démarrage a été la formation / orientation du personnel nouvellement recruté sous l'égide de l'Unité d'Appui Technique au Programme et des responsables des Ressources Humaines du bureau central de Care. Ce moment fort a permis de faire connaître le projet au staff, de partager la méthodologie d'approche et aussi d'avoir un aperçu global de la valeur technique des membres de l'équipe, ce qui a aidé à formuler des besoins futurs en formation.

Information des autorités et les partenaires

Trois ateliers successifs ont été organisés en vue d'informer les autorités locales (Préfet de la Région, Sous – Préfets, Députés et Sénateurs, les responsables des collectivités décentralisées), les services sectoriels déconcentrés, et les éventuels partenaires, sur le projet et sur les aspects liés à la priorisation des pistes à réhabiliter et enfin sur la composante lutte contre l'IST/SIDA.

Ces rencontres ont aussi été une occasion pour élaborer d'une manière participative les critères d'éligibilité et de priorisation des pistes à réhabiliter.

Les critères d'éligibilité proposés ont été les suivants :

- La piste débouche sur une des routes nationales sans distinction.
- La piste relie deux ou plusieurs communes rurales à la fois.
- La piste dessert une ou des zones suffisamment peuplées et exceptionnellement productrices.

- Les bénéficiaires sont effectivement motivés (réalisation des apports préalables).

Le troisième atelier a atteint les objectifs visant à promouvoir beaucoup plus d'interaction entre entités intervenantes dans la prévention de l'IST/SIDA. De plus, cette rencontre a permis de définir les actions immédiates de prévention, et d'établir un plan opérationnel d'actions à court terme.

Etude socio- économique et de Genre

Cette étude vise :

1) la compréhension des conditions de vie des différentes couches et catégories de la population (hommes /femmes, urbains /ruraux, usagers /non-usagers, ruraux /non-ruraux).

2) l'Analyse de la dynamique sociale et la situation de base pour pouvoir dégager les impacts éventuels sur cette dynamique et d'en dégager les opportunités et menaces par rapport au développement du projet.

3) l'Inventaire des différents acteurs potentiellement concernés et l'identification de leurs attentes et craintes par rapport au projet. Tout ceci, afin de déterminer les comportements aggravants et nuisibles pouvant affecter la viabilité des actions à entreprendre.

Cette étude a été menée avec une approche genre et a permis de mieux appréhender les différentes catégorisations de la population cible ainsi que leurs besoins et intérêts spécifiques.

B- Phase d'études et de mobilisation sociale

Cette phase correspond au début du DP. Elle a initié 1) **la réalisation des analyses environnementales, des études techniques et des actions d'identification** relatives aux pistes, aux voiries urbaines et aux micro – projets, 2) **le lancement des activités de mobilisation sociale** consistant à la mise en opérationnel des dispositifs HIMO, l'appui à la constitution ou la formalisation (élaboration de statut et règlement, tenue d'assemblée constitutive), et la formation sur les principes associatifs des Associations des Usagers des Pistes (AUP) et des structures de gestion des aires de marché, et enfin les activités de sensibilisation pour la promotion de l'apport bénéficiaire.

En **matière de sensibilisation pour la lutte contre le VIH/ Sida**, le staff de MOASAVAS a reçu une formation; les membres de bureau des structures de gestion et les chefs d'équipes ont été formés en cascade sur la prévention primaire; les travailleurs HIMO au niveau des pistes rurales et au niveau des curages de canaux des voiries urbaines ont été sensibilisés.

En matière d'environnement, les activités d'étude concernent: l'élaboration de tableau de bord environnemental, l'établissement de la liste des indicateurs, la

réalisation des analyses environnementales pour les pistes à réhabiliter et l'élaboration du Plan de Gestion Environnementale.

La réalisation des activités planifiées a manifesté des réajustements de planning et refonte du calendrier dans certaines composantes. A titre d'exemple, dans cette phase d'étude et de mobilisation sociale du premier trimestre du DP II, le taux de réalisation de la mobilisation sociale est estimée à environ 100% pour la mise place de dispositifs HIMO, autour de 80% pour le volet technique et seulement 25% sur l'appui aux structures de gestion.

Les contraintes expliquant le retard relèvent d'un surcharge de travail du personnel qui a mis l'effort sur la mise en place du système HIMO et d'une disponibilité tardive des moyens.

C- Phase de croisière dans la réalisation des travaux et dans l'encadrement des structures de gestion et de pérennisation

La phase de croisière de la réalisation technique correspond à une partie de DP II dont l'objectif est d'atteindre un niveau de réalisation des travaux à 70% et à la période de DP III.

Le côté technique et le côté mobilisation sociale ont continué de se faire en parallèle tout au long de cette phase de la réalisation du projet.

La mobilisation sociale a consisté à ce stade à la mobilisation des apports bénéficiaires, à la formalisation des structures de gestion, et à la formation par rapport à l'entretien courant des infrastructures.

L'objectif de 70% n'a pas été atteint, à titre d'exemple, pour la réhabilitation de pistes, le niveau atteint était de 57%. Des reports et des arrêts en cours de chantier ont été aussi notés pour diverses raisons à savoir : un retard dans l'arrivée de l'outillage, l'attente des approbations des instances de décision sur certains choix technologiques proposés (choix de matériaux végétaux locaux pour les aires de marché, changement du type d'adduction d'eau, adoption de pavés de béton pour la voirie urbaine), la rupture de l'approvisionnement financier. Des facteurs externes ont aussi eu des impacts sur le rythme de la réalisation des travaux comme le changement de Maires (en 2003) suite à l'élection qui a obligé par exemple à refaire des activités d'information et de sensibilisation ou autre exemple : un maire n'a pas accepté de payer l'apport bénéficiaire préalablement défini, les bénéficiaires ont dû faire une pression pour cela. Les autres facteurs externes ont été le règlement des problèmes fonciers pour les aires de marché, mais aussi le passage du cyclone Gafilo. Suite à ce cyclone, le personnel a été pour un moment affecté à des activités d'urgence car il a été difficile de continuer tout de suite les travaux relatifs aux projet MOASAVAS avec les accès coupés et l'existence de crue. Cette crue a d'ailleurs bouleversé certaines données concernant les pistes qu'il a fallu réactualiser.

Concernant les mesures environnementales

Des impacts environnementaux ont été étudiés et des mesures palliatives y afférentes ont été identifiées, telles que :

- protections physiques et biologiques des berges,
- protection de talus,
- protection des fossés par engazonnement des deux bordures des canaux,
- dalots,
- formations sur la production en pépinière des plants de vétiver,
- hygiène des marchés,
- pépinières villageoises,
- embellissement des pompes,
- recherche de points d'évacuation des ordures à Antalaha,

Les structures locales ont été formées sur ces mesures identifiées afin qu'elles puissent les mettre en œuvre. Le suivi a montré qu'au niveau des pistes rurales les mesures ont été réalisées jusqu'à environ 95%.

Concernant les voiries urbaines

La technologie choisie est le revêtement de la chaussée en pavés de béton, estimée facile à entretenir (réparable partiellement en cas des travaux d'utilité publique effectués par JIRAMA, TELMA..etc), et adaptée à la ville d'Antalaha qui est située dans une région pluvieuse.

Il a été prévu tout au début de réhabiliter 5Km de voies bitumées dont CARE se chargerait des travaux préparatoires sur les portions : axe Loset, axe Ambondrona, Axe Petit port. Au moment de l'évaluation, les réalisations effectives ont été de 1,745Km en pavés de bétons sur 2 axes : Axe Ambondrona (FLM), Axe Loset (stade), et une portion de 410m à effectuer suivant le dernier avenant du projet.

- La largeur de la chaussée axe FLM effectuée est de 5,60m contre 6m prévu au départ
- La largeur de la chaussée axe STADE effectuée est de 7,80m contre 8m prévu au départ
- Deux types de pavés de béton ont été posés en revêtement de la chaussée :
 - Pavés rectangulaire de dimension 20 x 10 x 10 cm³.
 - Pavés autobloquants de dimension 20 x 8/12 x 10 cm³.

Le personnel de la mobilisation sociale a assuré l'organisation des chantiers, la sensibilisation de riverains et la mobilisation de la commune pour les apports bénéficiaires de 10%.

Le personnel technique encadré par le consultant expert en béton a assuré :

- La conception et l'élaboration du plan type d'aménagement,
- L'étude topographique,
- L'installation de chantier,
- Le recrutement et la formation du personnel d'encadrement,
- La production de bordures en béton préfabriqué,
- La production de pavés en béton,

Projet MOASAVAS

- Le nettoyage et traitement des nids de poule,
- La mise en œuvre des bordures en béton coulé sur place,
- Le système d'assainissement et canalisation,
- La pose des pavés.

Plusieurs problèmes sont survenus lors de la réalisation tels que : des tuyaux de la JIRAMA se trouvant au milieu de la fouille en vue des bordures, des câbles de la TELECOM touchés lors de cette même fouille, la non - uniformité de la largeur de la chaussée, des bornes foncières se trouvant à l'intérieur de la chaussée existante, la variation fréquente du profil type proposé pour l'aménagement, Cependant, des solutions efficaces ont résolu ces blocages entravant la bonne marche du projet (déplacement de la tuyauterie de la JIRAMA, déplacement des câbles de la TELECOM, re-dimensionnement en vue de l'uniformisation des coupes transversales, organisation d'une rencontre sur chantier avec le propriétaire du terrain et les autorités locales, le suivi du plan de la route ...)

Concernant les pistes rurales

Les pistes prévues au départ ont été de 100Km, issus de la priorisation en DP1 et touchant les axes suivants :

- 1 [Ambinanifaho - Lanjarivo](#)
- 2 [Antalaha - Antombana](#)
- 3 [Ambavananjia - Namohana](#)
- 4 Nosiarina - Bemanevika
- 5 Ambolomadinika - Ambohimitsinjo
- 6 [Antsirabe Nord - Mampazotokana](#)
- 7 Sara - Ampontsilahy
- 8 Bealampona - Anjavive

Après le passage du cyclone GAFILO en 2004, les axes 1, 2, 3 ont été pris en charge par le programme d'urgence GAFILO pour remédier au plus vite au problème d'enclavement des zones touchées, et ont été remplacés par d'autres axes. Pour l'axe 6 les travaux ont été arrêtés pour des problèmes de motivation des bénéficiaires et des problèmes d'ouvrages en surnombre à réaliser. Ainsi, tous ces axes susmentionnés ont été remplacés par les axes 9, 10, 11, 12, 13 suivants :

- 9 [Amborinala - Antafononana](#)
- 10 [Ambodivoara - Antanetilava](#)
- 11 [Manantenina - Mandena](#)
- 12 [Fanambana - Amparibe](#)
- 13 [Anjavibe - Ambodimangafito](#)

L'opportunité de l'existence d'une équipe fonctionnelle sur place a permis à Care de réaliser des actions d'urgence relatives au passage de Gafilo. De plus, un budget a été libéré car la réhabilitation de pistes de la sous-préfecture d'Antalaha a été prise en charge sous le programme d'urgence « Gafilo », ainsi le projet a pu s'engager de faire d'autres pistes avec le surplus de budget.

Le démarrage des travaux a connu un petit décalage du fait des problèmes d'apports bénéficiaires des communes rurales. Ravagés par le cyclone, devant faire face à la chute de prix de la vanille, et en plus avec les pénuries de riz, les zones ciblées rencontraient des difficultés financières. Aussi, les communes n'ont pas pu avoir d'apport bénéficiaire en numéraire, il a fallu trouver des solutions et enfin, l'apport a été fourni sous forme de matériaux locaux, de main - d'œuvre, et en prêt de matériels de transport... etc...

Concernant les micro- projets



AIRES DE MARCHÉ :

Il a été prévu au départ de construire 5 aires de marché : Antohomaro, Maheva, Ambodipont Isahana, Anjiakely, Ambodilechis. Finalement 4 ont été réalisés dont 2 dans les mêmes sites prévus au départ et 2 dans de nouveaux sites : Antohomaro, Ambodipont Isahana, Anosy, Antsiranambidy. L'abandon des sites de départ a été dû à des litiges fonciers, au manque de motivation des bénéficiaires se manifestant par le non respect des engagements par rapport à l'apport bénéficiaire.

La construction des aires de marchés sur les sites choisis a accusé des retards, à cause de plusieurs paramètres (emplacement, faible nombre des marchands pour réaliser le minimum des apports de bénéficiaires).

Lors de la construction des aires de marchés, des conventions de collaboration avec les communes bénéficiaires ont été établies;

La structuration des bénéficiaires en associations formelles ainsi que la mobilisation des bénéficiaires pour la constitution du fonds d'entretien ont été bien effectuées.

L'aménagement des emplacements des aires de marché a été réalisé par le système HIMO.

La construction des marchés couverts a été en type mixte : à la fois avec des matériaux végétaux locaux (toiture, ...), et utilisation de matériaux de construction tels que ciments, fers... pour le dallage, les tables et les tablettes en béton.

POMPES ASPIRANTES REFOULANTES :

Il a été prévu au départ de construire 7 puits, mais après comparaison des coûts, et reconsidération des questions de praticabilité et de pérennité, il a été estimé que les pompes aspirantes revenaient beaucoup moins chères, étaient plus pratiques et facile à entretenir. De plus, l'installation de ce type de pompe est facilement répliquable par les villageois. Aussi, la proposition de changement des puits en pompes aspirantes a été approuvée. A cet effet, 43 pompes aspirantes ont été installées dans 24 villages.

Les activités sur la mobilisation des apports des bénéficiaires ont été enclenchées. Les mêmes difficultés que pour les pistes ont été observées dans la production des apports bénéficiaires en numéraire. Les problèmes ont été d'autant plus accrus

qu'on évolue vers le sud le long de l'axe. Ceci est principalement dû aux séquelles des cyclones successives ayant transformé les contrées en zones sensibles sans activités économiques de base bien précises.

De l'importance a été donnée à la réalisation d'assainissement autour des pompes aspirantes.

Les efforts ont été priorisés pour améliorer la qualité de l'eau et rectifier les anomalies pour certaines pompes aspirantes.

La réalisation des activités de mobilisation sociale telles que : la structuration des bénéficiaires en association formelle, les appuis dans la collecte de fonds d'entretien (au moins 50%), la formation des artisans locaux sur les techniques d'entretien des pompes aspirantes a fait l'objet d'attention particulière, sauf pour les dernières pompes effectuées en clôture de projet.

Dans les comités de gestion des pompes mises en place, la majorité des présidents ont été des femmes ;

La formation des responsables des structures locales relative à la gestion et au fonctionnement de leurs associations a été effectuée seulement en partie.

Activités liées aux thèmes transversaux

Pour le volet IST/ SIDA :

Malgré le budget limité affecté à ce volet, la composante IST/ Sida du projet s'est fortement développée et les objectifs fixés ont largement été dépassés : plus de 10.000 personnes sensibilisées par rapport à un objectif de 8.000. 62 émissions radiophoniques par rapport à 50 prévues (Rapport DP11)

Les activités réalisées ont été:

- Recherche qualitative pour la mise en place de stratégie de changement de comportement,
- Sensibilisation de masse lors des évènements culturels,
- sensibilisation par les média à travers des radios locales à Sambava, Andapa, Antalaha, Vohémar : 104 émissions (rapport DP11),
- Collaboration avec SE/ CNLS – CLLS : mise en place de Comité de lutte contre le Sida à Sambava,
- Sensibilisation au niveau de « base vie » de COLAS,
- Etude et enquête par des fiches ménages,
- Activités d'animation et de sensibilisation dans les villages,
- Synergie avec l'approche Genre,
- Recherche – action avec FORMGED : Identification de groupes de référence et élaboration de messages adaptés sur le thème GENRE – ROUTE – SIDA ,
- Formation en cascade sur la prévention primaire : environ 700 personnes touchées dont 60% Hommes et 40% de femmes.
- Distribution de préservatifs,
- Afflux de test volontaire par les jeunes au niveau de CTVA mobile.

- Grande marche de lutte contre le SIDA le long de la RN5A : avec la participation des autorités locales (de la Région, des Districts, les Maires et les chefs quartiers), le personnel de la santé, le CLLS, les personnes clés de groupe de référence le long de la RN5A, la population locale le long de la RN5A, les bénéficiaires des micro-projets, les artistes locaux, les élèves (EPP, CEG, Lycée), les diverses associations surtout féminines...bénéficiaires ou non du PMPS, les ONG (PSI ciné mobile...), les forces de l'ordre (gendarmes, polices et militaires), les opérateurs économiques, les scouts et la croix rouge, et enfin la participation des acteurs des autres communes en dehors de la RN5 A : Commune de Nosiarina, Ambodivoara, Ambohimalaza.

En bref, Une sensibilisation de masse a été effectuée dans tous les villages concernés par le projet MOASAVAS : les villages situés le long de l'axe RN5a et les villages desservis par les pistes rurales du projet. Des sensibilisations improvisées ont également été réalisées à la demande de certains villages voisins non bénéficiaires du projet.

En fin de projet, en vue de mesurer les gains par rapport aux efforts effectués visant le changement de comportement de la population des villages cibles, le projet a adopté l'outil CAC. Le personnel concerné a été formé pour l'application de cet outil, mais par manque de temps, car cet outil a été livré vers la fin du projet, l'évaluation CAC n'a été effectuée que sur un village (le village de Mandena – Cf en annexe). La présente évaluation a été une opportunité pour faire des exercices CAC aux autres villages bénéficiaires (Cf résultats en annexe).

Intégration de la dimension Genre.

Les objectifs liés à la problématique Genre n'ont pas été clairement définis dans les documents conceptuels de base, mais l'approche Genre a été très vite intégrée lors de la réalisation de **l'étude socio-économique et de Genre** qui constitue un document de référence pour la suite de la mise en œuvre. La manifestation de cette intégration a été surtout notée lors de la mise en place du **dispositif HIMO** et lors de l'établissement **des structures de gestion** garantissant 1) la représentativité des femmes dans ces structures ainsi que leur prise de responsabilité et 2) la participation effective des femmes, surtout le groupe de femmes chefs de ménages, parmi les travailleurs HIMO.

En outre, plusieurs associations de femmes déjà existantes ont été identifiées et appuyées pour assurer le rôle de structures de gestion.

En terme d'accès aux ressources, « l'approche lunette genre » a favorisé une attention particulière à un **accès plus accru à l'information et à la formation** pour les femmes en respectant l'horloge des groupes de femmes dans la réalisation des activités de sensibilisation, de communication et d'éducation.

Le personnel du projet a reçu des **séances de formation** de mis à niveau afin qu'il puisse appliquer cette approche sur le terrain.

Par ailleurs, entre **l'approche genre et le volet IST/ SIDA**, une forte synergie s'est créée. Une réorientation de stratégie a été initiée pour mieux cibler les différentes catégories de la communauté cible afin de garantir un changement profond des comportements suite aux interventions du projet. Un processus de recherche - action a analysé les catégories socio - économiques et culturelles au sein de la communauté bénéficiaire du projet par le biais de la distribution et remplissage des fiches ménages. L'objectif final était de pouvoir formuler des messages spécifiques pour chacun des groupes de référence.



Enfin, le **système de suivi – évaluation** a été généré, mais seulement vers la fin du processus d'intervention en vue des évaluations finales. Pour ce faire, les indicateurs des documents de base ont été reformulés pour pouvoir mesurer la participation des femmes et des différentes groupes sociaux, leurs accès aux ressources et bénéfices du projet, la prise en compte de leurs besoins pratiques et de leurs intérêts stratégiques, leur pouvoir de négociation et de participation au processus local de prise de décision. Par contre, dès le départ, en accordance avec les exigences du projet, il est noté que les données de suivi ont été désagrégées. Enfin, quelques missions spécifiques effectuées en cours du projet ont fait des exercices d'évaluation participative des progrès relatifs à la promotion de l'équité de Genre apportée par le projet en vue d'identifier de nouvelles pistes d'amélioration. Pour cela, une grille de vérification a été élaborée pour apprécier en quoi les interventions et actions du projet ont changé les conditions et positions de groupes socialement défavorisés.

D- Phase de clôture et d'évaluation

Vers la fin du projet, le personnel a été diminué. Comme des travaux de réhabilitation technique restent encore à faire, c'est l'équipe de mobilisation sociale qui a été limitée. Derrière cette décision se trouve aussi une stratégie de désengagement progressif afin de responsabiliser les bénéficiaires à assurer la pérennité des pistes.

D'autre part, malheureusement, les associations des usagers des pistes réhabilitées d'Andapa ont changé leurs membres de bureau pour des raisons de mauvaise gestion. Suite à la limitation de personnel de mobilisation sociale mentionnée plus haut, ces nouveaux membres n'ont pas pu bénéficier de formations et montrent un handicap dans la gestion des pistes.

Un avenant a été négocié et obtenu pour rattraper les cumuls de retards et finir le reste des travaux.

Enfin, la présente évaluation participative avec le recours d'un regard externe entre dans le cadre d'un processus d'évaluation finale ex-post du projet.

22- Analyse de la stratégie de mise en œuvre et des résultats

221- Succès et bonnes pratiques.

Malgré les diverses contraintes internes et externes mentionnées ci-dessus, la mise en œuvre du projet a atteint un niveau de réalisation satisfaisant.

En général, Care a réalisé des études qualitatives et menées des enquêtes quantitatives lui permettant de connaître la région d'intervention ainsi que les groupes cibles. Ce qui fait que les actions ont été pour la plupart bien adaptées à la situation locale.

De plus, les choix techniques ont favorisé la mise en œuvre d'une approche anticipant la responsabilisation présente et future des groupes cibles dans la maintenance des infrastructures et ont été donc orientées vers des technologies appropriées et facilement maîtrisables par la population locale et vers une valorisation des atouts locaux.

Les interventions du projet ont suivi un processus d'apprentissage - « learning by doing », aussi des analyses ont été menées au cours des suivis et des actions correctives ont été prises en cours de la réalisation pour améliorer les interventions.

Les contraintes externes, en particulier la lourdeur du déblocage de fonds entraînant des ruptures de fonds ont été solutionnées en faisant recours à d'autres atouts de Care dans la région.

Enfin, l'équipe centrale de Care a fortement appuyé l'équipe de terrain par la mise à disposition d'outils, par des formations et des conseils.

Les bonnes pratiques suivantes peuvent être capitalisées :

Etude socio- économique et de Genre

Etude assez exhaustive sur la région d'intervention, mais surtout sur la dynamique sociale et le profil socio – culturel et socio- économique des différentes catégories sociales cibles, cette étude effectuée au démarrage du projet est un outil excellent de référence pour le projet. L'introduction de la dimension Genre a affiné et enrichi l'étude et l'a orienté vers une connaissance approfondie des besoins pratiques et des intérêts stratégiques des groupes cibles comme les femmes chefs de ménages, les mères, les personnes âgées et les jeunes. De plus, l'étude a donné l'opportunité d'introduire le projet dans la région, d'identifier les acteurs potentiels ainsi que les actions à entreprendre.

La responsabilisation des bénéficiaires et des acteurs locaux dans la protection de l'environnement :

La réalisation des travaux relatifs aux mesures environnementales était à la portée de la communauté et de la commune. De plus, les mesures s'inspiraient des pratiques locales déjà maîtrisées par les villageois. Enfin, c'étaient également des

actions qu'il faudrait suivre d'une manière durable. Aussi la transmission de la responsabilité les concernant dès le début aux acteurs locaux allait dans le sens de la durabilité des actions car ces derniers pourront les reproduire une fois le projet terminé.

Recherche de synergie entre intervenants sur le thème de lutte contre le VIH/ Sida dans la zone :

La stratégie de lutte contre le VIH/ Sida s'organise au niveau national, et se décline au niveau local partageant des responsabilités et compétences entre toutes les parties prenantes. Bien que Care International ait adopté une approche Mainstreaming dans le développement de ce volet, la recherche de collaboration et la prise d'initiative dans la mobilisation des intervenants marquaient la volonté du projet de s'aligner sur le mécanisme national et de s'harmoniser avec les autres pour atteindre un niveau d'efficacité élevé des impacts attendus.

Recherche de forme innovante pour la mobilisation des apports bénéficiaires :

Dans un contexte où la fiscalité locale n'est pas encore développée, le recours à un apport bénéficiaire au niveau des familles et des usagers constitue une alternative efficace à la participation de la population au projet d'investissement communal. Mais dans le contexte de pauvreté des familles et manque de ressources des communes, la mobilisation de tels apports reste toujours difficile et fait face à divers obstacles. La recherche pour l'adaptation du niveau et de la forme d'apport à la situation des diverses catégories d'acteurs (main d'œuvre, mise à disposition de moyens de locomotion par les propriétaires, ..) était une stratégie efficace.

- L'organisation du dispositif HIMO - considérant une approche différenciée et de Genre

Les activités relatives au dispositif HIMO ont été les premières activités réalisées à 100%.

Le système HIMO pour la réhabilitation des voiries connexes, spécialement les pistes, n'a pas été accepté par les acteurs au début, puisque aucun d'eux n'a été convaincu de son efficacité, le Staff de CARE en premier. L'idée d'établir un chantier école à ANDAPA a été une réussite totale car elle a permis de percevoir l'incroyable efficacité du système HIMO, mais également les potentialités de main d'œuvre des différentes catégories de la population (hommes, femmes, jeunes et personnes âgées).

Chaque catégorie de la population selon ses capacités, a eu un rôle à jouer dans le dispositif HIMO. Ceci dans le but d'inclure l'esprit d'appropriation aux infrastructures réalisées à toutes les catégories de la population.

Les personnes ont été réparties par équipe de 10, et chaque équipe a son chef et travaille pendant 5h de temps.

Pour les pistes, l'utilisation de matériel, outillage et équipement a été supervisée et surveillée par les comités de gestion.

Aussi, cette mise en oeuvre du dispositif HIMO a été une grande opportunité de responsabilisation et d'apprentissage pour tous les groupes de riverains.

Recherche de synergie entre les thèmes Genre – Route - Sida

Cette synergie a eu des répercussions très positives dans la transmission des messages. Chaque élément de la trilogie s'est trouvé enrichi. Le thème principal se rapporte à un seul message fort de changement de comportement et de protection et est illustré par son applicabilité dans les thèmes de lutte contre le VIH/ Sida, la préservation de la route et la responsabilisation de toutes les catégories de la population.

Relation de travail entre Commune, Care MOASAVAS et les opérateurs à Antalaha

Lors de la réhabilitation de la voirie urbaine d'Antalaha, les opérateurs ont contribué d'une manière consistante dans la fourniture de l'apport bénéficiaire sous forme de mise à disposition de matériels roulants par exemple. La commune a assuré la mobilisation de la main d'œuvre avec l'appui du Care, et surtout a facilité la négociation avec les autres entités comme la JIRAMA, TELMA pour les cas de dévoiement. Des synergies ont été trouvées pour l'efficacité du travail.

222- Succès mais,

Aspects techniques

Aire de marché à Ambodipont-Isahana

Les micro- Projets

Aires de marché

La technologie mixte utilisant des bétons et parallèlement la valorisation des matériaux végétaux locaux, à moindre coût pour la construction des bazars est un point très positif, mais la pertinence des aires de marché se pose quand même, car étant donné que la route est très bonne, et que le trajet sur la RN5A d'Antalaha à Sambava ne prend que 45mn, les voitures ne restent plus aussi longtemps au niveau des marchés (réduction de la durée du parcours entre Sambava et Antalaha), aussi, on a pu observer que les marchands changent de stratégie pour la vente de leurs produits, ils s'approchent maintenant des voitures au lieu de rester sur la place du marché, car les passagers n'ont plus le temps de sortir pour manger ou acheter quelque chose. Toutefois, le bazar est important pour que les villageois puissent étaler leurs produits et qu'ils soient repérés par les passagers.



Pompes aspirantes

Le choix technologique de pompes aspirantes à moindre coût a permis de multiplier les villages pouvant bénéficier de l'adduction d'eau. Mais, les pompes aspirantes sont de qualité moyenne et tombent souvent en panne. Heureusement elles sont faciles à entretenir et à réparer, de plus les pièces de rechanges sont disponibles et leur coût est abordable pour les usagers.

Pour certains villages, il est nécessaire de rehausser un peu le fonds de dallage qui supporte la pompe.

Les villages bénéficiaires au cours de la période DP3 n'ont pas encore reçu de formation d'entretien. Or leurs pompes ont été déjà toutes tombées en panne, dont certaines ont pu être réparées.

Abris bus

L'installation des abris bus dans les 22 villages se trouvant le long de la RN5A reliant Antalaha – Sambava relève surtout de la décision des leaders, les espaces arrêts sont déjà inclus dans le plan de COLAS avec la réhabilitation de la route. CARE a consulté les avis des villages bénéficiaires de l'emplacement choisi pour chaque abri-bus et les a transmis à COLAS. Néanmoins, pour certains sites, COLAS n'a pas pris en compte les propositions des villageois (par exemple pour le cas du village Maromokotra) et les abris bus ont été localisés dans des endroits non pratiques pour les usagers.

Le point positif c'est que l'existence des abris bus embellit l'environnement, et satisfait les usagers qui espèrent l'arrivée de nouveaux transports publics à moindre frais..

De plus, ces abris bus peuvent être une source d'argent pour la communauté bénéficiaire, car des panneaux publicitaires pourront être mis sur ces abris bus.

Néanmoins, pour l'instant, ces abris bus ne sont que du luxe pour les villages car sont encore peu utilisés.

Les voiries connexes

Voiries urbaines

Le fait de prendre un expert en béton a beaucoup aidé à la production de pavés.

Le choix technologique est adapté à la région, quoique, dans la réalisation des problèmes sont survenus :

- il existe des décisions techniques prises par l'expert qui s'avèrent incompréhensibles pour les agents techniques et les riverains bénéficiaires dont les avis n'ont pas été pris en compte.
- le rendement de production est faible car la machine prêtée par la Société COLAS est très vétuste, donc peu performante.
- Pour améliorer le rendement d'autres investissements se sont avérés nécessaires comme l'achat sur fonds propre de Care d'une nouvelle machine, l'achat par le projet de groupe électrogène triphasé, et la mise

en place d'un système de réserve d'eau, rendant le choix plus cher, donc peu efficient en fin de compte.

- La canalisation est estimée non adéquate pour une région très pluvieuse, car le curage est difficile (long dalot de 8 à 10 m avec les buses 60 facilement bouchées, et peu pratiques), en cas de bouchage par les ordures.
- Au moment de l'évaluation, en amont (Ambondrona), le caniveau n'est pas proportionnel au débit des crues. S'il y a une grande crue, il y aurait débordement et la cour des riverains serait inondée. Il y a aussi une erreur de calcul des sections qui sont sous - dimensionnées pour l'évacuation des eaux en assainissement car déjà la pente est très faible à cause du niveau de la mer. Après l'évaluation, ce problème technique a été reconsidéré et résolu.
- des espaces pour parking et trottoirs n'ont pas été pris en compte
- la Chaussée a suivi la tracée existante et a donc une dimension variable et est quelque fois rétrécie ne donnant pas une impression d'être dans un axe principal
(axe CEG-CHD2)

Exemple : la suppression du parking en face de l'hôpital, décision de l'expert.



Comme on le remarque sur cette photo, aucune voiture ne peut se garer sur ce parking (à droite), on a tout simplement supprimé son accès. Ce problème a été déjà rectifié après l'évaluation.

Les pistes rurales

La qualité des pistes est satisfaisante, le compactage et la stabilisation des couches ont eu le temps de se faire grâce au système HIMO. Les usagers apprécient la qualité de la chaussée qui d'après eux est meilleure que celle réalisée avec des engins.

L'assainissement est bien fait (fossé maçonné, dalots), les talus sont bien protégés par la culture de Vétiver.

Contre le ravinement, les bordures en pente ont été protégées par la culture de bambous. Les chaussées



en pente ont été protégées par des barrettes maçonnées pour éviter la dégradation intensive causée par les eaux de ruissellement, et les fossés ont été engazonnés sur les trois faces....

Mais :

- Il reste encore à faire une dernière touche finale de travaux de finition sur tous les axes, en majorité des travaux consistant à remblayer et stabiliser la couche de roulement par des matériaux sélectionnés ou sables.
- Les résultats des actions de mobilisation sociale n'ont pas été satisfaisants sur certains villages d'Andapa dont les associations ont eu des problèmes décrits auparavant : leur structure de pérennisation n'est pas fonctionnel, les responsabilités, tâches et rôles respectifs des structures et autorités locales sont assez flous entraînant des conflits.
- Les travaux de piste sont assez délicats, si on ne maîtrise pas la gestion du temps, avec le système HIMO, il y a risque d'augmentation du coût de travaux qui va revenir plus cher qu'avec l'utilisation d'engins. Alors que dans certains cas, la réalisation de travaux s'était trop étalée dans le temps à cause des ruptures fréquentes de fonds. De plus, les pistes ont été exposées à une dégradation accrue, entraînant des coûts répétitifs des travaux réalisés.
- Les problèmes des bœufs détruisant la piste persistent encore malgré les DINA
- Les travailleurs HIMO se sont tous plaints soit du retard de paiements, soit du nombre d'équipe variable qui peut travailler chaque semaine, soit l'arrêt momentané du chantier. Heureusement, des fois, il y a le système VCT (Vivre Contre Travail) financé par un autre partenaire financier que l'équipe de Care a pu mobiliser d'urgence pour pallier ces problèmes.
- Le transport de matériaux sélectionnés n'a pas été prévu au départ, l'estimation quantitative faite a été sous-estimée, c'est pourquoi, toutes les pistes ont des problèmes d'insuffisance au niveau des matériaux sélectionnés.
- Les changements de méthode et de technique de réalisation génèrent également de pertes de temps, d'argent, et de confiance sur la compétence des staffs (par exemple : changement du profil des fossés de rectangulaire en triangulaire, ...)



2006

Fossé maçonné, bambous

barrette maçonnée

piste dérapant

dégradation par boeufs

Responsabilisation des villages bénéficiaires, structuration, renforcement dans la pérennisation des infrastructures.

Des associations de gestion ont été mises en places, formées, formalisées, et sont conscientes de leurs rôles dans la maintenance des infrastructures (pistes, micro-projets). Des Plans d'action communautaire de suivi et de préservation des infrastructures communautaires ont été mises en places. La participation aux activités de ces associations dénote la volonté des membres de la communauté, surtout des femmes de s'approprier et de se responsabiliser par rapport au patrimoine collectif. Maintenant, la question se pose si ces structures pourront effectivement agir dans la gestion et la préservation des infrastructures d'une manière durable. Nous pensons que pour cela, la reconnaissance et le support des autorités locales et de ce fait une légitimation de la communauté doit encore faire l'objet d'un effort supplémentaire. Ce qui nous amène au point suivant :

Implication des instances communales, reconnaissance des structures de gestion et de pérennisation

Des initiatives positives existent comme la mobilisation des autorités à différents niveaux au début du processus, l'élaboration de protocole d'accord avec les Communes bénéficiaires, des cas d'arrêté communal / intercommunal dans la gestion de barrière de pluie par exemple. Mais d'une manière générale, la collaboration pérenne entre structures de gestion et la commune est encore floue. Par exemple, les structures ne sont pas suffisamment reconnues et supportées par les autorités de la commune pour l'application déléguée d'une compétence en principe dévolue à la commune. La formalisation des associations / structures communautaires pourrait aider vers cette reconnaissance, mais n'est pas suffisante, mais devrait peut être renforcée par une convention de collaboration entre la commune et la structure locale de gestion.

Mobilisation sociale : Trop de sollicitation de la communauté

Les actions de mobilisation sociale, si elles sont réussies, sont prouvées facteurs de développement et contribuent à la réussite des projets organisés. Mais d'un autre point de vue, trop de sollicitation (travaux bénévoles, mobilisations pendant les week-ends, réunions) défavorisent le développement économique de la population.

« La vie est difficile et chère, et les personnes doivent généralement gérer plusieurs activités sources de revenus pour subvenir à leurs besoins. Aussi, le temps leur est précieux et les réunions organisées par différentes ONGs et bailleurs nous gênent »

quelque part. (rappelons que le projet MOASAVAS/CARE n'est pas le seul projet/activité présent dans les villages) et nous ne sommes pas disponibles en tout temps. » commentaire de M.VELIN, chef de service technique de la commune d'ANTALAHA

L'intégration de la dimension Genre

La stratégie d'intégration a touché différents niveaux : du staff de Care aux bénéficiaires et a couvert depuis l'étude jusqu'au système de suivi – évaluation. De plus, le contexte est favorable et des outils adéquats ont été transmis au staff lors des formations.

La réussite de l'intégration de l'approche genre au cours du projet tient du fait d'un ciblage stratégique intelligent des supports d'application du genre à savoir : 1) l'étude socio- économique (catégorisation des groupes et identification d'actions correspondantes à leurs besoins et intérêts), 2) accès aux ressources du projet telles que les séances d'information, de sensibilisation, la formation et le travail HIMO, 3) les structures de gestion (comme outil pour la participation et le contrôle), 4) la recherche de synergie avec d'autres thèmes transversaux comme la lutte contre la propagation du VIH/ Sida et la citoyenneté, et 5) enfin les indicateurs du suivi-évaluation, quoique nous estimons que l'intégration des indicateurs genrés dans le système de suivi – évaluation aurait dû être effectuée plus tôt dès le démarrage du projet.

Cette intégration du genre a réellement apporté une valeur ajoutée, améliorant la qualité des interventions surtout dans l'organisation des travaux HIMO et dans l'engagement des associations de gestion des infrastructures.

De plus, Les impacts sur l'amélioration des conditions de vie et sur la position de la femme et surtout de la femme chef de ménage sont vraiment palpables.

EXEMPLE : DISPOSITIF HIMO ET GENRE

Dans l'esprit de la plupart des personnes, le travail HIMO donne l'image de mobilisation de force de travail remplaçant le travail des machines et est réservé aux hommes forts mais chômeurs.

Pour le projet MOASAVAS, l'organisation du dispositif HIMO a répondu aux capacités et besoins de différentes catégories de la population y compris les catégories les plus faibles.

Par exemple : La répartition des outillages a fait l'objet de différentes études pour qu'elle soit adaptée aux différentes catégories sociales : Les pics et autres variantes du pic ont été donnés aux hommes, alors que les bêches ont été attribuées aux femmes, ceci pour éviter des impacts négatifs sur la physiologie féminine. La répartition des tâches ont aussi suivi ce logique, par exemple : des tâches adaptées comme l'engazonnement ont été donnés aux personnes âgées.

Le dispositif HIMO est auto-ciblant et atteint les catégories défavorisées de la société. Une organisation professionnelle de ce dispositif donne une expérience de travail organisé et formel à ces catégories.

Par ailleurs, le dispositif HIMO n'a pas fait appel seulement à la main - d'œuvre mais a aussi distribué des postes de chefs d'équipe et de chefs de chantier à la population bénéficiaire donnant ainsi une opportunité pour ces personnes de participer à un travail gratifiant. Des pourcentages intéressants de femmes ont occupés ces postes de responsabilités.

Grâce à l'expérience HIMO, les catégories socialement exclus du travail formel deviennent des promoteurs de travaux communautaires et participent aux actions de développement de leurs villages respectifs

Malgré tout cela, quelques agents de réalisation du projet sur terrain ne sont pas encore convaincus de la pertinence du Genre. Le contexte de surcharge de travail et de la multiplicité des thèmes et composantes à intégrer dans la réalisation du projet

n'est pas favorable à la priorisation d'un tel thème dont l'atteinte des résultats est intangible et difficilement mesurable. Les rapports du déroulement du projet analysent peu cet aspect de genre.

L'appui du Central a beaucoup aidé pour la prise de conscience de l'importance du développement équilibré et sa mise en pratique sur terrain mais ce processus demande également un travail continu dans le temps pour susciter un véritable engagement.

Etudes sur les IST/ SIDA : Enquête CAPC (Comportement- Attitude -Pratique Croyance), et système de suivi – évaluation par le CAC

L'étude de base initiale a été effectuée avec l'enquête CAPC, l'évaluation finale a fait recours à l'outil CAC

Le CAPC est une enquête qualitative mesurant les comportements sexuels des différentes catégories de la population (Pères, Mères, jeunes, Travailleurs migrants, professionnels du sexe...). Les données sont fiables et assez exhaustives et ont pu être exploitées pour la conception de la stratégie de lutte contre le IST / Sida.

Le CAC est un outil international d'auto – évaluation de compétence. C'est un outil qui mesure la connaissance et la pratique sur 5 niveaux. Le CAC est un outil qui ne demande pas un grand budget pour sa réalisation. Il pourrait être efficace dans un contexte où le niveau d'instruction de la population est un peu élevé. Mais, il s'avère que son application n'est pas adaptée en milieu rural car les villageois, ayant généralement un niveau d'instruction faible (beaucoup ne savent ni lire ni écrire), comprennent très difficilement les notions et les phrases écrites dans le CAC, malgré les explications prolongées et complètes des animateurs (car les phrases sont complexes, pleines de nuances et d'ambiguïtés, difficile à expliquer et monotone). Ainsi, les résultats ne sont pas totalement fiables et pourraient être mis en doute.

Par ailleurs, Le CAC est un système mesurant l'évolution : état 0 et une évaluation de l'évolution des compétences. Or une seule évaluation CAC a été effectuée (MANDENA) durant le projet.

Par contre pour les autres villages, le CAC n'a été utilisé qu'en évaluation de fin de projet, ce qui n'a pas permis de mesurer l'évolution des villages dans le volet IST/SIDA.

Pour assurer la cohérence, le suivi - évaluation aurait du continuer avec un même outil de préférence le CAPC. Mais il faut admettre que refaire une enquête CAPC va revenir cher.

Une réflexion pourrait se faire pour mieux intégrer et exploiter l'utilisation future de ces deux outils de diagnostic et d'évaluation.

Montage institutionnel

Un point positif du montage institutionnel est le mécanisme d'accompagnement des personnes ressources du siège ainsi que le lien continu entre ces dernières et les agents de mise en œuvre basés sur terrain. Les appuis portent surtout sur les thèmes transversaux et consistent à la réalisation d'études, à la transmission d'outils, au suivi – évaluation. Les agents de terrain ont été surchargés par la réalisation de la mise en œuvre et ont eu peu de temps pour la réflexion stratégique et la capitalisation de leurs expériences. Et pourtant, de l'autre côté c'est eux qui connaissaient le mieux la réalité du terrain, aussi des échanges fréquents entre ces deux niveaux stratégique et opérationnel ont été très bénéfiques pour l'amélioration de la qualité de la mise en œuvre.

Le point à améliorer dans ce montage institutionnel est relatif au processus de prise de décision assez centralisé et par conséquent assez lourd.

Gestion du personnel

Au début du projet (DP1 et DP2), le nombre d'employés était réparti comme suit : 2 assistants techniques, 4 superviseurs de zones, 5 animateurs.

A la fin du projet (DP3), l'organisation a été bouleversée car les assistants techniques sont devenus au nombre de 7, il n'y avait plus que 2 animateurs et 1 superviseur de zone.

Les animateurs ont fait du bon travail, et leur nombre suffisant au début a permis d'avancer efficacement dans la composante mobilisation sociale.

Par contre, pendant le DP1 et DP2, on a remarqué que les techniciens manquaient car un assistant technique assurait 2 axes de pistes.

A la fin du projet, en raison de la stratégie de retrait et de responsabilisation des structures locales, le personnel de mobilisation sociale a été diminué. Ceci, a quand même eu des mauvaises répercussions sur certaines associations n'ayant pas encore atteint un degré de maturité et de viabilité (cas de Bealampona, et Ambodimanga Fito)

A l'avis des évaluateurs, cette stratégie de sevrage consistant à enlever des bénéficiaires l'esprit d'un éternel assisté et à commencer à prendre leurs responsabilités respectives s'est fait d'une manière encore trop précoce.

Collaboration avec l'entreprise (COLAS) titulaire de la construction de la route et bureau d'étude mandatés pour la réalisation de la RN5 A :

La collaboration est visible au niveau du volet IST /SIDA , et aussi au niveau de la mise à disposition d'une machine pondeuse de pavés de bétons, et de matériaux de construction tels que gravillon.

Une collaboration et des échanges plus étroits auraient pu améliorer l'efficacité de la réalisation de l'ensemble du projet.

Exemple de ce manque de collaboration : COLAS a ignoré certaines suggestions et avis de la population sur certains emplacements des abris bus, qui par la suite ont été rarement utilisés.

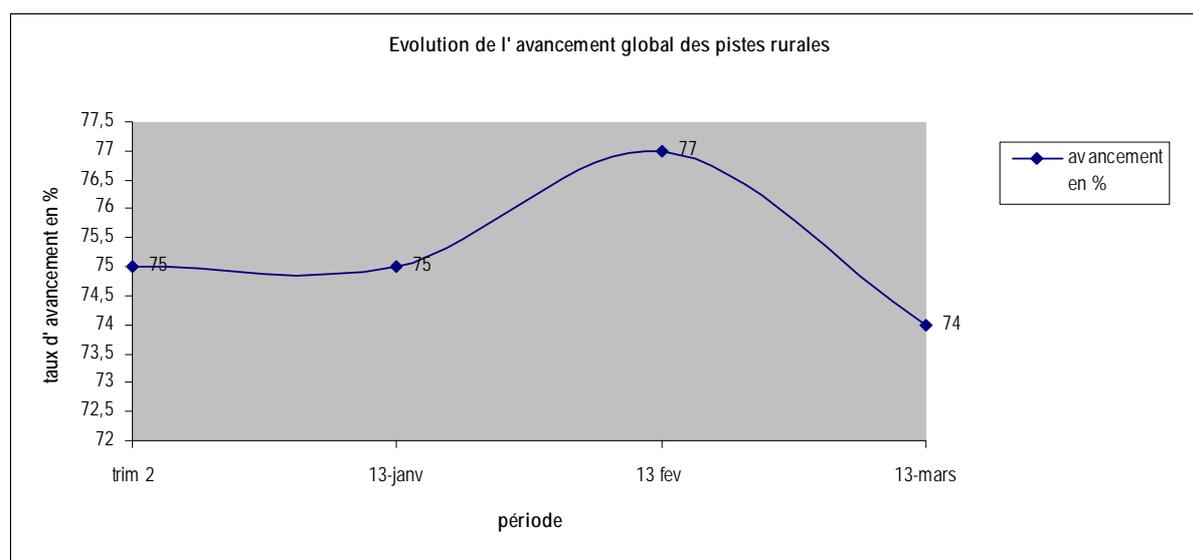
223- Points à améliorer

Procédure de déblocage de fonds

En raison des lourdeurs de procédure du partenaire financier, le soutien administratif et financier n'a pas suivi le rythme des réalisations sur terrain et a négativement influencé le processus de mise en œuvre du projet. Les retards d'exécution sont en partie expliqués par ces lourdeurs de procédures administratives.

Egalement, en raison des exigences du SCB concernant les dossiers administratifs exigés par le système HIMO, la vérification des signatures par équipe, par chantier, et par piste demande un délai important (60 à 90 jours entre le chantier et CARE SAVA, et ensuite encore un long processus CARE central, SCB, FED, UE...).

En conséquence directe du manque de trésorerie, la discontinuité et les arrêts des travaux entraînent des pertes et une diminution de l'efficacité. Les acquis se perdent comme les pistes qui se dégradent comme le montre le schéma ci-dessous. De plus, la motivation et la confiance se perdent



Evolution négative du taux de réalisation expliquée par la dégradation des pistes à cause des arrêts de chantier.



*Piste dont les travaux ont été refaits
suite à un éboulement*

Transport de matériaux sélectionnés : toutes les pistes manquent de mise en œuvre par les matériaux sélectionnés dû aux problèmes de transport de ceux-ci. Au début, la ligne de location de camions ne figurait nulle part dans la prévision, ensuite l'estimation quantitative était faussée car sous-estimée ; L'offre locale de camions en location est rare voire quasi inexistante dans la région SAVA, or faire recours aux camions provenant d'Antananarivo, action que CARE a effectuée, s'est avérée assez chère, car il arrive que les camions tombent en panne, ou sont non utilisés par temps pluvieux, alors que le contrat de location est forfaitaire.

Sécurité sociale des travailleurs HIMO : CARE a eu de la chance qu'il n'y a pas d'incidents graves dans la réalisation des pistes, des micro - projets, et des voiries urbaines. Des petits accidents sont survenus, et le traitement de ces accidents s'est fait selon le cas, par exemple dans la ville d'Antalaha, c'est la C.U appuyée par le service santé qui a pris en main le traitement de la personne accidentée ; à Mandena et Andapa, ce sont les associations qui ont conduit l'accidenté chez un docteur libre local et les factures ont été adressées au CARE SAVA pour remboursement.

Cet aspect sécurité sociale des travailleurs HIMO en cas d'accident de travail devrait être clarifié.

Discordance entre les travaux CARE et les autres entités : Malgré que les travaux de chaussées des pistes sous la responsabilité de CARE ont été bien effectués, sur certains axes (par exemple l'axe Ambodivoara – Antanetilava), la piste est scindée en deux car les ouvrages (exemple : pont...) sont sous la responsabilité d'autres entités et ne sont même pas entamés (CGTX, BAUDIN - CHATEAUNEUF...). ...

Relogement des ménages déplacés : l'intervention du projet était limitée à l'évaluation des dégâts, l'élaboration de liste des foyers touchés, et la remise de cette liste aux autorités locales concernées suivie d'une action de plaidoyer en faveur d'octroi de terrain pour ces victimes de l'expropriation.

Une meilleure collaboration avec les entités communales et peut être l'affectation d'un budget pour couvrir les compensations aurait pu améliorer la situation de ces familles expropriées.

CHAPITRE 3 – Effets et impacts des actions du projet

De fortes disparités sont notées entre les villages. Par exemple, sur l'axe Bealampona – Anjavibe et Anjavibé – Ambodimangafito, les effets obtenus n'ont pas été véritablement satisfaisants. Mais, en général les actions du projet ont généré des effets et impacts positifs pour la population consistant à des retombées socio- économiques et culturelles ainsi qu'un renforcement de capacités. Pour les femmes, participer au projet était une opportunité de renforcer leur position sociale. Les effets et impacts apportés par chaque composante du projet sont détaillés ci-dessous :

31- Voiries urbaines

- Opportunité d'apprentissage de la population défavorisée au système HIMO ;
- Le système HIMO est une source complémentaire de revenu pour les femmes ;
- Les deux axes réhabilités : »Axe Ambondrona « et « Axe Stade » sont des axes de passages pour les centres socio - culturels et administratifs : écoles, hôpitaux CSB II et CHD II, stade, mairie ;
- Valorisation de la ville mise en exergue
- Des synergies et collaborations ont été initiées entre les instances communales de la ville d'Antalaha et les opérateurs.

32- Pistes rurales

Les impacts sont variés et spécifiques selon les axes. Toutefois, les effets et impacts communs sont :

Apport de revenu complémentaire et bénéfiques économiques

- Le Salaire HIMO a atténué les problèmes des villageois face aux problèmes de soudure dus au prix dégringolant de la vanille, à la rupture du stock de riz.
- Les échanges économiques se sont amplifiés. Par exemple, les produits vendus sur les marchés locaux se sont diversifiés (exemples de nouveaux produits qui ont atteint les villages : matelas, vélos). Sur l'axe Sara –

Ambodimanga- ampotsilahy des marchands ambulants parcourent les villages.

- Le prix des produits des PPN a significativement diminué.
- Les matériaux locaux comme les pierres ou les bambous ont été valorisés dans les travaux.

Désenclavement et augmentation de la circulation et des échanges

En général, augmentation du trafic de biens et personnes :

- Des villages autrefois inaccessibles deviennent accessibles comme le village d'Ampotsilahy.
- Le déplacement est facilité par l'arrivée des transporteurs sur l'axe Ambolomadinika – Ambohimitsinjo par exemple (6 taxi- brousse par jour).
- La durée du trajet est écourtée. Par exemple de 20 mn au lieu de 3 jours pour le village d'Ampotsilahy, ou pour certains villages, il devient possible de faire un aller retour en moins d'une journée;
- Les pistes sont praticables toute l'année, mais pendant la saison des pluies, les barrages sont fermés par mesure de protection.
- Des échanges se développent entre les villages riverains
- La communication entre les habitants du même village qui ont participé aux travaux HIMO et aux activités de la structure de gestion se renforce.
- Le chantier Care devient un lieu de transmission de message des autorités pour les villageois.
- L'utilisation de la bicyclette comme moyen de déplacement s'est fortement répandue.
- Toutefois, Il faut noter que les impacts attendus de la construction de la piste sont réduits si la portion la reliant à l'axe central n'est pas encore aussi réhabilitée ou si des ponts ne sont pas fonctionnels. C'est le cas de l'axe Sara – Ambodimanga, Ampotsilahy où aucun transporteur ne vient malgré la réhabilitation.

Retombées socio - culturelles

- Amélioration de l'accès aux services santé,
- Possibilité de faire une évacuation rapide pour les urgences médicales,
- Facilitation de l'approvisionnement en stock de médicaments,
- Facilitation de la mise en œuvre des programmes et projets de santé comme la vaccination,
- Plus de manifestations sportives et culturelles et plus de participants à ces manifestations ;

- Facilitation des actions des autres projets comme le FID qui a construit une école à Mandena. L'approvisionnement en matériaux pour la construction se trouve faciliter.
- Les élèves travaillant à Ambodimanga peuvent retourner et résider dans leurs propres villages même si l'école est assez loin.

Renforcement de capacités

- Apprentissage des techniques d'entretien des pistes et des notions de gestion d'association par les ruraux.

Processus d'appropriation et de responsabilisation

- Sentiments d'appropriation vis à vis de la piste par la population grâce au système HIMO

Des impacts spécifiques ont été notés sur certains axes:

- Succès dans la collecte de fonds d'entretien par l'instauration d'un péage très fonctionnel sur l'axe Ambolomadinika – Ambohimitsinjo. Pendant la forte saison et le jour de marché (jeudi), la recette peut aller jusqu'à 1 million Fmg . En basse période, le péage peut apporter au moins 50. 000Fmg
- Initiative et mobilisation spontanées des villageois (600 personnes / chaque mardi) pour faire une autre piste à Antsahamandroso sans l'appui de Care.
- Pour le village Mandena – augmentation de la circulation des touristes visitant la réserve naturelle de Marojejo.

33- Micro-projets :

Les pompes ont répondu à certains problèmes d'hygiène et de santé, et ont fortement amélioré les conditions de vie. Des gains de temps et d'énergie ont été réalisés par les femmes et les enfants responsables de l'approvisionnement en eau du ménage.

De plus, La proximité de l'eau est une sécurité contre les problèmes d'incendie

Les abris - bus ne sont pas très fonctionnels pour le moment, mais c'est un levier psychologique pouvant avoir un impact sur la mentalité et l'amour du beau.

Les aires de marché n'ont pas apporté plus de revenu pour la population riveraine et surtout pour les femmes pour le moment, car il n'a pas suffi qu'il y ait ces aires de marché pour que les voitures s'arrêtent, mais elles servent plutôt de lieu pratique et hygiénique pour déposer et étaler les produits.

34- Structuration de la communauté et associations partenaires

Le choix de donner des responsabilités à la population riveraine dans la gestion et la pérennisation des infrastructures et de ce fait de l'outiller pour qu'elle puisse assurer ce rôle est très bénéfique dans le renforcement des compétences et capacités des hommes et surtout des femmes de la région :

- à s'organiser,
- à vivre une vie associative,
- à travailler avec les autorités,
- à solutionner des problèmes,
- et gérer des conflits,
- et à être plus concernés par les biens collectifs,
- et mener des actions de préservation de proximité.

35- Mesures environnementales

Engazonnement

Le fait d'engazonner les bords de pistes et parfois les talus embellit les pistes en plus de les fortifier, et apporte un décor charmant et renforce l'espace vert.



L'engazonnement sur les bords des pistes a été systématique.

Plantation de VETIVER



En accompagnement environnemental, l'aménagement des talus en niveau, planté de VETIVER et parfois engazonné, prévient les éboulements et stabilise les talus et les zones sensibles.

En compléments, des plantations de bambous ont été effectuées sur les zones sensibles.

Suite à une sensibilisation, la carrière du PK 18 a été fermée car sa localisation pourrait nuire à la route et à l'environnement en général. Par la suite, les ex - mineurs et les écoliers ont effectué des reboisements sur le site de cette ancienne carrière. Les exploitants ont été transférés dans une autre carrière.

De plus, la Commune de Farahalana a favorisé un reboisement le long de la route avoisinant la Commune.

Certaines autorités locales, par exemple du village d'Ambodipont - Isahana ont pris l'initiative d'élaborer un « Dina » pour interdire l'abattage d'arbres, la production de charbon, et la détérioration des endroits publics.

36- Civisme et citoyenneté

La pratique du civisme s'est surtout manifestée par la mise en place et le respect des Dina.

Le village d'Anjinjaomby projette d'appliquer un Dina visant à protéger la piste et la bordure contre l'envahissement des bœufs.

Le village d'Ambodipont-Isahana applique un « dina » sur l'hygiène sanitaire. Les structures de gestion de pompes et d'aires de marché sont chargées de faire la sensibilisation de masse, tandis que le processus de contrôle est effectué par le chef Fokontany et les membres du bureau.

Les conflits entre vendeuses sont fréquents provoquant des désordres sur la place du marché. Aussi, pour pallier ce problème, un dina a été élaboré par les associations de bazar et les autorités. Les concernés doivent payer une amende en cas de flagrant délit.

37- Intégration de la dimension « Genre »

Avant le projet, Malgré que la région de SAVA par rapport aux autres régions de l'île (le sud par exemple) donne une certaine latitude aux initiatives féminines (les femmes par exemple se regroupent et s'organisent en associations et s'adonnent à des activités génératrices de revenus, à l'exemple des associations Mahavitasoa et Taratra de la commune d'Ampahana , ou du FV3M de Mandena), l'étude socio – économique fait état d'un déséquilibre de genre se manifestant dans les rôles minimes joués par les femmes dans la vie communautaire et dans la participation au développement.

La société de la région de SAVA est une société traditionnelle et dans la répartition des rôles dans le ménage les hommes prennent les tâches substantielles et importantes du point de vue économique et du point de vue social comme les activités liées à la riziculture, la vanille, la pêche. Par contre, les femmes sont cantonnés aux activités d'appoint et complémentaires à revenu moyen comme le maraîchage, le tressage et la vente des produits faite souvent d'une manière

informelle. Cette répartition de responsabilité donnant aux femmes une importance moindre se répercute également dans la vie sociale et communautaire, par exemple, lors des fêtes et manifestations traditionnelles. De plus, les travaux domestiques et de reproduction à l'exception de la recherche de l'énergie (bois de chauffe) reviennent en grande totalité aux femmes.

Dans la prise de décision, la femme est consultée (car elle doit par la suite participer à sa réalisation) mais la décision finale revient aux chefs de famille. Ceci est valable pour les décisions concernant le budget familial.

Par ailleurs, un fait étonnant : les associations de femmes de visée en général économique et sociale sont très actives dans la région.

Enfin, les femmes chefs de ménage en survie surchargées par leurs fonctions de production et de reproduction est une catégorie défavorisée cumulant les handicaps de la disparité de genre.

Face à la situation de départ susmentionnée, les progrès en matière de réduction de disparités de Genre sont palpables :

- Participation des femmes comme membres du bureau dans les structures de gestion : environ 21% pour les pistes, 82% pour les micro-projets (rapport DPII)

Le poste de président d'association est le plus souvent tenu par une femme, et la responsabilité de la trésorerie revient totalement au genre féminin.

La confiance dans les compétences et dans l'honnêteté des femmes se voit développée. Des rôles importants leur sont confiés.

- Le projet MOASAVAS a renforcé les statuts et structures des associations féminines qui sont très répandues dans la région SAVA, en les encourageant à devenir des comités de gestion des microprojets et des pistes.

Le statut et position sociale de la femme ont été renforcés, y compris son pouvoir de négociation par la prise de responsabilité dans les actions de projets et dans les structures de gestion.

Les femmes ont compris qu'elles peuvent et doivent contribuer aux travaux communautaires et que leurs participations sont sollicitées pour le développement de leurs villages.

- *Le système HIMO a permis un développement considérable du genre en donnant l'opportunité aux femmes et aussi aux catégories sociales défavorisées d'être des agents de développement :* la participation des femmes aux travaux HIMO des voiries urbaines est environ 95% de la main-d'œuvre. 64% des chefs d'équipe, et 31% des membres des comités de gestion sont des femmes (rapport Sept 2004). Dans l'ensemble, tous chantiers confondus, les femmes représentent 60% de l'HIMO.

Les tâches ont été bien réparties entre les catégories (hommes, femmes, personnes âgées), ainsi que le choix du matériel et outillage. La physionomie féminine fut étudiée et prise en compte pour que sa participation aux travaux soit adéquate. Les personnes âgées ont été également prises en compte : les besognes moins pénibles comme par exemple la plantation du « Vetiver » ou l'engazonnement des bords de pistes leur ont été attribuées.

D'autre part, les femmes « chefs d'équipe » ont eu plein pouvoir durant les travaux : par exemple elles ont le droit de réprimander, et d'aviser le staff du CARE en cas de problèmes avec les ouvriers..

Remarque de Monsieur Velin, chef du service technique de la commune Antalaha : «J'ai remarqué qu'avec CARE, il y a beaucoup de femmes qui travaillent, que ce soit sur le plan administratif ou sur le terrain (...) en HIMO, ce sont surtout les femmes qui sont performantes »

- Les femmes contribuent à la sensibilisation dans la lutte contre le IST/SIDA : elles sont plus osées dans la démonstration d'utilisation du préservatif et dans les explications techniques. *Plus de participation du genre féminin dans les sensibilisations communautaires.*
- Lors des réunions ou des discussions, la prise de parole des femmes s'avère très fréquente et accentuée. *Les femmes, traditionnellement cantonnées dans les tâches socialement non - importantes commencent à participer à la vie publique.*
- *Les nouvelles pistes contribuent au développement des jeunes dans le domaine sportif* : le football est un sport très populaire et il est très pratiqué par le genre féminin dans la région. Aussi les nouvelles pistes, ont permis d'organiser des rencontres inter - villages grâce à la fluidité des déplacements et ainsi de promouvoir le sport.

La nouvelle impulsion expliquée ci-dessus dans les rôles joués par les femmes dans la société et la vie communautaire contribue à un début de changement sociétal qui va muter des caractéristiques d'une société traditionnelle à une société plus axée vers la participation de tous à un développement plus équilibrée.

Toutefois, des difficultés se posent encore dans le contrôle social : comme certaines prises de décisions de certaines présidentes d'associations de comités de gestion sont trop contrôlées par les autorités locales. *Le pouvoir de décision ainsi que le contrôle des ressources s'avère encore être partiel.*

« Le genre est un concept qu'on a un peu forcé dans le projet, puisqu'il est remarqué que la concentration s'est focalisée sur les infrastructures elles-mêmes ». Commentaire d'un membre de Staff du CARE.

Enfin, en matière d'accès aux bénéfices, les impacts de l'intégration de la dimension genre sont multiples :

- Les femmes dont les commerçantes le long de la route, les femmes chefs de ménage en survie, auraient été les plus touchées par les effets négatifs de la construction de la route s'il n'y avait pas les actions d'accompagnement social. Ce projet a donc réduit l'aggravation de la disparité de genre.

- Les microprojets identifiés ont ciblé les besoins directs et immédiats des groupes défavorisés
- Le désenclavement apporté par les pistes a des répercussions directes sur l'amélioration des conditions dans lesquelles les femmes accomplissent leur travail de reproduction (achat de produits pour la maison, éducation et santé des enfants...). De plus, les échanges économiques apportés par les nouvelles pistes atteignent également les femmes dont l'une des rôles est relative à la vente de leurs productions.
- les catégories touchées bénéficiant de l'apport de revenu complémentaire apporté par le travail HIMO incluent les femmes chefs de ménages

38- Activités de lutte contre les IST/SIDA

Dans l'ensemble, les actions SIDA à travers toute la région SAVA ont été fructueuses, puisqu'une évolution dans les connaissances et les comportements de la population face au SIDA a été ressentie. Par ailleurs, la région SAVA est classée première dans la lutte contre le SIDA.

Mais d'un autre côté, des écarts de niveau se font sentir sur le degré de sensibilisation des différents villages : certains sont plus avancés que d'autres.

Concrètement, les impacts des mesures d'accompagnement volet IST/SIDA se reflètent dans :

- **L'abolition du sujet tabou « sexe »** dans les conversations et les sujets de discussions, ce qui favorise le développement continu de la connaissance sur le SIDA au niveau de la population

« Le sexe était un sujet tabou, et puisque le SIDA touchait la vie sexuelle des gens, il était impossible d'en parler publiquement et d'en discuter surtout entre les membres d'une même famille. Actuellement, on entend toutes catégories de personne parler de SIDA, dans les veillées d'enterrement, les récréations des établissements scolaires... » Remarque du chef de Fonkotany d'Ambodimanga.

- **Le changement de comportement** : le préservatif se voit de plus en plus utilisé.



« Au chantier, les ouvriers ont réellement peur du SIDA; dans le village, un étranger ne pourra jamais avoir un partenaire sexuel féminin s'il refuse d'utiliser le préservatif » commentaire du chef de Chantier d'Ambodimanga.

Mme Roselle Zanany de Mandena, femme leader et tenant une épicerie vendant des préservatifs, remarque que 3/4 de ceux qui achètent des préservatifs sont des femmes.

- **La prise d'initiative de certaines autorités locales à prendre des mesures préventives**

La commune de Farahalana a pris certaines mesures pour contribuer concrètement à la lutte contre le SIDA : imposer aux organisateurs de bal ou soirée dansante la distribution d'au moins 200 préservatifs pour les clients pendant l'évènement ; renforcer la sécurité de contrôle pour appliquer l'interdiction des mineurs à entrer dans les boites de nuits

- **L'inclusion de La lutte contre le SIDA** comme objectif dans les statuts des différentes associations.
- **Notons que la grande marche de lutte contre le SIDA, initiée par CARE** a été le plus grand évènement marquant le volet IST/SIDA, et que son impact sur les villages longeant l'axe RN5a est effectif : participation à la grande marche, volontariat au dépistage, réception de kits SIDA (dépliants + préservatifs) et de banderoles, ...
- Plus de volontaire **au dépistage** est noté.

Si on peut parler d'éléments encore à améliorer, Le faible niveau d'instruction des gens peut être un frein dans l'assimilation des messages de sensibilisation et des formations qu'on leur donne. Des villages tels que Bealampona et Ambodimanga Fito sont encore peu sensibilisés par rapport à d'autres villages. Des cas concrets (films, sketches, témoignages...) doivent leur être présentés pour que Le SIDA devienne une chose plus concrète pour eux.

Il y a eu des écarts de niveau sur la connaissance du SIDA parmi les villages visités. (cf CAC en annexe).

CHAPITRE 4 : Leçons apprises et recommandations

- Le concept même d'accompagnement social en complémentarité de la réalisation des infrastructures multiplie les bénéfices durables apportés par le projet ainsi que les chances de pérennisation.
- L'investissement en mobilisation sociale est efficient car requiert un fonds assez modeste par rapport aux bénéfices et impacts obtenus. Il est toujours recommandé de concevoir un mécanisme efficace ainsi que des outils adaptés de mobilisation sociale ;
- De l'autre côté, la mobilisation sociale et le renforcement de capacités couvrent plusieurs thèmes, nécessitent un effort continu, donc demandent du temps et du personnel et surtout un personnel qualifié. L'estimation de la charge de travail ne devrait pas être sous- estimée.
- Efficacité de la complémentarité des actions hardware relatives aux infrastructures et celles software de la mobilisation sociale : c'est à dire qu'il faudrait saisir l'opportunité des réalisations physiques pour motiver l'appropriation et l'application des thèmes de mobilisation sociale. La réalisation de ces deux aspects en parallèle, comme dans le cas du présent projet est un grand atout d'efficacité et d'efficience.
- La viabilité des infrastructures est en étroite relation avec la pérennisation des structures mises en place, et à leur capacité de maintenir leur rôle de gardien de la préservation des infrastructures et de mobilisation communautaire. Leur encadrement pour l'atteinte d'un niveau adéquat d'efficacité et de viabilité doit s'inscrire dans la durée, et à la fin du projet une recherche de continuation de l'appui en partenariat avec des partenaires locaux ou instances locales est recommandée.
- L'intégration de ces structures à participer aux activités d'une instance communale comme le comité communal de développement pourrait être une alternative pour améliorer leur viabilité. Ce qui amène à la nécessité de développer des liens plus efficaces entre autorités locales et associations communautaires où une entité comme le présent projet pourrait jouer un rôle important d'interface. Ces liens devraient être concrétisés par une convention de collaboration.
- De plus, pour assurer la continuation du renforcement des expériences des associations au-delà du désengagement du projet, des échanges et formations réciproques entre les associations devraient être favorisées. Cela aurait pour effet de réduire la disparité de niveau entre les associations de gestion.

- Des synergies existent toujours quelque part entre les thématiques et les approches surtout concernant les thèmes transversaux. Il est important de discerner ces liens et que les différents responsables de ces thèmes collaborent pour faire jouer la synergie ;
- En particulier, le Genre et le développement équilibré qu'il sous-tend entre en parfaite synergie avec d'autres thèmes et approche comme l'approche participative par exemple et multiplie leurs effets sur la vie des hommes, des femmes, des jeunes ainsi que des catégories défavorisées comme les femmes chef de ménage.
- Pour plus d'efficacité, il est recommandé d'intégrer la composante genre dès la phase de conception du projet et de cibler des points et enjeux stratégiques.
- La sensibilisation au VIH/SIDA devrait être renforcée par des outils et méthodes montrant des cas concrets.
- Les échanges fréquents entre niveau stratégique et opérationnel permettent d'améliorer la qualité de la mise en œuvre par la capitalisation des expériences.
- Pour la protection des travailleurs en HIMO, chaque chantier doit avoir au moins une boîte à pharmacie de secourisme, et former les chefs chantier aux notions de secourisme d'urgences. De plus, il faudrait définir clairement les questions relatives à la prise en charge des travailleurs HIMO en cas d'accident.

- Les choix techniques et technologiques

Pour les réalisations techniques, une étude technique au préalable bien définie et bouclée, avec un cahier de charges clair sont utiles pour réaliser des travaux efficaces et efficaces dans le délai imparti et avec le budget disponible.

- Gestion temps HIMO et déblocage de fonds

Parmi les conditions qui pourraient être recommandées pour rendre efficace d'autres projets semblables figure en priorité le déblocage de fonds :

- Le Bailleur devrait débloquer en bloc tous les fonds estimatifs alloués à la réhabilitation de chaque piste, au prestataire de fournir après les pièces réelles justificatives et formuler des demandes d'approbation en cas de modification des termes du cahier de charges ou des travaux supplémentaires et hors cahier de charge.
Car d'un côté, le rythme de dégradation des pistes en construction doit être inférieur au rythme de travail des HIMO. Donc, pour éviter les coûts répétitifs, les travaux doivent être effectués d'une manière continue.
De l'autre côté, le système de vérification des pièces de règlement des main - d'œuvre HIMO (visa et/ ou empreinte digitale) demande un délai trop long de traitement.

En conclusion, pour la réhabilitation des pistes, il faudrait de préférence débloquer la totalité de la somme prévue pour une piste et ne pas faire des tranches.

- Les procédures de l'Union Européenne pourraient être améliorées pour avoir plus de souplesse afin que le projet soit plus efficient, bien qu'il faudrait respecter les rigueurs de bonne gestion.
Pour bien gérer le projet et le mener à terme et avec succès, malgré les problèmes, Care a dû jouer sur des alternatives substitutives telles que :
 - payer la main d'œuvre HIMO par le VCT au lieu de faire un arrêt de chantier quand il y a retard de déblocage de fonds,
 - faire une compensation entre le paiement des salaires HIMO et la valorisation de la main d'œuvre en tant qu'apport bénéficiaire et prise en main pendant les phases creuses où il y a rupture de fonds.

Ainsi, les procédures de l'Union Européenne, devraient analyser la notion et nuance de « rigueur tout court » et « rigueur pour efficience et efficacité »

Conclusion

Malgré de fortes disparités entre la situation des villages bénéficiaires car certaines ont eu des résultats et impacts moins positifs que les autres, en général, le projet a pu mener des actions visant l'atténuation des impacts négatifs de la construction de la route et a atteint les résultats escomptés. En effet, si la propagation du VIH/ Sida est à craindre à cause de la mobilité des personnes, la sensibilisation permet aux hommes et aux femmes de faire un choix de comportement en connaissance des risques. En second lieu, le souci de la protection de l'environnement pour stabiliser les acquis de la construction de la route et des pistes a été bien transmis à la population riveraine et s'est matérialisé par la réalisation de mesures identifiées. Enfin, pour les micro- projets, bien que les impacts n'ont pas encore été aussi évidents qu'on a pensé dans la conception du projet (cas des aires de marché, des abri bus par exemple), les micro- projets, en plus de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des hommes et surtout des femmes et des enfants, ont rapproché la construction de la route RN5A de la vie quotidienne de la population de la région.

Les bénéfices durables multiples tels que le désenclavement, meilleur mobilité des personnes, circulation des produits, les retombées socio- économiques et culturelles, l'opportunité de création de nouvelles AGR, et incluant également le renforcement de capacités et des expériences des hommes et des femmes de la région et aussi l'opportunité donné aux femmes de participer au développement collectif ont largement dépassé les inconvénients générés par la construction de la route.

L'efficience (avantages/ coûts) et l'anticipation de la prise en charge future par les bénéficiaires a toujours été priorisée en matière de choix technique et technologique tout au long du projet, parfois peut être au détriment de la qualité des infrastructures.

La gestion collective des infrastructures communautaires de proximité est un apprentissage habituant la population riveraine à une appropriation progressive et active des biens publics et à respecter la préservation du patrimoine public.

Divers outils et mécanisme comme l'exigence d'apports bénéficiaires, la participation au travail HIMO, la mise en place de structures locales de gestion renforcent ce processus d'appropriation et de responsabilisation.

Aussi, on peut dire que l'intervention du projet dans l'ensemble a suscité un processus de changement de comportement des hommes et femmes sur plusieurs sujets tels que : lutte contre le VIH/sida , respect de l'environnement, Genre, civisme et citoyenneté, prise de responsabilité dans la vie publique, respect du patrimoine collectif...etc, mais il faut reconnaître que c'est difficile de mesurer précisément l'évolution de ce changement de comportement.

Maintenant, cependant une question reste encore ouverte : est-ce que les structures locales mises en place pourront assurer l'entretien des pistes, la maintenance des aires de marché et des autres micro- infrastructures, le fonctionnement durable des pompes et participer efficacement à l'entretien de la route et des voiries urbaines ?

Des mesures d'accompagnement s'imposent encore si nous voulons répondre un oui sans hésitation à cette question, telles que la continuation de renforcement de capacités qui doivent s'inscrire dans la durabilité, la reconnaissance et la légitimation de ces structures par les autorités locales, une bonne collaboration et répartition claire des tâches entre ces structures et les instances communales concrétisée par exemple par une convention de collaboration.

Résultats escomptés du projet

Résultats 1 : Circulation des biens et des personnes améliorée pour les localités rurales desservies par les pistes et voiries urbaines priorisées par les représentants de la SAVA

Résultats 2 : capacités techniques, méthodologiques et organisationnelles des différents concernés au niveau communautaire et communal pour la préservation du patrimoine routier et la prise en compte des questions transversales, notamment la prévention du VIH/ SIDA, le civisme et la citoyenneté, les mesures environnementales renforcées.

Résultats 3 : besoins pratiques et stratégiques priorisant les femmes et les couches vulnérables liés au projet routier pris en compte

CHAPITRE 5 - Annexes

- Annexe 1 : Termes de référence
- Annexe 2 : Offre technique
- Annexe 3 : Méthodologie, démarche, outils
- Annexe 4 : Rapport de mission
- Annexe 5: Résultats du CAC pour quelques villages
- Annexe 6 : Organigramme et personnel
- Annexe 7 : Tableau récapitulatif MICRO-PROJETS
- Annexe 8 : Tableau récapitulatif PISTES RURALES
- Annexe 9 : particularités de chaque piste

Annexe 1 : Termes de Référence

Evaluation en fin du projet MOASAVAS

1. Introduction

Les présents termes de références ont pour objet l'évaluation de la mise en œuvre du projet MOASAVAS (Mise en Oeuvre des Activités Sociales et Accompagnement du Volet routier Antalaha-Sambava) depuis son démarrage en mai 2003, jusqu'à la présente mission, envisagée se tenir vers début avril 2006.

La présente évaluation en fin de projet, rentre dans le cadre du suivi-évaluation interne du projet. Les dépenses y afférentes seront imputées sur le budget du DP3 en cours du projet. Le recours à de consultants externes au projet a été jugé utile pour tirer profit de l'objectivité d'un intervenant externe.

Conformément à la procédure en vigueur, l'évaluation finale ex-post --- différente de la présente évaluation en fin de projet --- sera commanditée par les autorités compétentes de l'Ordonnateur National du FED et de la Délégation de la Commission Européenne à Madagascar. Les résultats de la présente évaluation en fin du projet servira d'input à l'évaluation ex-post

2. Objectifs et résultats attendus de l'évaluation en fin du projet

L'objectif de l'évaluation est d'apprécier la mise en œuvre des actions d'accompagnement social et de genre, y compris les pistes et voiries urbaines, en terme de pertinence, efficacité, efficience, viabilité et impact. Sur la base de l'analyse des degrés de réalisation des objectifs et résultats attendus, par rapport aux indicateurs du cadre logique du projet, d'une part, et de l'appréciation de son adéquation au contexte de la région d'intervention, d'autre part, les conclusions de la présente évaluation (analyse + suggestions et recommandations) devront permettre de tirer des leçons et décider des corrections pour les interventions en cours et futures en matière d'actions sociales d'accompagnement des travaux routiers, incluant l'intégration de la dimension genre et développement.

Les résultats de l'évaluation sont destinés aux différentes parties prenantes, dont, entre autres, l'agence d'exécution et ses partenaires / bénéficiaires, l'Ordonnateur National du FED, la Délégation de la Commission Européenne à Madagascar. Ils comprennent :

- Un bilan de la mise en œuvre du projet MOASAVAS, qui doit se concrétiser par des conclusions sur les réussites / bonnes pratiques et les insuffisances / échecs, ainsi que leurs facteurs explicatifs respectifs, basées entre autres, sur :
 - l'analyse des écarts positifs et négatifs dans l'atteinte des objectifs, résultats et activités prévus
 - l'appréciation technique de la qualité des pistes et voirie urbaine
 - l'analyse de la pertinence des stratégies adoptées par le projet pour assurer la pérennisation des acquis
 - l'analyse de la valeur ajoutée en matière d'impact du projet, suite à l'intégration transversale de l'approche genre, en se référant aux indicateurs désagrégés par genre.
- Conclusions sur la pertinence de poursuivre la mise en œuvre de projets similaires et les recommandations sur différents aspects de la mise en œuvre afin d'améliorer les effets et

impacts des actions d'accompagnement sociales et de genre, sur la viabilité et la pérennité d'un patrimoine collectif, et sur le développement équitable des populations riveraines par rapport à la route.

3. Contexte

MOASAVAS (Mise en Oeuvre des Activités Sociales et Accompagnement du Volet routier Antalaha-Sambava) est un projet destiné à développer et à mettre en œuvre les actions d'accompagnement social de réhabilitation de la route Sambava- Antalaha financée dans le cadre de la coopération Madagascar – Union Européenne.

Les objectifs globaux du projet consistent à assurer la viabilité des réalisations et la préservation de la route en tant que patrimoine collectif par les populations, directement concernées par les travaux routiers.

Une analyse socio-économique intégrant le genre a été préalablement effectuée dans la zone d'implantation du projet pour identifier les actions spécifiques à mettre en œuvre dans chaque composante du projet.

L'accompagnement se traduit en termes de bénéfices durables pour la population directement concernée (population riveraine, usagers directs.) à travers des réalisations de proximité (micro-projet) en leur faveur. Des actions ont été aussi entreprises pour prévenir la propagation du VIH/SIDA et la dégradation l'environnement suite à la réalisation des travaux.

Des actions de réhabilitation des routes ont été également réalisées qui consistaient à l'ouverture ou à la réfection de pistes rurales et de voiries urbaines pour améliorer d'une manière durable la circulation des biens et des personnes dans la Région SAVA (Sambava-Antalaha-Vohémar-Andapa).

Prévu pour une durée de 30 mois, le projet a démarré en mai 2003. Suite à une prolongation accordée par les autorités compétentes, le terme du projet est porté au2006.

4. Questions clés

a- Par rapport aux objectifs globaux du projet :

- 1- Qui étaient les cibles du projet ? (hommes – femmes par catégorie : usagers directs / indirects, riverains, structures locales, autorités locales, ...)
- 2- Le fait de bénéficier des acquis du programme (les micro-projets par exemple) a-t-il suscité au niveau de la population riveraine un sentiment d'adhésion voir une perception positive par rapport au programme et à ses acquis (appropriation de la route réhabilitée) ?
- 3- Les actions de sensibilisation entreprises ont-elles généré de comportement responsable vis-à-vis de la route réhabilitée en tant que patrimoine collectif ?
- 4- Ce comportement est-il différent au niveau des hommes et des femmes ?
- 5- Est-ce qu'il existe des mesures concrètes développées par les riverains pour la préservation de la RN5A ?

b- Niveau de pertinence des mesures d'accompagnement social

- 1- Dans quelle mesure la mise en œuvre du projet a-t-elle contribué à résoudre les problèmes initialement détectés par rapport à la préservation de la route ?
- 2- Le projet a-t-il tenu compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes (selon les catégories), dans la définition de ses stratégies d'accompagnement social
- 3- Le projet a-t-il désagrégé en homme femme les données de suivi de ses activités ?
- 4- Est- ce qu'il y a une implication effective des hommes et des femmes dans le processus de prise de décision dans le choix des micro-projets et de leur mise en œuvre, dans la mise en place de mécanisme de gestion (micro-projet et pistes) ?
- 5- Les populations bénéficiaires des mesures d'accompagnement social ont-elles une perception positive (changement significatif, impacts) des mesures prises et des actions réalisées ? Qu'en est-il de la perception des hommes et des femmes ?

c- Viabilité des réalisations

- 1- Des mécanismes sont-ils mis en place pour pérenniser les acquis du projet (niveau micro-projet, pistes, voiries urbaines,...) ? Les volontés de la population et les soutiens des autorités locales sont-ils manifestes ?
- 2- La stratégie adoptée par le projet est-elle effectivement destinée à encourager la participation accrue et la responsabilisation des femmes dans les structures de gestion ?
- 3- Le processus participatif basé sur le genre a-t-il induit une dynamique de prise d'initiatives des acteurs/actrices ?

d- Efficience du projet

1. Les résultats obtenus sont-ils satisfaisants en considérant le contexte, les moyens, les ressources humaines, matérielles et financières et l'évolution du projet dans le temps ?
2. L'organisation du projet (structure interne, programmation, dispositions de contrôle, suivi,...) a-t-elle facilitée la mise en œuvre des activités ?
3. Dans quelle mesure le système de communication et de suivi interne du projet ont facilité la mise en œuvre du projet pour l'atteinte des résultats ?

e- Efficacité du projet

- 1- Les stratégies et actions menées sur le VIH/SIDA ont-elles initiés des changements notables en matière de connaissances et comportements sur les populations ciblées (hommes, femmes) ?
- 2- La stratégie adoptée par le projet a-t-elle amélioré le statut et position sociale des femmes ?
- 3- Les techniques de construction des pistes, des micro-projets et voiries urbaines ont-elles répondu aux normes de qualité requises en tenant compte des données climatiques et des réalités locales ?
- 4- Les objectifs fixés par rapport aux réalisations des différents axes d'interventions du projet (résultats R1 à R5) ont-ils été atteints ? Quelles en sont les portées et les limites ?

f- Impact

Quels changements le projet a-t-il apporté en termes :

- D'appropriation de la route par les bénéficiaires (la route comme patrimoine collectif)
- De respect de la route (préservation, utilisation respectueuse, viabilité)
- De position de la femme dans la société.

g- Leçons à tirer

- 1- Quelles leçons peut-on tirer du projet en terme d'appréciation et de préservation de la route, de concertation de qualité entre les parties prenantes, d'intégration du genre, de stratégie et d'opérationnalisation ?
- 2- Quelles conditions pourraient être recommandées pour rendre efficace d'autres projets semblables ?
- 3- Quelles leçons générales pourraient être tirées de l'évaluation par rapport à l'approche participative de développement, à la stratégie du secteur vis-à-vis de l'intégration du genre ?

5. Méthodologie

Il est recommandé d'utiliser principalement la méthode qualitative et l'approche cadre logique pour la réalisation de la mission d'évaluation. Entre autres, les indicateurs initiaux du cadre logique et ceux ajustés selon le genre serviront de référence pour l'évaluation.

La méthode d'évaluation participative est également suggérée pour renforcer l'appropriation par la communauté des acquis du projet.

En matière de VIH/SIDA, une analyse comparative des résultats du CAC et ceux des études de base sera effectuée pour apprécier les changements.

Sans préjudice des orientations méthodologiques ci-dessus, les consultants devraient inclure dans leur offre :

- i) un commentaire sur la méthodologie proposée
- ii) une proposition de méthode de collecte des données (y compris la manière de contacter les bénéficiaires, hommes et femmes, et autres parties prenantes, ainsi qu'une proposition de méthode d'analyse incluant une analyse de genre)
- iii) une présentation d'un calendrier détaillé pour l'étude, sur la base du calendrier proposé dans la partie 8

6. Compétences requises

Le prestataire peut être un bureau d'Etudes ou une équipe de consultants hommes et femmes ou consultant individuel. Il(s) doit/ doivent :

- justifier de ses (leurs) expériences éprouvées en suivi évaluation dans les interventions de développement, et en approche participative
- disposer de solides expériences en mobilisation sociale, organisation sociale et en IEC/CCC
- avoir une connaissance technique suffisante pour apprécier la qualité des infrastructures réalisées
- avoir une expérience dans le domaine du VIH/SIDA et l'environnement
- avoir des capacités de traitement et d'analyse de données qualitatives et quantitatives
- savoir appliquer l'approche GENRE.

Le dossier d'offre doit contenir :

- une offre de prestation technique (méthodologie et plan de travail cf. ci-dessus point 5)
- un curriculum vitae du consultant ou les membres du cabinet impliqués dans la consultation avec description des expériences
- une offre financière

7. Rapports ou produits livrables

Les rapports suivants devront être rédigés en langue française :

- une note de démarrage, pour mieux spécifier la méthodologie de travail (4 exemplaires), qui sera remise à CARE au début de la mission à Madagascar ;
- un rapport provisoire, à remettre au plus tard 7 jours après la fin de la mission de terrain, en 4 exemplaires et sur CD
- un rapport final, qui sera remis, après commentaires de 4 exemplaires + 1 non relié + CD.

8. Calendrier

La durée de l'intervention de l'équipe de consultants est estimée à 19 jours calendaires, livraison du document final comprise.

- 3 jours de préparation du terrain : documentation, méthodologie, outils,
- 15 jours de terrain avec restitution préliminaire pour équipe sur terrain.
- 10 jours de rédaction et restitution du rapport.

9. Assistance de l'autorité contractante aux consultants

L'Autorité Contractante mettra à la disposition des membres de l'équipe de consultants tous les rapports, documents, cartes et données appropriées et facilitera, autant que faire se peut, leurs contacts avec les parties prenantes.

10. Coût et modalité de paiement de la prestation

Le **coût** de l'intervention sera défini suivant accord des parties.

La **modalité de paiement** se fera comme suit :

- 25% avant la descente sur terrain, à la remise du rapport de démarrage
- 25% une semaine après la livraison du rapport provisoire,
- 50% une semaine après la livraison du rapport final.

Annexe 2 – Offre technique

EVALUATION EN FIN DE PROJET MOASAVAS.

Contexte et problématique

Le projet MOASAVAS (Mise en œuvre des Activités Sociales et Accompagnement du Volet Routier Antalaha – Sambava) touche à sa fin. Dans le cadre de son suivi – évaluation le projet aimerait faire une évaluation de ses acquis et des impacts de ses actions sur la population de la zone d'intervention pour servir d'input à une future évaluation ex-post.

Le projet d'accompagnement social et de Genre vise l'acquisition de bénéfices durables de la réhabilitation/ construction de la route pour la population riveraine et les usagers directs se manifestant par l'intérêt de ses bénéficiaires à préserver d'une part les infrastructures sociales et d'autre part la route en tant que patrimoines collectifs.

La réalisation du projet a mis beaucoup d'importance sur des thèmes transversaux tels que la dimension Genre, la considération de la lutte contre le VIH/SIDA et la protection de l'environnement.

Compréhension du mandat.

Le mandat consiste à mener un processus participatif visant à évaluer la mise en œuvre des actions d'accompagnement social et de Genre depuis son démarrage. Il s'agit d'apprécier la **pertinence** des mesures et l'adéquation des approches et du processus mené, **l'efficacité du montage institutionnel** de mise en œuvre, de mesurer **l'atteinte des objectifs** et **l'efficience des interventions**, de mettre en exergue **les mécanismes de viabilité** et de pérennisation mis en place et d'évaluer les actions en terme de **changements et d'impacts** vis-à-vis des conditions de vie et du renforcement des positions sociales des bénéficiaires hommes et femmes.

Le mandat consiste également à tirer **des leçons et faire des recommandations** sur les conditions et facteurs de réussite d'une telle action d'accompagnement social ainsi que pour l'intégration de la dimension genre.

Démarche, Méthodologie d'intervention

La méthodologie est basée sur les éléments **du cadre logique** du projet en particulier les indicateurs initiaux et actualisés du projet ainsi que sur les différentes **approches, principes d'intervention et thèmes transversaux** préconisés pour l'atteinte de la finalité et des objectifs du projet.

La démarche proposée comprend les éléments suivants :

- Exploitation de la **documentation** du projet
- **Conception de fiche de collecte** de données selon les questions clés des termes de référence.
- **Collecte de données** sur terrain qui adopte une **approche participative** : Cette collecte inclura pour chaque village choisi,

- **une visite des collectivités locales décentralisées** concernées par les interventions du projet,
- une réunion avec les **associations et comités de mise en œuvre et de pérennisation** des infrastructures,

- des focus group avec les différents groupes de bénéficiaires y compris des groupes de femmes,
- **une réunion de restitution au niveau local** des premiers résultats de l'étude pour le village concerné aux différentes parties prenantes locales.
- et une réunion de briefing et de débriefing avec **l'équipe de mise en œuvre du projet** ;
- **Dans le choix de village à visiter**, le Cabinet consultant essaiera de faire le tour de tous les types d'action d'accompagnement social : piste rurale, voirie urbaine, adduction d'eau, marché, recasement des ménages expropriés, lutte contre la dissémination du VIH/ Sida

- **L'analyse des données** considérera les critères de pertinence, d'efficacité, d'efficience, de viabilité des actions et les bénéfices de l'intégration de la dimension genre.

L'analyse se penchera d'une manière spéciale sur **les thèmes transversaux et les approches spécifiques comme le Genre**,

Les thèmes d'analyse par rapport au Genre touchent les points suivants :

- Implication et participation équilibrée des hommes et des femmes
- Accès et contrôle des ressources
- Accès et contrôles des bénéfices
- Répartition des rôles et de tâches
- Influence négative des approches et des impacts sur les femmes et les enfants.
- La pertinence des analyses socio-économique selon le Genre
- Amélioration de l'empowerment (position et réévaluation du statut social, participation au processus de décision, savoir) des groupes défavorisés et des femmes

Un atelier de restitution et de collecte de feed-back et de validation ainsi que la remise du rapport final clôtureront le mandat.

Les produits livrables :

Une note de démarrage sur le calendrier retenu.

Le rapport préliminaire d'évaluation

Le rapport final d'évaluation intégrant les commentaires.

Calendrier de réalisation

La durée proposée du mandat court environ sur 6 semaines.

Activités	Sem 1	Sem 2	Sem 3	Sem 4	Sem 5	Sem 6	Sem 7
Contractualisation et démarrage	—						
Exploitation documentation et Conception de fiche de collecte de données		—					
Visite de terrain*							
Rédaction de rapport							
Préparation atelier de restitution et validation						—	
Atelier de validation						—	
Remise rapport final							—

Programme de terrain à détailler

Ressources humaines

L'équipe de consultants est composée de 3 personnes dont deux iront sur terrain :

1- Rakotoarison B. Angèle en tant que Chef de file superviseur

ayant des expériences dans la mise en œuvre de projets sociales liées aux infrastructures ainsi que dans la mobilisation sociale et aussi en matière de prise en considération du Genre dans différentes stratégies et politiques d'intervention et dans la mise en place d'action sociale durable ainsi que dans l'intégration et l'application du Genre et les méthodes participatives dans les actions sociales.

2- Rabarijaona Sahondra, Consultante Sénior

Ayant des expériences dans la conduite des projets d'infrastructures et des projets routiers ainsi que dans la mise en place de mécanisme de viabilité des réalisations.

3 –Rafiringason Lovanatototra, Consultant Junior

ayant des expériences dans les études de situation et des enquêtes sur terrain. Ce consultant a aussi déjà participé à une étude de l'intégration de la dimension Genre dans l'accompagnement des actions sociales des projets mis en œuvre par AFVP dans l'axe Sud de Madagascar.

L'équipe qui va descendre sur terrain comprendra un homme et une femme.

Ci – joint en annexe les CV de ces consultants

Antananarivo, le 06 Avril 2006

Pour le Chef de file
Rakotoarison B. Angèle

Annexe 3 – Méthodologie, Démarches, Outils

Démarche et outils de l'évaluation interne participative du projet MOASAVAS

L'étude consiste à :

- 1- Evaluation de la mise en œuvre et de la stratégie d'opérationnalisation
- 2- Evaluation des impacts (atteinte des résultats et des objectifs et effets et impacts obtenus)
- 3- Leçons apprises et Recommandations

Les thèmes généraux des impacts/ résultats et objectif attendus

- Changement de comportement vis-à-vis du patrimoine collectif, du Genre et du SIDA : comportement responsable
 - Préservation des infrastructures et de la route
 - Viabilités des systèmes mis en place
 - Réduction de la disparité du Genre et amélioration de la position de la femme
 - Bénéfices socio-économiques et culturels pour la population
 - Dynamique de développement local
-
- Est-ce que les objectifs définis/ résultats attendus ont été atteints ?
 - Est-ce que les hypothèses sont vérifiées ?
 - Est-ce que les objectifs et les hypothèses sont pertinents par rapport au contexte ?

Outils d'analyse par rapport aux critères et indicateurs

- Succès – Les facteurs de réussites
- Echecs – les obstacles rencontrés
- Suggestions

Collecte de données au niveau Staff*Historique du processus de mise en œuvre*

Temps →	2003	2004	2005	2006
Activités et processus de mis en œuvre effectués				
Outils utilisés				
Inputs/ Résultats Obtenus- Succès				
Difficultés et contraintes Echecs				
Suggestions				
Documentation ou données quantitatives à exploiter				

2- Analyse de la mise en oeuvre

Approches et démarche de la mise en oeuvre	Critères				
	Pertinence	Efficacité	Efficienne	Viabilité	diminution de la disparité du Genre
Questions	<p>a répondu aux problèmes et enjeux de la localité/ région</p> <p>a contribué à la compréhension de la société et aux groupes touchés</p>	<p>Contribue à l'atteinte des résultats et au changement de comportement</p> <p>correspond aux normes de qualité</p>	<p>a facilité la mise en oeuvre</p> <p>s'est adapté au contexte</p>	<p>Contribue à la :</p> <ul style="list-style-type: none"> - participation. - pérennisation des acquis du projet - pérennisation des infrastructures, 	<ul style="list-style-type: none"> - a favorisé une participation équilibrée - a pris en compte la disponibilité des femmes et des groupes défavorisés, et leurs besoins pratiques et stratégiques - a favorisé un accès équilibré aux ressources du projet et aux bénéficiaires - a favorisé une participation des femmes et groupes défavorisés au prise de décision

Approches et démarche de la mise en oeuvre	Critères				
	Pertinence	Efficacité	Efficienne	Viabilité	diminution de la disparité du Genre
Approches et principes d'intervention - Approche participative - Approche genre - Mobilisation sociale					
Processus d'intervention <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude socio-économique ▪ Recherche qualitative ▪ Identification de projets ▪ Priorisation et sélection ▪ Mobilisation sociale ▪ Structuration communautaire ▪ Renforcement de capacités ▪ IEC ▪ système HIMO ▪ - Suivi et évaluation 					
Outils <ul style="list-style-type: none"> ▪ ASEG ▪ Baseline SIDA ▪ CAC ▪ Recherche qualitative 					
Autres thèmes <ul style="list-style-type: none"> ▪ SIDA ▪ Environnement 					

Approches et démarche de la mise en oeuvre	Critères				
	Pertinence	Efficacité	Efficiences	Viabilité	diminution de la disparité du Genre
<ul style="list-style-type: none"> ▪ - civisme et citoyenneté 					
Montage institutionnel et organisation du projet Moasavas <ul style="list-style-type: none"> • Structure/ organigramme • Programmation • Système de suivi • Système de communication • Renforcement de capacités des staffs • Ressources matérielles et financières 					

B – Collecte des données au niveau villages – Autorités locales - Structures et comités –
Groupes sociaux

Historique du processus de mise en œuvre au niveau des structures

Temps →	2003	2004	2005	2006
Activités/ processus de mise en œuvre effectuées <i>Asa natao</i>				
Outils utilisés <i>Fomba nanaovana azy, Fitaovana nampiasaina</i>				
Inputs/ Résultats obtenus Succès <i>Vokatra azo, Fahombiazana azo</i>				
Echecs Difficultés et contraintes <i>Zavatra tsy nety loatra, azo hatsaraina</i> <i>Olana natrehana, ny namahana azy</i>				
Suggestions <i>Soso- kevitra fanatsarana raha averina</i>				

Evaluation des impacts au niveau structures, comités et groupes sociaux

Composante	Indicateurs d'impact global du projet	Indicateurs d'impacts genrés		COMITES ET ASSOCIATIONS	GROUPES BENEFICIAIRES	LEADERS
		Accès	Contrôle			
PISTES RURALES						
			Existence de structure de gestion	(OU ?) quel village a des structures fonctionnelles (QUI ?) qui sont les acteurs ? (COMMENT ?) Leurs rôles ? Responsabilités respectives ? Niveau de participation ? Choix microprojets ? Réalisations	Participations des différentes cibles aux activités des structures ? Perception du projet : (QUOI ?) micro projets dans leur village ? (POURQUOI ?) Sentiment d'adhésion ? Réticence ? Indifférence ?	Les structures de base sont – elles reconnues par les autorités ? Comment définissez-vous votre collaboration avec les structures de base ? Comment sont réparties les tâches et les responsabilités ?
	Nombre de population desservie par les pistes	Nombre des hommes et femmes desservis par la piste	Représentativité des hommes et femmes au sein des structures : au sein de l'association et dans le bureau (nombre des femmes et statut)	Y-a –t-il des femmes dans la structures, pourcentage, quels sont les postes occupés ?	Hommes et femmes desservis	données sur les utilisateurs de la piste

	Augmentation des trafics des biens et des personnes			contrôle du trafic	Depuis existence de la route et pistes : changement dans les activités des bénéficiaires	Ristourne pour la commune
	Durée de trajet	Appréciation des hommes et des femmes sur la durée du trajet	Appréciation de la position, statut social, autonomisation économique des femmes sur la durée du trajet	Appréciations des avantages perçus à cause route et pistes ?	Appréciation des avantages perçus à cause route et pistes ?	
	Durée de praticabilité			Rôle pour maintenir la praticabilité toute saison		Rôle pour maintenir la praticabilité- durée de la praticabilité
	Retombées économiques :	Nature des nouvelles sources de revenus des hommes et des femmes relatives aux pistes réhabilitées	Appréciation sur l'amélioration de position/statut des hommes et des femmes	Anciennes ressources de revenus perdues ? modifiées ? Nouvelles sources de revenus pour Hommes et Femmes ? Position femme dans société	Anciennes ressources de revenus perdues ? modifiées ? Nouvelles sources de revenus pour Hommes et Femmes ?	Ressources pour la Commune - Projets AGR supportés par la Commune - dans quelle mesure
	- types des produits entrés sur le marché du village ;					
	- diminution des prix ;			Résultat sur coût de la vie ?	Résultat sur coût de la vie ?	Retombées sur la localité
	- diminution des transports à dos d'hommes (daba lava) ;			Résultat sur effort à fournir par Hommes et Femmes ?	Résultat sur effort à fournir Hommes et Femmes ? Réduction de la disparité entre hommes et femmes et entre groupes sociaux	
	- diversification des produits ;					

	Retombées culturelles :	- Nature de variantes ayant un impact positif sur les conditions de vie des hommes et des femmes ;	- Nature d'initiatives proposée par les hommes et par les femmes			
	rencontre sportive ;	Rencontre sportive des jeunes		Activités culturelles : Avant et après ?	Activités culturelles : Avant et après ?	organisations d'activités culturelles avant et après
	nombre de spectacle					
	nombre de festivité					
	manifestation culturelle					
	Retombées sociales :	Nature des bénéfices sociaux ressenties par les hommes et les femmes suite à la réhabilitation des pistes : églises, éducation, santé...	Nature d'initiatives réalisées (encours ou à venir) par les hommes et des femmes sur les activités communautaires engendrées par les pistes	activités sociales et communautaires avant et après ? Responsabilités des structures	Participation aux activités sociales et communautaires	Rôles et responsabilités dans la mobilisation communautaire
	- système d'évacuation des malades ;				Impact sur la santé	
	- fréquence des visites familiales venant de l'extérieur et vers l'extérieur ;				Mobilité, visite familiale	
	- niveau de satisfaction des usagers ;					
	- nombre des bénéficiaires HIMO (pourcentage par rapport à la population totale) ;	Appréciation de satisfaction des besoins pratiques des hommes et des femmes suite à	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre des hommes et des femmes responsables aux travaux 	Rôles et responsabilités et bénéfices	Participation, bénéfices	Rôles et responsabilités – bénéfice de HIMO sur la localité

		l'HIMO	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HIMO ; ▪ Appréciation de la participation des femmes à la sphère de décision ; ▪ Nature d'initiatives émanant des hommes et des femmes travailleurs HIMO ▪ - Appréciation sur la négociation de prise de 			
	- bénéfices tirés par la participation à l' HIMO ;					
VOIRIES URBAINES	Bénéfices tirés par la réhabilitation des axes de voiries urbaines	Niveau de satisfaction des besoins pratiques des usagers hommes et femmes des voiries urbaines	Appréciations des opérateurs homme et femmes sur les modalités d'acquisition du marché pour la continuité de la réhabilitation des voiries			
		Nature des bénéfices tirés par les hommes et les femmes usagers	Pourcentage des hommes et des femmes chef ayant participé à la réhabilitation des voiries urbaines '- Nature des initiatives des chefs d'équipe	Rôles et responsabilités et bénéfices	Participation et bénéfices	Rôles et responsabilités - Pérennisation et continuation

			homme et femme au retrait du projet			
POMPES ASPIRANTES	Nombre des bénéficiaires des micro-projets	Nature des bénéfiques ressentis par les hommes et les femmes sur l'existence des pompes aspirantes	Pourcentage des présidents AUE femmes et hommes Pourcentage des hommes et des femmes dans l'élaboration et l'application du DINA			
	nombre des villages bénéficiaires de l'adduction d'eau		Appréciation de l'implication des hommes et des femmes dans la prise de décision relative à la gestion des pompes			
		diminution de charge de travail des femmes	Appréciations des hommes et des femmes sur l'organisation communautaire de l'entretien des pompes	Rôles et responsabilités et bénéfiques, participation des femmes et groupes défavorisés à la prise de décision	Participation et bénéfiques	Rôles et responsabilités – Pérennisation des infrastructures
	existence de dina et réglementation					
	existence des structures de gestion					
AIRES DE MARCHÉ	existence des ressources et plan d'action et d'entretien	Nature des bénéfiques ressentis par les hommes et les femmes sur l'existence des aires de marché	Pourcentage des hommes et des femmes dans CoGes des aires de marché			
	bénéfices tirés :	Nature des nouvelles sources	Nombre de femme présidente du CoGes des aires de marché			

		de revenus des hommes et des femmes relatives aux nouvelles aires de marché				
		Appréciation des hommes et des femmes sur l'application de la gestion réglementée des ordures				
	diversification des produits vendus sur le marché					Rôles et responsabilités dans la gestion du marché
	amélioration de la qualité des produits vendus					
	abris					
	marketing					
	augmentation du nombre des commerçants					
	amélioration des revenus des commerçantes					
	incitation à vendre					
	niveau de renforcement des capacités des structures de gestion			Rôles et responsabilités, participation des groupes de femmes dans la gestion et prise de décision	Bénéfices	

<p>SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Connaissance des cibles sur le SIDA ; ▪ Pourcentage des structures ayant des communications sur le SIDA ▪ % des points de vente ayant renouvelé leur stock initial de préservatifs ; ▪ Utilisation des préservatifs lors des rapports sexuels à risque ; ▪ Lieu d'approvisionnement des préservatifs ; ▪ - Nombre des partenaires dont les capacités sont renforcées 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Moyenne des niveaux des hommes et des femmes sur les dix pratiques du CAC ; ▪ Pourcentage des hommes et des femmes responsables des lieux d'approvisionnement de préservatifs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nature de thèmes discutés par les hommes et les femmes au sein du ménage et de la communauté sur la sexualité ▪ Appréciation des jeunes hommes et des jeunes femmes sur la prise de décision de l'utilisation de préservatifs au sein du couple ; ▪ - Appréciation des hommes et femmes mariées sur le contrôle de leur sexualité ; 	<p>Existences, rôles et activités des Organisations communautaires de base (OCB) de lutte contre le SIDA</p>	<p>niveau CAC sur le changement de comportement</p>	<p>Existence et activités du CLLS – Comité de Lutte contre le SIDA</p>
<p>RENFOR – CEMENT DE CAPACITE</p>	<p>Nombre des villages ayant des structures opérationnelles</p>	<p>- Pourcentage des hommes et des femmes bénéficiant des formations spécialisées - Pourcentage des hommes et des</p>	<p>- Nature des initiatives et/ou main d'œuvre spécialisé communautaires et/ou individuelles (hommes - femmes) engendrés par le renforcement des</p>	<p>Informations sur la mise en œuvre des formations</p>	<p>Impact des formations sur le savoir faire</p>	<p>contribution et participation aux formations</p>

		femmes bénéficiant des formations organisationnelles	capacités techniques et/ou organisationnelles			
ENVIRONNEMENT	Nombre des mesures environnementales développées et appliquées	Appréciation de la tendance des niveaux de compréhension des hommes et des femmes sur les mesures environnementales prises		Rôles et prise de responsabilités dans la réalisations des mesures environnementales	compréhension des mesures, respect des mesures	Rôles et responsabilités – Pérennisation des réalisations- Impact sur la protection de l'environnement
CIVISME ET CITOYENNETE	- Attitudes des riverains par rapport à l'infrastructure (RN5A) ; - Attitudes de protection vis-à-vis du danger de la circulation	Appréciation des hommes et des femmes sur l'auto discipline individuelle ou communautaire engendrée par les réalisations	Nature des initiatives communautaires relatifs à la préservation du patrimoine en matière de préservation Appréciation du niveau d'application des dina /réglementation par les hommes et femmes leaders pour la préservation des patrimoines	- Rôles par rapport à l'application de DINA - Appréciation du respect par la population	Attitude par rapport aux infrastructures, la route RN, et au réglementation	rôles dans la sensibilisation des riverains à préserver l'infrastructure en bon état, perception du civisme et citoyenneté de la population, fréquence d'accident avant et après

Annexe 4- Rapport sur le déroulement de la mission

Réunion avec les responsables du siège

DATE	MATINEE	APRES MIDI
07 avril 2006	Réunion de briefing sur le mandat	
18 avril 2006		Réunion de partage sur la méthodologie
03 mai 2006		Entretien avec la Responsable de suivi – évaluation
12 juin 2006		Collecte de feed- back
06 Juillet 2006		Restitution du résultat de l'évaluation

Visite de terrain

NOM DES MISSIONNAIRES : 1/ RAKOTOARISON RABARIJAONA Sahondra Jeanine
2/ RAFIRINGASON Lovanatototra

OBJET : Evaluation fin de projet MOASAVAS

DATE DE MISSION : Mardi 02 mai au Mardi 16 Mai 2006

LIEU : ANTALAHA – SAMBAVA – ANDAPA

DATE	MATINEE	APRES MIDI
Mardi 02 Mai 2006	AVION Antananarivo – Antalaha	Briefing avec le chef de projet : Mr DASY IBRAHIM Processus historique du projet Calendrier programme de mission
Mercredi 03 Mai 2006	Briefing avec le STAFF, équipe du projet : Processus historique du projet	- Visite VOIRIE, lieu de fabrication pavés autobloquants, et dépôt stockage. - Visite PISTE axe près MASOALA route Capeste, Mahatsara - Briefing avec le STAFF équipe de projet (suite). - Analyse de la méthode et mise en œuvre du projet, analyse du montage institutionnel.
Jeudi 04 Mai 2006	Réunion avec le Maire d'Antalaha : M. JEAN GASTON Réunion avec les opérateurs dans les associations finançant les apports bénéficiaires (GNEV Groupement National des exportateurs de Vanille, SEFA Syndicat des exploitants Forestiers d'Antalaha, FAV Fonds d'Assainissement de la Ville d'Antalaha) : M. RANJANORO Jeannot Appréciation technique de la voirie urbaine Réunion avec le Chef service technique de la Voirie / Commune : M. VELAIN	AMPAHANA : + réunion avec M. EZECIHEL Alphonse Fidiramila : secrétaire Commune rural Ampahana et 2 autres membres du bureau + Réunion avec 4 associations féminines d'Ampahana (30 personnes) : Fikambanan'ny vehivvy TARATRA, FANANTENANA, MIARA-MIZOTRA, MAHAVITA SOA + appréciation 2 pompes aspirantes, 2 abris bus. + réunion avec le 1 ^{er} adjoint au maire de la commune rural AMPAHANA : M. JAO PATRICE AMBOANGY ANDRANOTSARA Prise de contact avec présidente association « AVOTRA », et le chef fokonolona et rendez vous demain vendredi vers 9H MAROMOKOTRA Prise de contact avec présidente association, et le chef fokonolona et rendez vous demain vendredi vers 11H ANTSIRANABIDY Prise de contact avec présidente association, et le chef fokonolona et rendez vous demain vendredi vers 14H
Vendredi 05 Mai 2006	AMBOANGY Andranotsara Réunion avec le chef fokonolona et les associations sur études d'impact. MAROMOKOTRA Réunion avec les associations, les responsables fokonolona et le fokonolona sur études d'impacts et	ANTSIRANAMBIDY Réunion avec les associations et le fokonolona sur études d'impacts et évaluation CAC SIDA.

DATE	MATINEE	APRES MIDI
	évaluation CAC SIDA.	
Samedi 06 Mai 2006	-AMBINANIFAHO Réunion avec le chef fokonolona et les associations sur études d'impact.	MISE AU NET
Dimanche 07 mai 2006	MISE AU NET	MISE AU NET
Lundi 08 Mai 2006	- Problème logistique (carburant) - Piste 9 (12Km) axe AMBORINALA – ANTAFONONANA Réunion avec le chef fokonolona Antafononana et les associations sur études d'impact et évaluation CAC SIDA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visite bac à fleurs MAHEVA ▪ Visite carrière fermée PK 18 de Sambava ▪ Commune Rurale de FARAHALANA Réunion avec le Maire de la CR Farahalana et les associations sur études d'impacts.
Mardi 09 mai 2006	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Problème logistique ▪ (Hébergement pour Sambava et Andapa) ▪ Visite Ambodipont limite ▪ Visite carrière COLAS en remplacement carrière PK 18 fermée (environnement) ▪ Prise photos bacs à fleurs protection élèves RN5A 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visite PISTE axe 5 Ambolomadinika – Ambohimitsinjo (20km) ▪ Interview Maire Ambohimitsinjo, conseiller commune, chef chantier axe ▪ Evaluation CAC SIDA population Anjinjaomby
Mercredi 10 Mai 2006	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Départ de Sambava vers 6H 30 pour Andapa ▪ Avertir Mandena de la visite de vendredi ▪ Visite Piste 8,8 Km Axe 7 SARA - AMPONTSILAHY ▪ Interview chef fokontany Ampontsilahy 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Interview conseiller commune Ambodimanga, chef AUP association Lazan'i Aikabe ▪ Evaluation SIDA CAC à Ambodimanga Population
Jeudi 11 Mai 2006	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visite PISTE AXE 8 de 6,90 Km BEALAMPONA – ANJAVIBE ▪ Focus groupe : Interview bénéficiaire, chef d'équipe, main d'œuvres dans équipes ▪ Interview garde barrage, nouveau président association FIMIMIBA ▪ Interview adjoint au maire Bealampona ▪ - Evaluation CAC SIDA à Bealampona 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visite PISTE AXE 13 de 4Km ANJAVIBE – AMBODIMANGAFITO ▪ Interview chef chantier, secrétaire association FTL, FFT ▪ Interview chef d'équipe, garde barrage ▪ Evaluation CAC SIDA à Ambodimangafito
Vendredi 12 Mai 2006	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visite Adjoint maire Fivondronanana Andapa, M. RAKOTO NIAINA ▪ Départ d'Andapa ▪ Visite PISTE AXE 11 de 2,5 Km 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Visite PISTE AXE 10 de 10Km AMBODIVOARA –ANTANETILAVA ▪ - Interview bénéficiaire, manœuvres chantiers à ANTSAHAMANARA , pont coupé

DATE	MATINEE	APRES MIDI
	MANANTENINA- MANDENA <ul style="list-style-type: none"> ▪ Interview bénéficiaire, chefs des équipes, chef chantier, présidente association AUP ▪ - Evaluation CAC SIDA à MANDENA 	
Samedi 13 Mai 2006	Interprétation sur les résultats des 8 évaluations CAC SIDA à Sambava	MISE AU NET à Antalaha
Dimanche 14 Mai 2006	MISE AU NET	MISE AU NET
Lundi 15 Mai 2006	Interview responsable technique : M. HARISOA R.	DEBRIEFING avec le STAFF : évaluation et analyse participative
Mardi 16 Mai 2006	- Formalité administrative	Retour vers Antananarivo

Résultats

- 8 évaluations CAC SIDA,
- Visites de 8 axes pistes,
- Analyse des impacts dans villages se trouvant dans les 3 sous-préfectures, et sur les 4 communes de micro - projets

	Nbre	AXE		Jour de mission
PISTES VISITES	08		Nouveau piste axe MAHATSARA	03 MAI
		09	(12Km) axe AMBORINALA – ANTAFONONANA	08 MAI
		05	Axe Ambolomadinika – Ambohimitsinjo (20km)	09 MAI
		07	8,8 Km Axe SARA - AMPONTSILAHY	10 MAI
		08	AXE de 6,90 Km BEALAMPONA – ANJAVIBE	11 MAI
		13	AXE de 4Km ANJAVIBE – AMBODIMANGAFITO	11 MAI
		11	AXE de 2,5 Km MANANTENINA- MANDENA	12 MAI
		10	AXE 10 de 10Km AMBODIVOARA – ANTANETILAVA	12 MAI
EVALUATION CAC SIDA	08	M.P	MAROMOKOTRA	05 MAI
		M.P	ANTSIRANAMBIDY	05 MAI
		Piste 9	ANTAFONONANA	08 MAI
		Piste 5	ANJJAOMBY	09 MAI
		Piste 7	AMBODIMANGA	10 MAI
		Piste 10	BEALAMPONA	11 MAI
		Piste 13	AMBODIMANGAFITO	11 MAI
		Piste 11	MANDENA	12 MAI
LIEUX VISITES		Voirie urbaine	ANTALAHA	
POUR ETUDES IMPACTS – GENRE – TECHNIQUES		Micro-projets	2 guérites, 31 abris –bus, pompes aspirantes CR ANTALAHA : Antalaha CR AMPAHANA : Antsiranambidy, Maromokotra, Amboangy CR AMBINANIFAHO : Ambodipont Isahana CR FARAHALANA : Maheva, Ambodipont limite	03 MAI au 08 MAI 2006
LIEUX NON VISITES	02	PISTES	AXE 4 NOSIARINA-BEMANEVIKA AXE 12 FANAMBANA-AMPARIBE	

Observations des Missionnaires

Problèmes rencontrés lors de la mission :

- Difficulté de réunir les gens quand les visites sont programmées pendant les jours de travail,
- Logistique : carburant, organisation voiture,
- Administratif :
 - organisation hébergement Sambava, Andapa,
 - Collecte de documentation de base : partielle,
 - Une partie des personnes – ressources non disponibles,
- Réunion participative : difficulté pour mobiliser tous les Staff pour une demi-journée bloquée,
- Temps limité pour visiter exhaustivement toutes les pistes, et chaque bénéficiaire des micro-projets,
 - Evaluation CAC : assez difficile à faire car les questionnaires sont assez nuancés, donc nécessitent un certain niveau intellectuel.
 - Lourdeur de traitement administratif causant des pertes de temps.



Les consultants



Le Staff du CARE/SAVA

Annexe 5- RESULTATS DE CAC PAR VILLAGE

DESCRIPTION DU CAC

L'auto-évaluation de la compétence en matière de lutte contre le Sida (CAC) est un cadre de travail pour le renforcement des capacités humaines

Qu'est-ce la compétence en matière de lutte contre le Sida ?

La compétence en matière de lutte contre le Sida signifie que nous, en tant que membres de familles, de communautés, d'organisations et de cercles de prise de décisions :

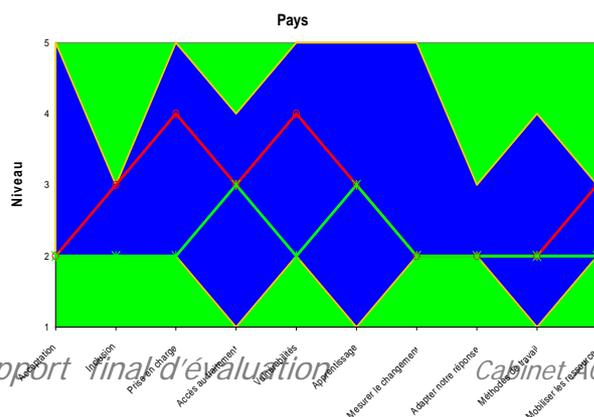
- *reconnaissons* la réalité du VIH et du Sida,
- *nous appuyons* sur les forces existantes pour renforcer notre capacité de réponse à l'épidémie,
- *réduisons* la vulnérabilité et les risques,
- *apprenons et échangeons* avec les autres et
- *vivons et réalisons* tout notre potentiel.

A qui cela s'adresse-t-il ?

- A tout groupe (que ce soit une nation, un district, une organisation ou une communauté) qui désire évaluer ses compétences en matière de lutte contre le VIH/Sida : un *comité national de lutte contre le Sida, les districts, les quartiers, les jeunes, une entreprise, les agents de santé, les chefs religieux ...*
- A tout partenariat, qu'il soit mondial, national, régional ou local qui désire évaluer ses compétences en matière de lutte contre le VIH/Sida : *une collectivité locale, une ville, un forum de partenariat national...*

Quelles sont les prémisses de base de cette approche ?

- Les réponses efficaces sont ancrées dans les forces existantes des communautés et dans leur collaboration avec les prestataires de services et les décideurs.
- Les communautés, les organisations et les personnes influençant les politiques peuvent continuellement développer leurs capacités humaines pour devenir compétent en matière de lutte contre le Sida.
- Nous pouvons utiliser nos propres connaissances et notre propre expérience et adapter celles des autres de sorte que tout le monde devienne plus apte à faire face au VIH et au Sida.
- Tout le monde a quelque chose à partager. Tout le monde a quelque chose à apprendre.

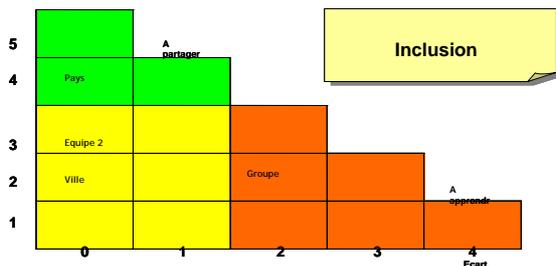


Comment utiliser cet outil ?

L'évaluation mesure les principales pratiques qui permettent aux nations, aux communautés et aux organisations de devenir compétentes en matière de lutte contre le Sida. Il en existe dix (10) comprenant chacune 5 niveaux, allant

du niveau de BASE au niveau ELEVÉ.

Les groupes sont invités à s'auto-évaluer en utilisant les critères applicables à chacune de ces pratiques comme guides. Ils comparent les performances actuelles et antérieures et se fixent des objectifs pour l'avenir. Ils peuvent également comparer leurs performances avec celles des autres groupes. Le principal résultat est un «diagramme en forme de rivière» qui donne un aperçu sommaire et rapide des scores réels et des scores visés pour chaque groupe. Pour un groupe donné, l'écart entre les scores maximum et minimum des autres groupes apparaît en comparaison, sous la forme des berges de la rivière. L'espace de la rivière représente les opportunités d'apprentissage et d'échanges mutuels sur les pratiques correspondantes.



Pour de plus amples détails concernant une pratique particulière, un "diagramme en escaliers" montre les scores des groupes et leur désir de s'améliorer, tout en présentant ceux qui ont quelque chose à apprendre et quelque chose à partager. A mesure que les groupes progressent d'un niveau à l'autre, ils renforcent leurs capacités de lutte contre le VIH et le Sida. Le diagramme en escaliers peut être utilisé pour des groupes comparables tels que des districts ou des organisations ; il peut, en outre, être utilisé par

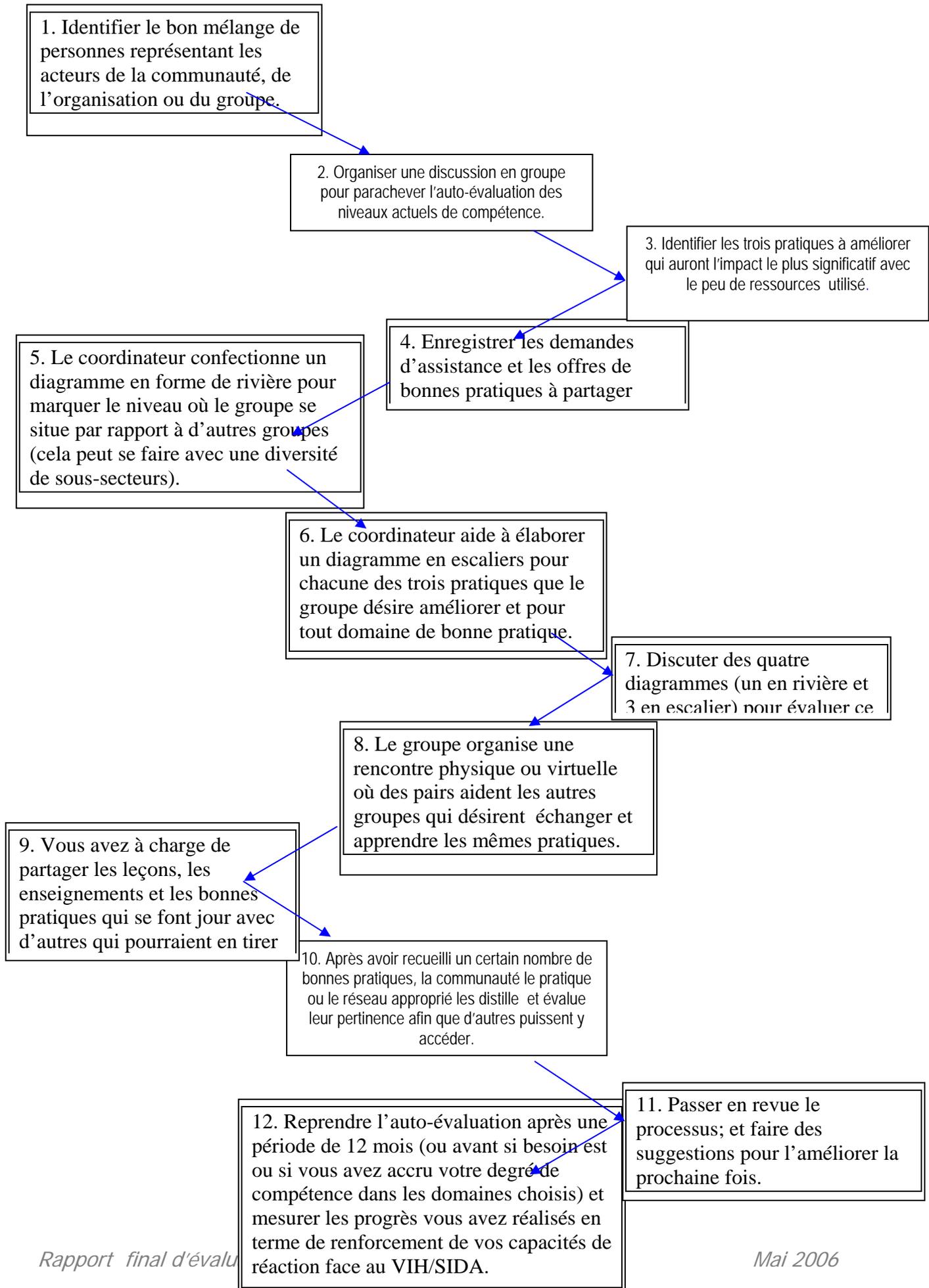
des «partenaires» travaillant ensemble et dans la transparence mais sous des angles différents, afin de mettre ensemble les groupes qui ont quelque chose à apprendre ou à échanger les uns avec les autres.

Pourquoi choisir d'utiliser cet outil ?

- Pour assurer une planification stratégique afin d'optimiser l'usage de ressources limitées
- Pour évaluer notre niveau de compétence en matière de lutte contre le Sida et apprécier l'évolution au fil du temps
- Pour fixer des objectifs spécifiques en vue d'améliorer les pratiques et renforcer la compétence en matière de lutte contre le Sida
- Pour identifier les connaissances que nous avons à partager et ce que nous voulons apprendre auprès des autres.

Si vous souhaitez avoir de plus amples informations sur l'outil d'auto-évaluation et le diagramme en forme de rivière, veuillez contacter Jean-Louis Lamboray (lamborayj@unaids.org) ou Geoff Parcell (parcellg@unaids.org).

Le processus d'auto-évaluation



Indications de facilitation

pour animer une session d'auto-évaluation pour une entité commune

1. Associez un bon échantillon représentatif de la population (de la nation, de la ville, de l'organisation ou de la communauté) représentant un ensemble varié de points de vue. Quinze (15) à vingt-cinq (25) constitue un bon nombre. Il y a plus de chances que les membres d'un groupe régulièrement constitué parviennent plus rapidement à un consensus, le fait d'intégrer des personnes différentes induira de nouvelles perspectives.
2. Prévoyez une demi-journée pour ce processus. Donnez quelques indications pour l'organisation de la salle. Nous préconisons un cercle dans lequel tout le monde dispose d'une voix d'égale valeur. Si c'est un grand groupe, pensez à le diviser en groupes plus petits afin que les gens timides puissent s'exprimer.
3. Organisez le temps de discussion de sorte que les groupes consacrent à peu près le même temps à chaque pratique. La première pratique sera d'autant plus longue que les participants devront apprendre à se familiariser avec le processus.
4. Il est bon que l'animateur définisse le contexte et donne un bon aperçu du processus au groupe. Cela pourrait nécessiter l'explication de toutes les pratiques et du diagramme en forme de rivière. Le rôle du facilitateur est d'accompagner le groupe tout au long du processus. Suscitez une franche discussion et encouragez les différents points de vue.
5. Les compétences de facilitation indispensables pour cet exercice sont entre autres : des capacités oratoires, des connaissances du cadre d'auto-évaluation, un vocabulaire riche (de la langue locale, de préférence), de la flexibilité, une ouverture d'esprit et la capacité d'utiliser des histoires pour illustrer un argument.
6. Il faut un animateur principal, mais il est fort utile que ce dernier soit encadré en temps réel par les autres. Si le groupe est appelé à se subdiviser en plusieurs sous-groupes, il faudra plusieurs animateurs.
7. Expliquez que l'avantage qu'il y a à utiliser un outil d'évaluation commun, c'est qu'il offre un cadre stratégique pour l'action et un langage commun permettant un bon échange. Cet échange ne peut être efficace que pour les pratiques communes.
8. A ce stade, si le groupe désire ajouter d'autres pratiques ou des sous-pratiques en fait, permettez-lui de le faire.
9. Insistez sur le fait que ce processus n'est pas une compétition entre les uns et les autres, mais qu'il s'agit d'un apprentissage en partage concernant les questions et des méthodes par des personnes qui partagent la vision qu'il est possible d'être compétent dans la lutte contre le Sida.
10. La méthode d'auto-évaluation est différente de l'évaluation par autrui. Elle est moins intimidante, plus subjective et plus engageante.
11. La discussion sur le niveau auquel se situe le groupe pour chaque pratique est un des principaux avantages de ce processus. Cherchez à faire en sorte que le groupe parvienne à un point de vue commun ou reconnaisse tout au moins pourquoi il y a des différences de points de vue.
12. Utilisez une seule pratique pour faire la démonstration de la méthode et amenez les participants à apercevoir que d'un niveau à l'autre il y a des étapes. Amenez-les

à ces étapes puis à indiquer le niveau auquel ils se situent actuellement. Suscitez une discussion sur les raisons pour lesquelles les membres du groupe choisissent différents niveaux, en donnant des exemples concrets, et sur comment ils parviennent à un niveau convenu d'un commun accord.

13. Après avoir travaillé sur toutes les pratiques, amenez le groupe à choisir **trois pratiques qu'il souhaite améliorer au cours des douze (12) prochains mois**. Amenez-les à partager les expériences et à discuter de leurs idées pour les étapes ou des dispositions qu'ils prendront à cette fin. (Trois d'entre elles permettront de garantir un certain niveau de concentration ; ils pourront par la suite améliorer les autres pratiques.)
 14. Pour ces trois pratiques, amenez les participants à se positionner verticalement sur le diagramme en escaliers puis marquez le nombre d'étapes qu'il leur faut améliorer horizontalement. Amenez les participants du niveau 5 et 4 à échanger avec ceux qui ont besoin d'apprendre. Arrêtez un moment pour échanger et apprendre, soit dans l'immédiat soit plus tard. Même les gens du niveau 5 ont en général quelque chose à tirer de l'expérience des autres.
 15. Il conviendrait que la méthode soit très souple - non seulement il est possible de travailler sur des tableaux à feuilles ou des tableaux ordinaires en indiquant les niveaux par écrit mais l'on peut procéder autrement comme, par exemple, disposer les groupes en position de un à cinq, qui sont des espaces pré-attribués dans la salle où a lieu l'atelier ou dans un espace en plein air. Faites en sorte que l'exercice soit amusant.
 16. Enregistrement - Désignez quelqu'un pour enregistrer le processus et le résultat. Souvent, nombre de bonnes idées sortent des discussions qui n'entrent pas dans le cadre de l'auto-évaluation. Enregistrez également ces idées. De même, si les groupes désirent enregistrer des éléments pour étayer leurs conclusions, encouragez-les à le faire.
-

FANOMBANAN'NY TSIRAIRAY NY FAHAIZA-MANAONY MANOLOANA NY ADY ATAO AMIN'NY VIH/SIDA

Dingana Asa	1	2	3	4	5
Fahafantarana sy fanekana	Fantatray ny momba ny VIH/SIDA (ny fomba fifindrany sy ny vokany)	Ekenay fa ny aretina SIDA dia tsy olana ara-pahasalamana fotsiny ihany	Ekenay fa ny SIDA dia mahakasika ny fiarah-monina/ vondron'olona ary ekenay ny mifampiresaka ny momba azy. Manaiky atao fitiliana ny sasany aminay	Ambaranay ampahibemaso ireo ahiahy sy ireo fanamby manoloana ny VIH/SIDA. Mitady izahay olona afaka hifanohana sy hifampianatra	Afaka manao fitiliana izahay sy miatrika ny fanamby aterak'izany ka miomana ho amin'ny ho avy tsaratsara kokoa
Fampandraisana anjara	Tsy miara-miasa amin'ireo olona sendra ny fahavoazana izahay	Mifarimbona amin'ny fikarohana vaha-olona miaraka amin'ireo olona ilaina amin'izany izahay	Mivory ao anatin'ireo vondron'olona samihafa izahay mba hikorohana vaha-olona iombonana(PVVIH, tanora, ...)	Mitovy tanjona ireo vondron'olona ary mamaritra ny fandraisan'anjara ny mpikambana tsirairay	Afaka miatrika ireo fanamby izahay satria miasa miaraka
Fandraisana an-tanana sy fisorohana	Ampitainay ireo hafatra azo avy any ivelany mikasika ny fandraisana an-tanana sy ny fisorohana	Mikarakara ireo olona tsy afa-manao izany samy irery izahay (marary, kamboty, zoky olona.. Mifampidinika momba ny fanovam-pihetsika sy fitondran-tena izahay	Mandray fepetra izahay satria ilaina izany ary mikaroka fomba fiasa izay hahazoana manohana ny hafa eo amin'ny lavitr'ezaka	Amin'ny maha mpiara-monina, manao asa fandraisana an-tanana sy fisorohana izahay, sady miara-miasa amin'ireo sampan-draharaha ivelany.	Amin'ny alalan'ny fandraisana an-tanana mamporisika amin'ny fanovam-pihetsika izahay sy manampy amin'ny fanatsarana nykalitaom-piainan'ny daholobe.
Fitsaboana	Tsy afaka mahazo fitsaboana hafa noho ireo efa misy izahay	Ny sasany aminay dia afaka manaraka fitsaboana	Mahazo ny fitsaboana ireo aretina hafa izahay (infections), fa tsy ny ARV	Fantatray ny toerana ahitana ny ARV	Misy ho an'ny rehetra ny ARV, ary afaka mividy sy mampiasa azy tokoa ireo izay mila izany
Famantarana sy fiadiana amin'ny fahamoram-pandairan ny aretina	Tonga saina izahay ny amin'ireo zavatra ankapobeny mahatonga ny fahamoram-pandairan'ny aretina ny loza mifandraika amin'izany	Fantatray ireo toerana/ sehatra maha mora andairan'ny aretina anay (amin'ny alalan'ny sarin-tany)	Manana fomba matipaika izahay hiatrehana ny famoram-pandairan'ny aretina, ary efa nanao tomban-ezaka izahay ny amin'ny fomba matipaika io	Ampiharina ireo fomba fiasa ireo amin'ny fampiasana ny fahaiza-manao sy ny fitaovana eo am-pelatananay	Toherinay ireo fahamoram-pandairan'ny aretina izay miseho amin'ny endrika hafa ao anatin'ny fiarah-monina
Fianarana sy fampitam-pahaizana	Raisinay ny lesona avy amin'ny traikefa	Zarainay ny fampianarana azo avy amin'ireo traikefa nahitam-pahombiazana. Ampiarinay ny fomba fanao mahaso azo avy any ivelany	Vonona izahay hanandrana sy hampihatra ny nahitam-pahombiazana tany amin'ny toerana hafa. Zarainay izany amin'ireo mila azy.	Mianatra izahay, mizara sy mampihatra izay nianarana, ary mitady olona izay manana traikefa tandrify ka afaka hanohana	Mianatra hatrany ny fomba tsaratsara fiadiana amin'ny VIH/SIDA izahay ary mizara ny traikefa amin'ireo izay mety hahazo tombon-tsoa amin'izany
Fandrefesana ny fiovana	Miova izahay satria mino fa izay no tokony atao, nefa izahay tsy mandrefy ny fiantraikan'ny fiovana.	Manomboka mahatsapa ny fiovana izahay	Mandrefy matetika ny fiovana eo amin'ny vondron'olona misy anay izahay ary mametraka tanjom-pivoarana	Mandrefy mitohy ny fiovana izahay ary manaporofa fiatsarana azo refesina	Mamporisika ny hafa izahay hizara aminay ny heviny momba ny fandrefesana ny fivoarana, ary hizara izay nianarana sy ny vokatra azo.
Mampifanandrify ny paik'ady amin'ny zava-misy	Tsy mitondra fiovana eo amin'ny asanay izahay satria manatanteraka asa ilain'ny fiarah-monina	Manova ny paik'adinay izahay noho ny tosika avy any ivelany sy ny firahamietnan'ny vondrona	Tonga saina izahay noho ny fiovana manodididna anay ka manapa-kevitra hanaraka izany	Manaiky izahay fa ilaina hatrany ny manaraka ny toe_ java misy	Hitanay ny laharam-pahamehana ho amin'ny ho avy, handray anjara amin'ny fahatrarana izany izahay ary resy lahatra izahay ny hampifanaraka ny paik'adinay amin'io laharam-pahamehana vaovao io
Fomba fiasa	Miandry ny hafa izahay hanoro-hevitra ny amin'izay tokony hatao sy hanome enti-manao	Miasa samy irery izahay ary miezaka ny hifehy ny zava-misy, na dia tsapa aza fa tsy afaka manaoatra	Miara-mikaroka ny vaha-olona mifandraika amin'ireo olona hita izahay. Mizara izay azo omena amin'ireo mila izany.	Hitanay ny vaha-olona mety aminay ary mahazo fanampiana avy amin'ny hafa araka izay tratra	Mahatoky ny fahaiza-manaonay sy an'ny hafa izahay. Mifampizara ireo fomba fiasa mety hahazoana fahombiazana

Mikaroka ny enti-manana

Tsapanay fa te hahavita zavatra izahay fa tsy misy enti-manana

Azonay porofoina fa nahavita ezaka ihany izahay avy amin'ireo teo am-pelatananay

Namolavola soritrasa izahay ary namaritra ireo loharanom-panampiana

Afaka mahazo ireo enti-manana izahay hiatrehana ny olana misy eo amin'ny fiaraha-monina satria misy ireo te-hanohana anay

Mampiasa izay eo am-pelatananay izahay, ary afaka manetsika ireo enti-manana hafa hahazoana vokatry bebe kokoa, sy hamolavolana dratitr'asa ho an'ny ho avy

	1 NIVEAU BASIQUE	2	3	4	5 ELEVE
Reconnaissance et acceptation	Nous avons les connaissances de base sur le VIH/SIDA, savons comment il se transmet et en connaissons les effets.	Nous reconnaissons que le VIH/SIDA est bien plus qu'un problème de santé.	Nous reconnaissons que le VIH/SIDA nous touche en tant que groupe/communauté et en parlons entre nous. Certains d'entre nous se font dépister.	Nous avons avoué ouvertement nos préoccupations et les défis que nous devons relever face au VIH/SIDA. Nous recherchons des gens pour un appui et un apprentissage mutuels.	Nous pouvons aller faire le test en toute conscience. Nous reconnaissons notre capacité propre de faire face aux défis et d'anticiper un meilleur avenir.
Inclusion	Nous n'associons pas les personnes affectées par le problème.	Nous travaillons à la résolution des problèmes communs en collaboration avec certaines personnes qui nous sont utiles.	Nous nous réunissons dans nos groupes distincts pour résoudre des problèmes communs (PVVIH, jeunes, femmes, par ex.).	Les différents groupes partagent des buts communs et définissent les contributions de chaque membre.	Parce que nous travaillons ensemble sur le VIH/SIDA nous pouvons relever les défis auxquels nous sommes confrontés
Prise en charge et prévention	Nous relayons les messages véhiculés par l'extérieur au sujet de la prise en charge et de la prévention.	Nous prenons soin des personnes incapables de s'occuper d'elles-mêmes (malades, orphelins, personnes âgées). Nous discutons de la nécessité de changer nos comportements.	Nous prenons des mesures parce que cela s'impose et nous avons une méthode pour prendre en charge les autres sur le long terme.	En tant que communauté nous menons des actions de prise en charge et de prévention, et travaillons en partenariat avec les services extérieurs.	A travers la prise en charge nous offrons des opportunités pour changer les comportements et améliorer la qualité de la vie pour tous.
Accès au traitement	A part les remèdes existants, nous n'avons pas accès au traitement.	Certains d'entre nous ont accès au traitement.	Nous pouvons accéder à des traitements pour les infections, mais pas aux ARV.	Nous savons où et comment avoir accès aux ARV.	Les ARV sont disponibles pour tous ceux qui en ont besoin, sont achetés et effectivement utilisés.
Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités	Nous avons conscience des facteurs généraux de vulnérabilité et des risques auxquels nous sommes exposés.	Nous avons identifié les points où nous sommes vulnérables et les risques (en utilisant la cartographie comme outil).	Nous avons une méthode précise pour faire face à la vulnérabilité et aux risques, et nous avons évalué l'impact de cette méthode.	Nous appliquons notre méthode en utilisant les ressources et les capacités auxquelles nous pouvons avoir accès.	Nous nous attaquons à la vulnérabilité dans d'autres aspects de la vie de notre groupe.
Apprentissage et transfert	Nous tirons des leçons de nos expériences.	Nous partageons l'apprentissage à partir de nos expériences réussies, mais pas de nos erreurs. Nous adoptons les bonnes pratiques venant de l'extérieur.	Nous sommes disposés à essayer et adapter ce qui marche ailleurs. Nous partageons volontiers avec les personnes qui nous le demandent.	Nous apprenons, échangeons et appliquons régulièrement ce que nous avons appris et cherchons des gens qui ont une expérience idoine pour nous aider.	Nous apprenons continuellement comment mieux lutter contre le VIH/SIDA et partageons notre expérience avec ceux qui pensent que cela leur sera profitable.
Mesurer le changement	Nous sommes en train de changer parce que nous croyons que c'est la meilleure chose à faire mais nous ne mesurons pas l'impact.	Nous commençons à apprécier par nous-mêmes le changement.	Nous mesurons de temps en temps le changement de notre propre groupe et nous fixons des objectifs d'amélioration.	Nous mesurons continuellement notre changement et pouvons attester d'une amélioration mesurable.	Nous invitons d'autres personnes à partager avec nous leurs idées sur comment mesurer le changement et à partager l'apprentissage et les résultats.

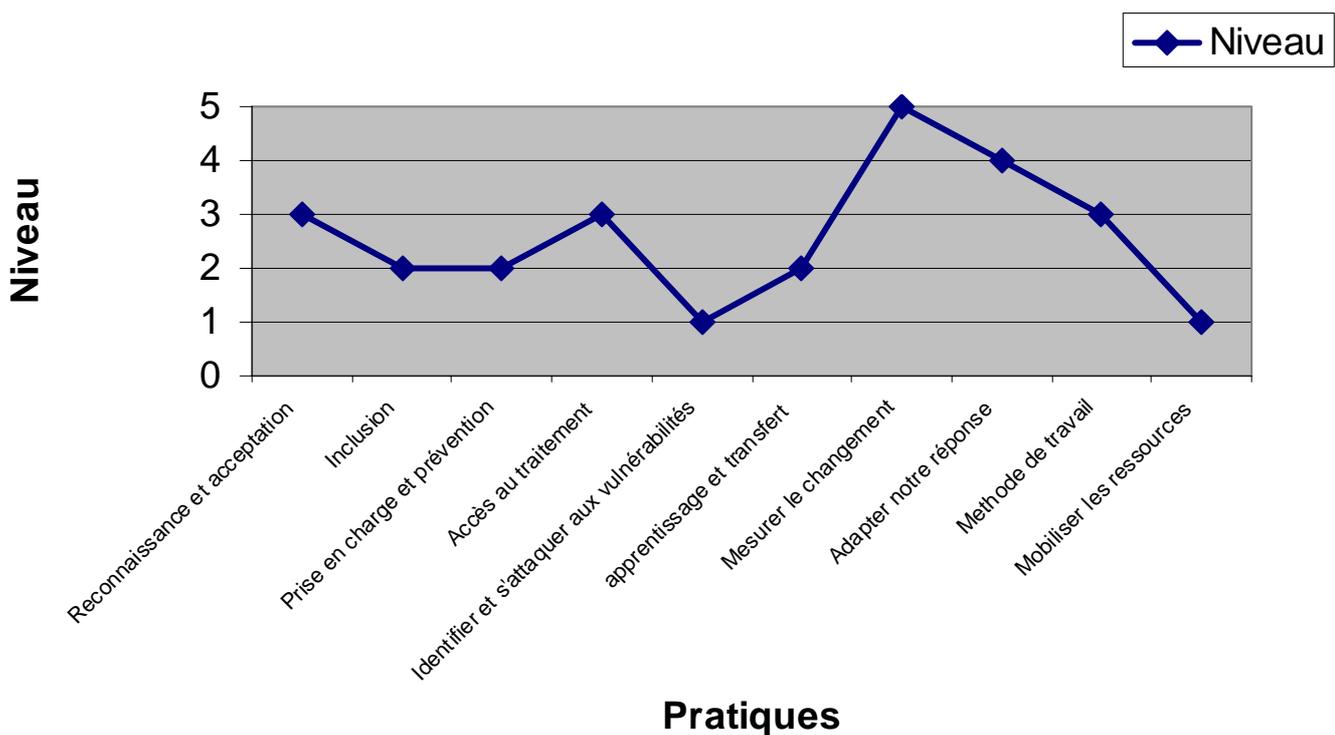
Adapter notre réponse	Nous ne voyons pas la nécessité de nous adapter, parce que nous faisons quelque chose d'utile.	Nous sommes en train de modifier notre réponse suite aux influences externes et à l'action des groupes.	Nous sommes conscients du changement autour de nous et nous prenons la décision de nous adapter parce qu'il le faut.	Nous reconnaissons qu'il nous faut continuellement nous adapter.	Nous apercevons des implications pour l'avenir et nous nous adaptons pour y faire face.
Méthodes de travail	Nous attendons que les autres nous disent quoi faire et mettent à notre disposition les ressources pour le faire.	Nous travaillons à titre individuel, en essayant de contrôler la situation, même quand nous nous sentons impuissants.	Nous travaillons en équipe pour résoudre les problèmes à mesure que nous les identifions. Si quelqu'un a besoin d'aide nous partageons ce que nous pouvons partager.	Nous trouvons nos propres solutions et bénéficions de l'aide d'autres personnes dans la mesure du possible.	Nous croyons en nos propres capacités de réussite et en celles des autres. Nous échangeons les méthodes susceptibles de permettre à d'autres de réussir.
Mobiliser les ressources	Nous savons ce que nous voulons réaliser mais n'en avons pas les moyens.	Nous pouvons attester que nous avons réalisé quelque progrès avec nos ressources propres.	Nous avons monté des propositions de projets et identifié les possibles sources d'appui.	Nous avons accès à des ressources pour faire face aux problèmes de notre communauté parce que d'autres veulent nous soutenir.	Nous utilisons nos propres ressources, avons accès à d'autres ressources pour atteindre des résultats plus importants et élaborer des plans pour l'avenir.

RESULTATS DES EXERCICES DE CAC

MAROMOKOTRA

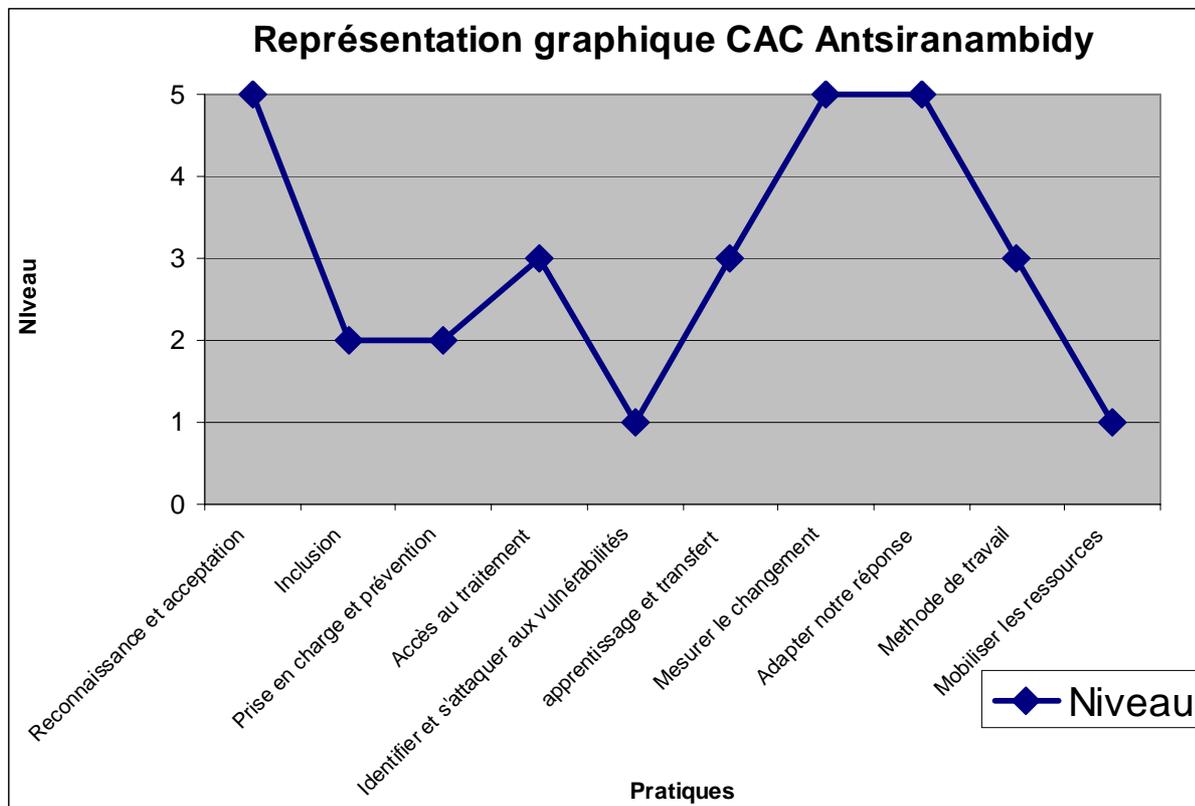
<i>Pratiques</i>	<i>Niveau</i>
<i>Reconnaissance et acceptation</i>	3
<i>Inclusion</i>	2
<i>Prise en charge et prévention</i>	2
<i>Accès au traitement</i>	3
<i>Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités</i>	1
<i>apprentissage et transfert</i>	2
<i>Mesurer le changement</i>	5
<i>Adapter notre réponse</i>	4
<i>Methode de travail</i>	3
<i>Mobiliser les ressources</i>	1

Représentation graphique CAC Maromokotra



ANTSIRANAMBIDY

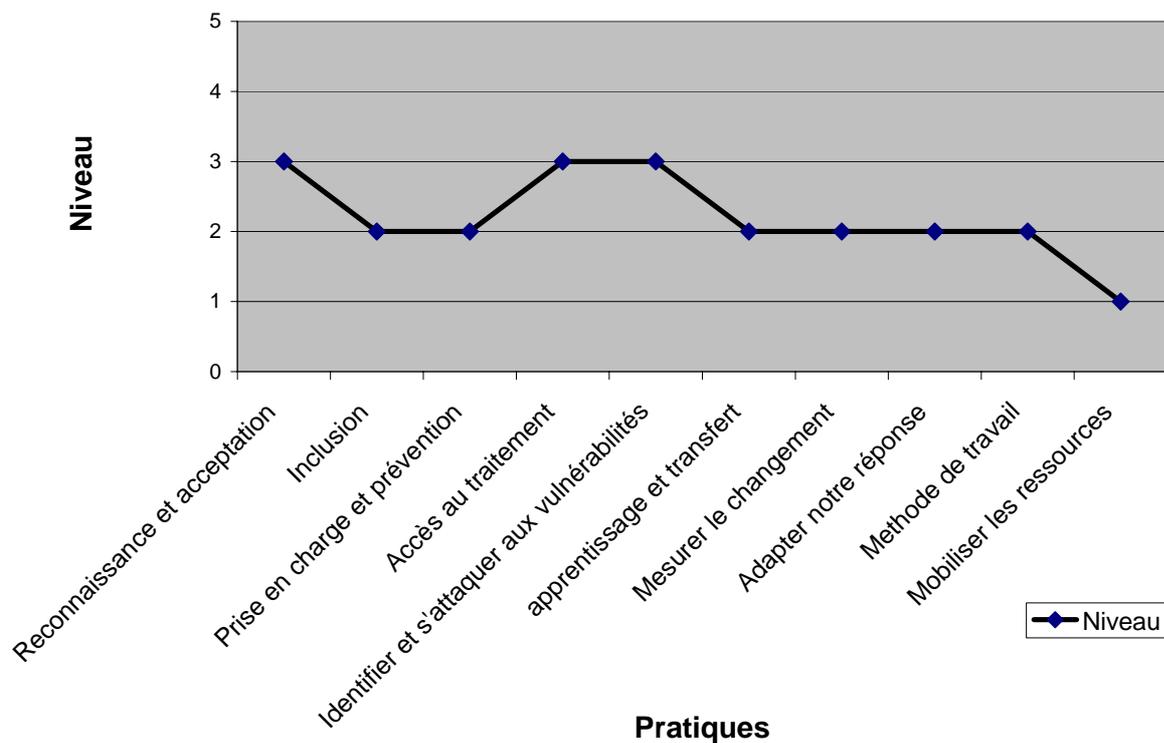
<i>Pratiques</i>	<i>Niveau</i>
<i>Reconnaissance et acceptation</i>	5
<i>Inclusion</i>	2
<i>Prise en charge et prévention</i>	2
<i>Accès au traitement</i>	3
<i>Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités</i>	1
<i>apprentissage et transfert</i>	3
<i>Mesurer le changement</i>	5
<i>Adapter notre réponse</i>	5
<i>Methode de travail</i>	3
<i>Mobiliser les ressources</i>	1



ANTAFONONANA

Pratiques	Niveau
<i>Reconnaissance et acceptation</i>	3
<i>Inclusion</i>	2
<i>Prise en charge et prévention</i>	2
<i>Accès au traitement</i>	3
<i>Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités</i>	3
<i>apprentissage et transfert</i>	2
<i>Mesurer le changement</i>	2
<i>Adapter notre réponse</i>	2
<i>Methode de travail</i>	2
<i>Mobiliser les ressources</i>	1

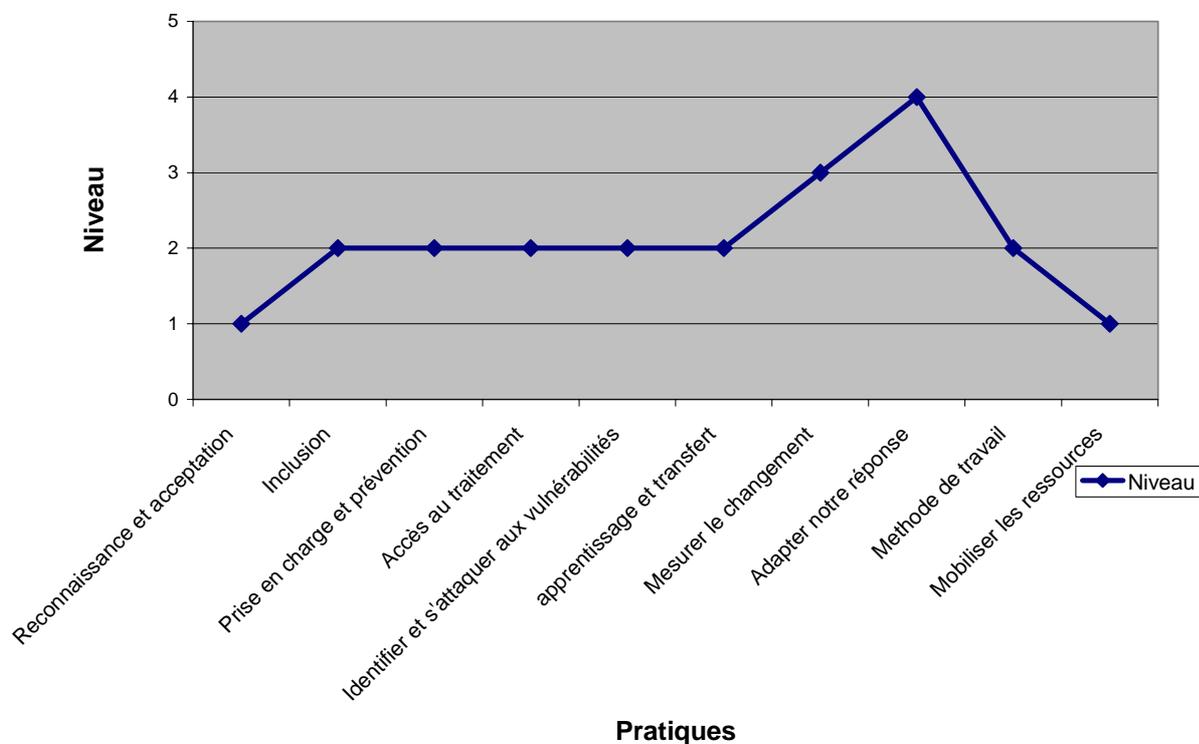
Représentation graphique CAC Antafononana



ANJINJAOMBY

<i>Pratiques</i>	Niveau
<i>Reconnaissance et acceptation</i>	1
<i>Inclusion</i>	2
<i>Prise en charge et prévention</i>	2
<i>Accès au traitement</i>	2
<i>Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités</i>	2
<i>apprentissage et transfert</i>	2
<i>Mesurer le changement</i>	3
<i>Adapter notre réponse</i>	4
<i>Methode de travail</i>	2
<i>Mobiliser les ressources</i>	1

Représentation graphique CAC Anjinjaomby



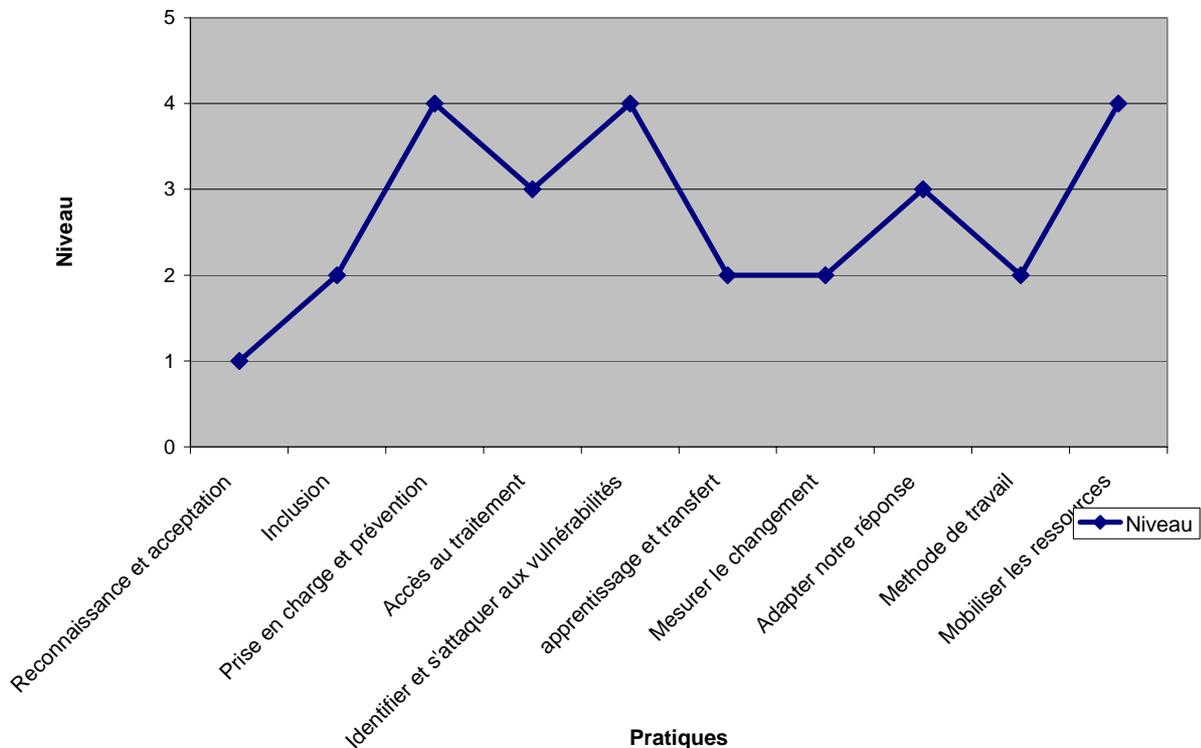
Les 3 pratiques à améliorer identifiées et priorisées par les villageois sont par ordre :

- 1- La mobilisation des ressources
- 2- La reconnaissance et l'acceptation
- 3- L'inclusion

AMBODIMANGA

Pratiques	Niveau
Reconnaissance et acceptation	1
Inclusion	2
Prise en charge et prévention	4
Accès au traitement	3
Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités	4
apprentissage et transfert	2
Mesurer le changement	2
Adapter notre réponse	3
Methode de travail	2
Mobiliser les ressources	4

Représentation graphique CAC Ambodimanga



Remarques :

Pour ce village, es pratiques à améliorer identifiées et priorisées par les villageois sont par ordre :

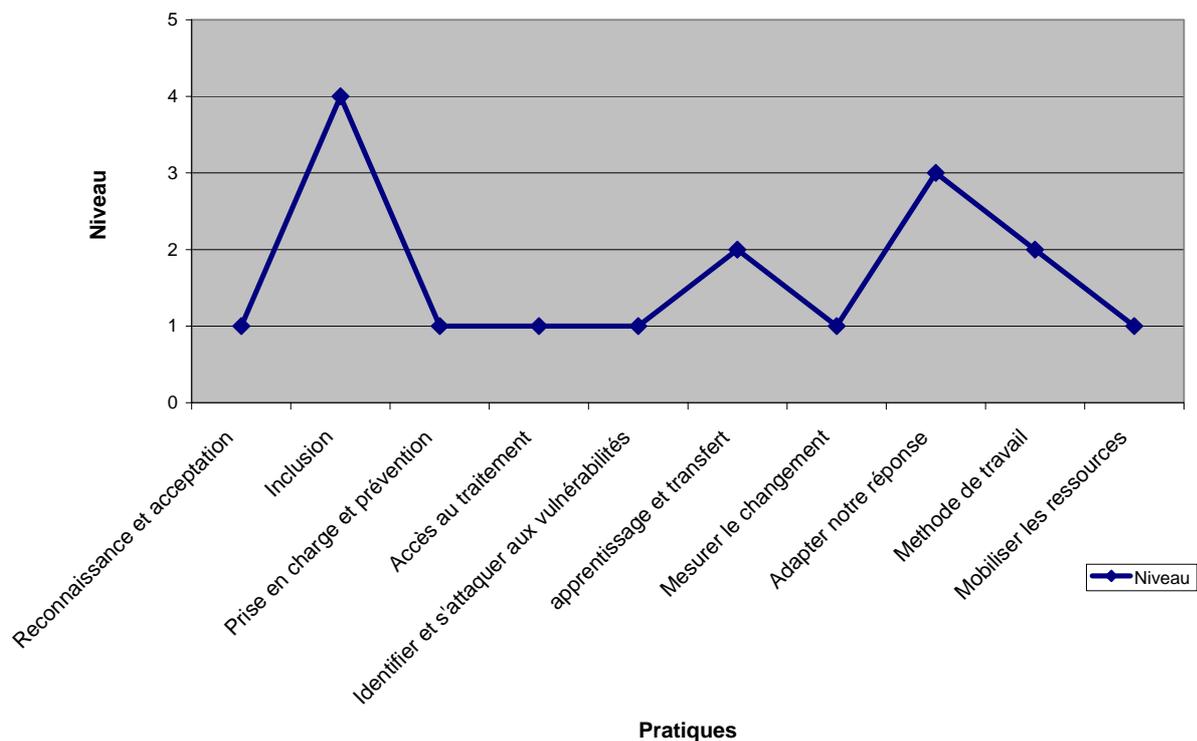
- 1- L'accès au traitement
- 2- L'apprentissage et le transfert
- 3- La mobilisation des ressources

Cette priorisation n'est pas très adéquate par rapport aux résultats du CAC puisque le village est au niveau de base dans la pratique « Reconnaissance et acceptation » ; c'est-à-dire que la majorité des villageois n'ont pas fait de dépistage. Il est alors inutile pour eux d'avoir accès au traitement si ils ignorent encore s'ils ont contracté le virus du VIH ou non. La priorité serait alors la sensibilisation sur la reconnaissance et l'acceptation du SIDA.

BEALAMPONA

Pratiques	Niveau
<i>Reconnaissance et acceptation</i>	1
<i>Inclusion</i>	4
<i>Prise en charge et prévention</i>	1
<i>Accès au traitement</i>	1
<i>Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités</i>	1
<i>apprentissage et transfert</i>	2
<i>Mesurer le changement</i>	1
<i>Adapter notre réponse</i>	3
<i>Méthode de travail</i>	2
<i>Mobiliser les ressources</i>	1

Représentation graphique CAC Bealampona



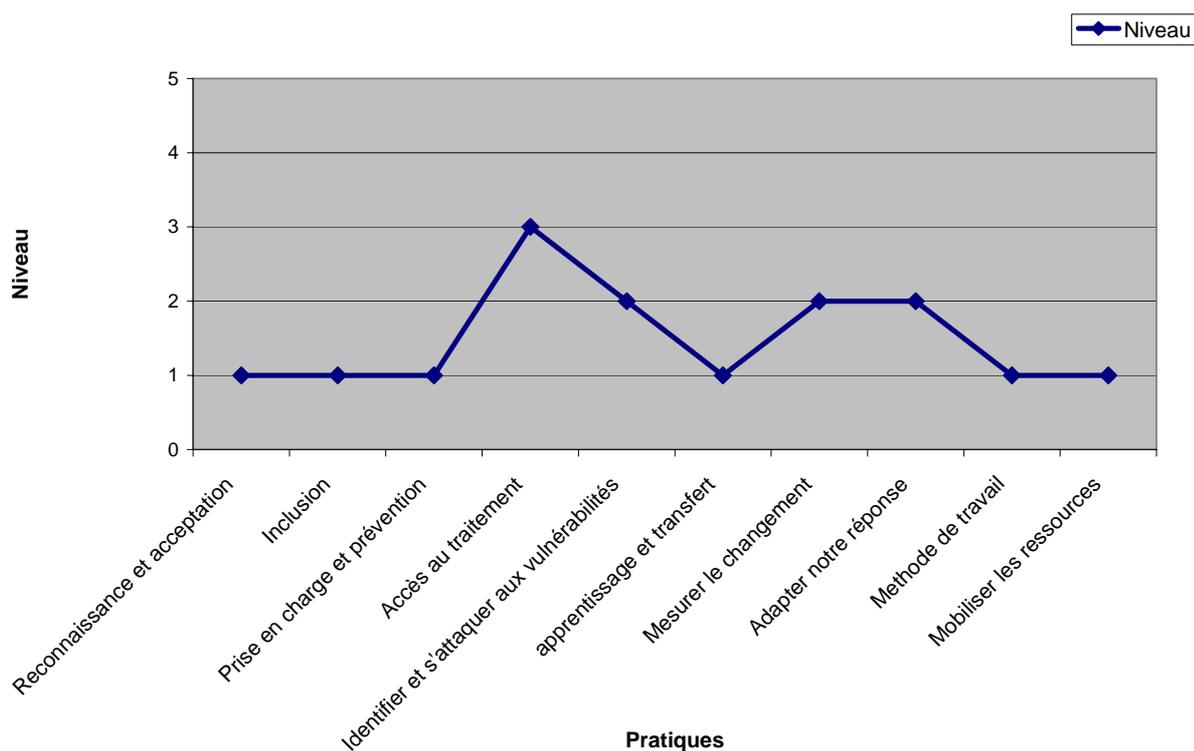
Les pratiques à améliorer identifiées et priorisées par les villageois sont par ordre :

- 1- La mobilisation des ressources
- 2- La reconnaissance et l'acceptation
- 3- L'apprentissage du transfert.

AMBODIMANGA FITO

Pratiques	Niveau
<i>Reconnaissance et acceptation</i>	1
<i>Inclusion</i>	1
<i>Prise en charge et prévention</i>	1
<i>Accès au traitement</i>	3
<i>Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités</i>	2
<i>apprentissage et transfert</i>	1
<i>Mesurer le changement</i>	2
<i>Adapter notre réponse</i>	2
<i>Méthode de travail</i>	1
<i>Mobiliser les ressources</i>	1

Représentation graphique CAC Ambohimanga Fito



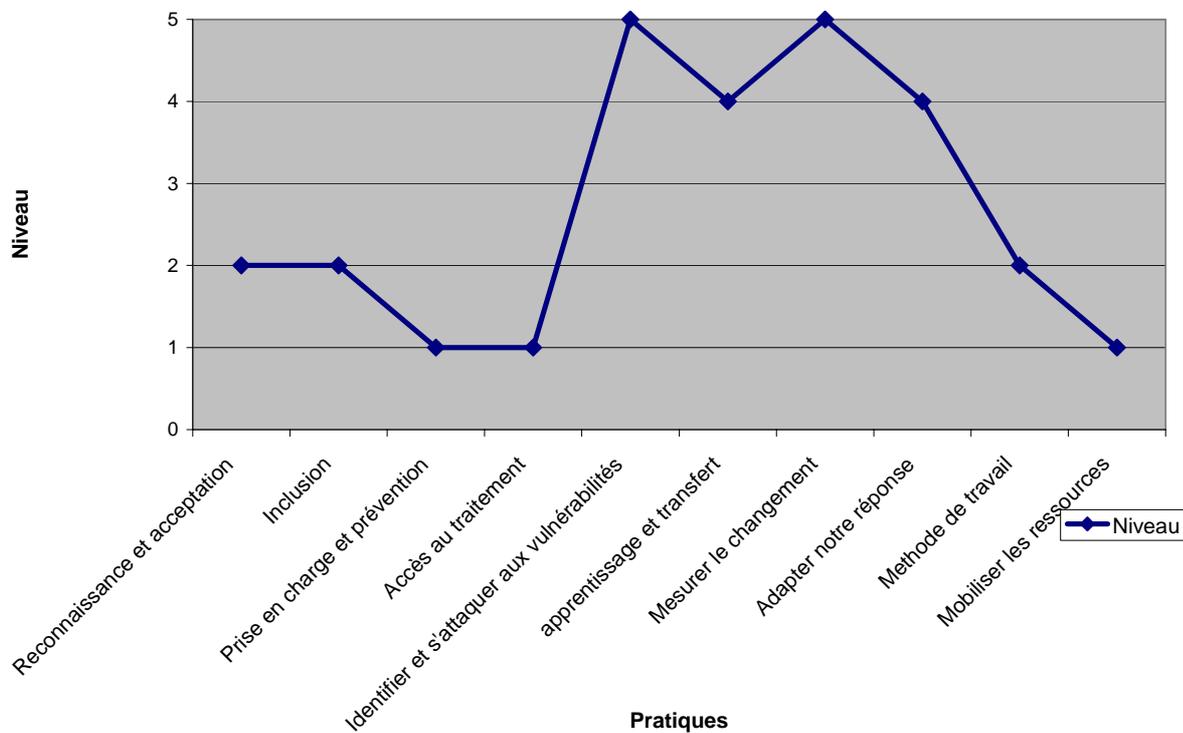
Lors de la visite de ce village et pendant le processus du CAC, il est remarqué que l'ensemble de la population est très peu sensibilisé par rapport au SIDA. Il semble que le SIDA leur est encore un concept très abstrait.

De plus, il a été très difficile de faire l'évaluation CAC car le degré d'assimilation et de compréhension des villageois sont très faibles, par manque de niveau d'instructions.

MANDENA

Pratiques	Niveau
<i>Reconnaissance et acceptation</i>	2
<i>Inclusion</i>	2
<i>Prise en charge et prévention</i>	1
<i>Accès au traitement</i>	1
<i>Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités</i>	5
<i>apprentissage et transfert</i>	4
<i>Mesurer le changement</i>	5
<i>Adapter notre réponse</i>	4
<i>Méthode de travail</i>	2
<i>Mobiliser les ressources</i>	1

Représentation graphique CAC Mandena

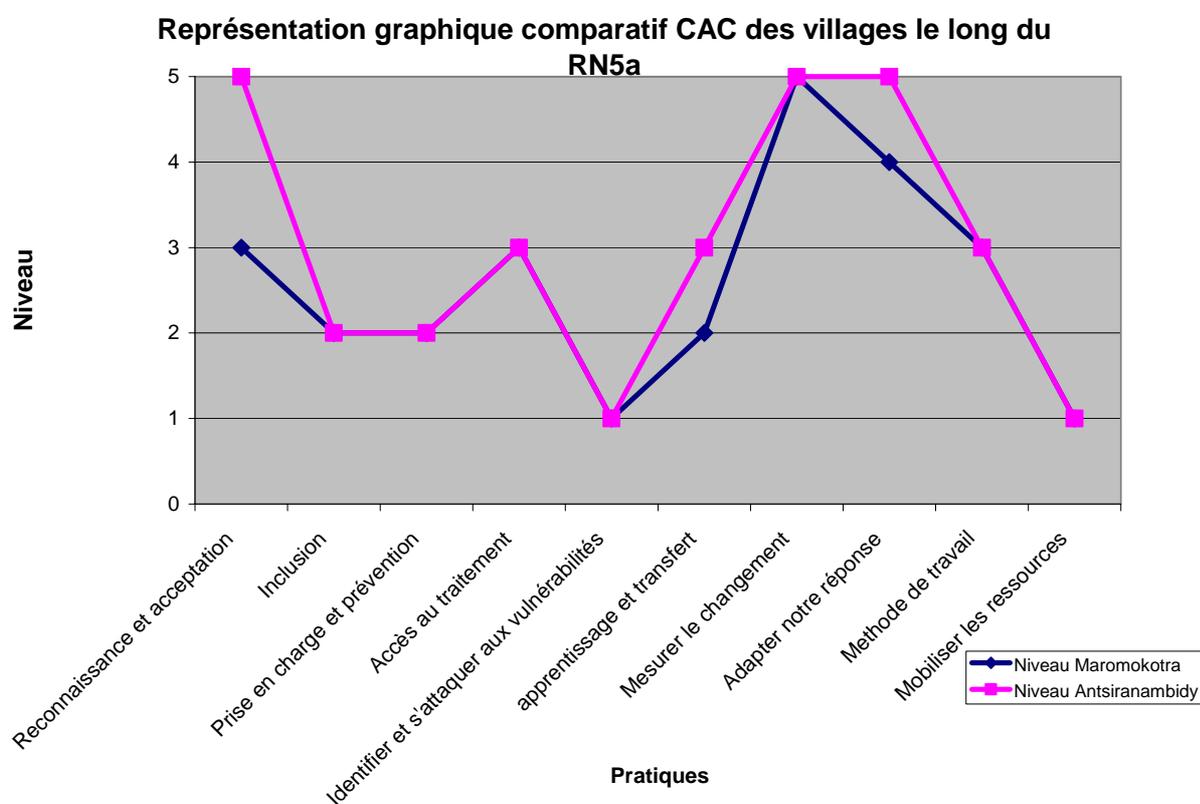


Parmi les villages visités, il semble que le village de Mandena soit un des villages les plus sensibilisés sur le SIDA.

Il faut remarquer que les résultats du CAC ci-dessus sont obtenus par la majeure participation des personnes ressources et leaders.

RESULTATS COMPARATIFS PAR VILLAGE AYANT BENEFICIES DES MICRO-PROJET (VILLAGES LE LONG DE L'AXE RN5A)

	Maromokotra	Antsiranambidy
Reconnaissance et acceptation	3	5
Inclusion	2	2
Prise en charge et prévention	2	2
Accès au traitement	3	3
Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités	1	1
apprentissage et transfert	2	3
Mesurer le changement	5	5
Adapter notre réponse	4	5
Méthode de travail	3	3
Mobiliser les ressources	1	1



En observant les courbes du graphique, l'on peut constater que les deux villages disposent environ de la même tendance de niveau, ce qui est normal puisqu'ils ont bénéficiés des mêmes types de sensibilisations et formations. Mais le village d'Antsiranambidy affiche un niveau supérieur dans 3 pratiques de l'évaluation. (nombres en rouge dans le tableau)

Ces deux villages étant dans le même axe, des activités d'entraide devraient être organisés pour qu'au moins Maromokotra atteigne le niveau d'Antsiranambidy.

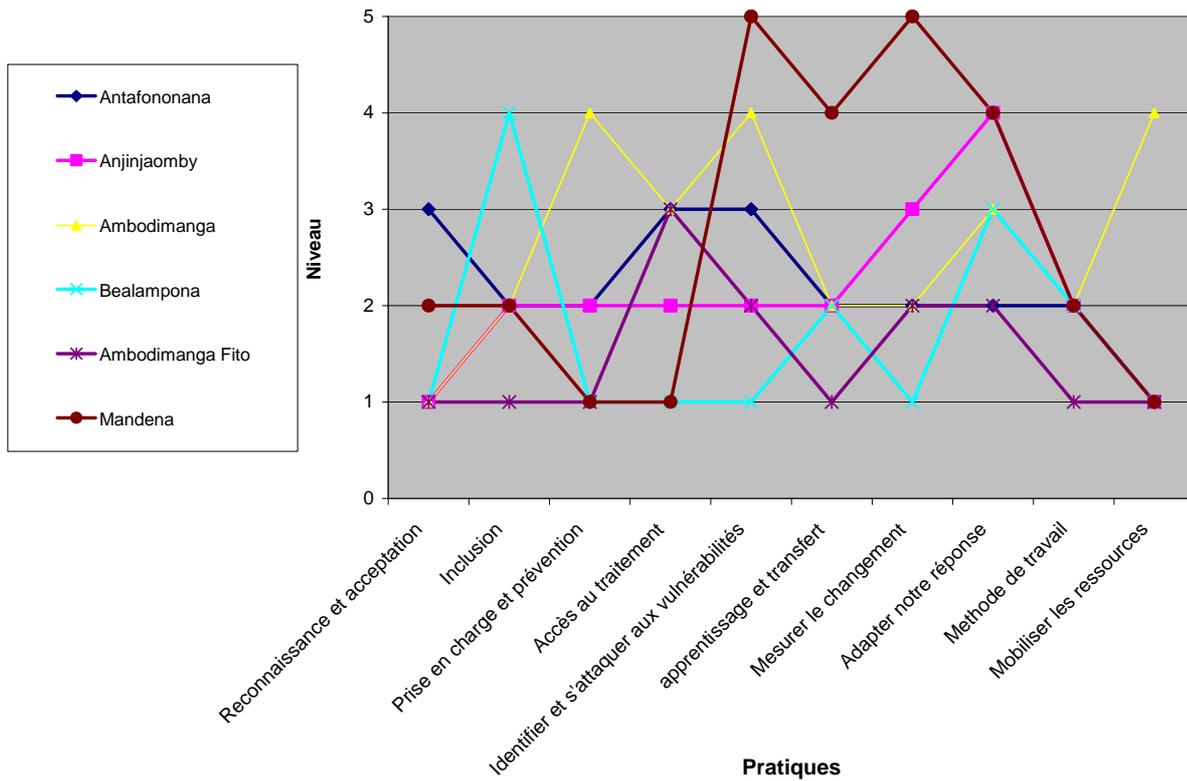
Pour l'ensemble de ces villages, des formations spécifiques devraient être faites pour étudier « l'identification et l'attaque des vulnérabilités dans le domaine de l'IST/SIDA », car ils sont tous classés dans le niveau le plus bas. (Nombre en bleu dans le tableau)

RESULTATS COMPARATIFS DES VILLAGES AYANT BENEFICIES DES PISTES RURALES

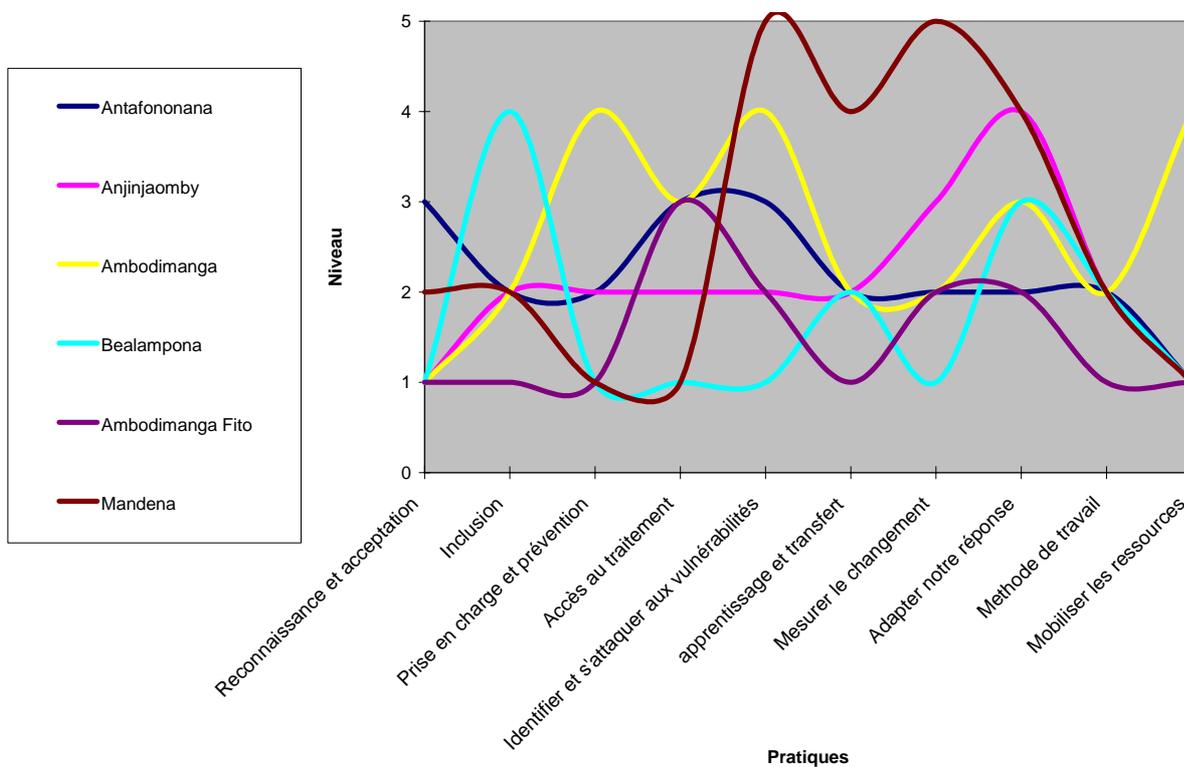
	Antafononana	Anjinjaomby	Ambodimanga	Bealampona	Ambodimanga Fito	Mandena
<i>Reconnaissance et acceptation</i>	3	1	1	1	1	2
<i>Inclusion</i>	2	2	2	4	1	2
<i>Prise en charge et prévention</i>	2	2	4	1	1	1
<i>Accès au traitement</i>	3	2	3	1	3	1
<i>Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités</i>	3	2	4	1	2	5
<i>apprentissage et transfert</i>	2	2	2	2	1	4
<i>Mesurer le changement</i>	2	3	2	1	2	5
<i>Adapter notre réponse</i>	2	4	3	3	2	4
<i>Methode de travail</i>	2	2	2	2	1	2
<i>Mobiliser les ressources</i>	1	1	4	1	1	1

Des écarts de niveau se font sentir entre les villages : Mandena et Ambodimanga semblent ceux qui ont les niveaux les plus élevés et sont plus avancés dans le domaine du SIDA ; Bealampona et Ambodimanga Fito (villages assez proches l'un de l'autre) sont les moins avancés et peu sensibilisés.

Représentation graphique CAC par villages ayant bénéficiés des pistes rurales



Représentation graphique CAC par villages ayant bénéficiés des pistes rurales 2

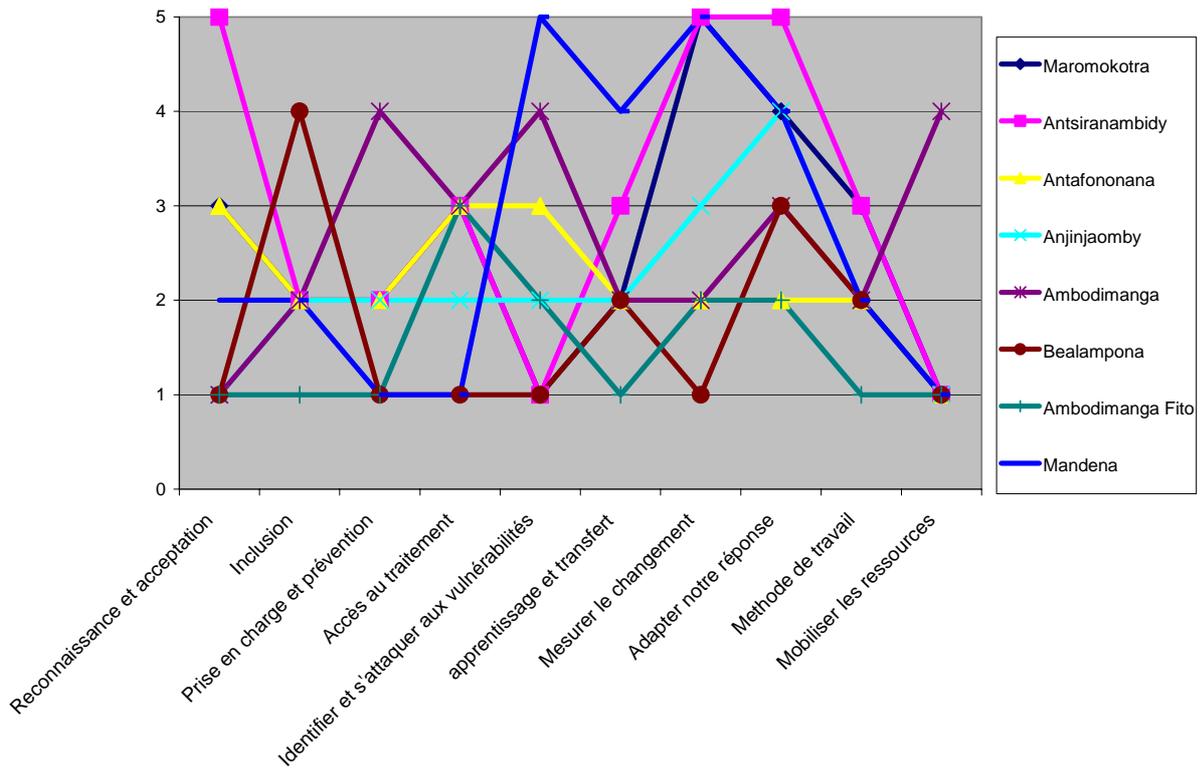


RESULTATS COMPARATIFS DE TOUS LES VILLAGES VISITES

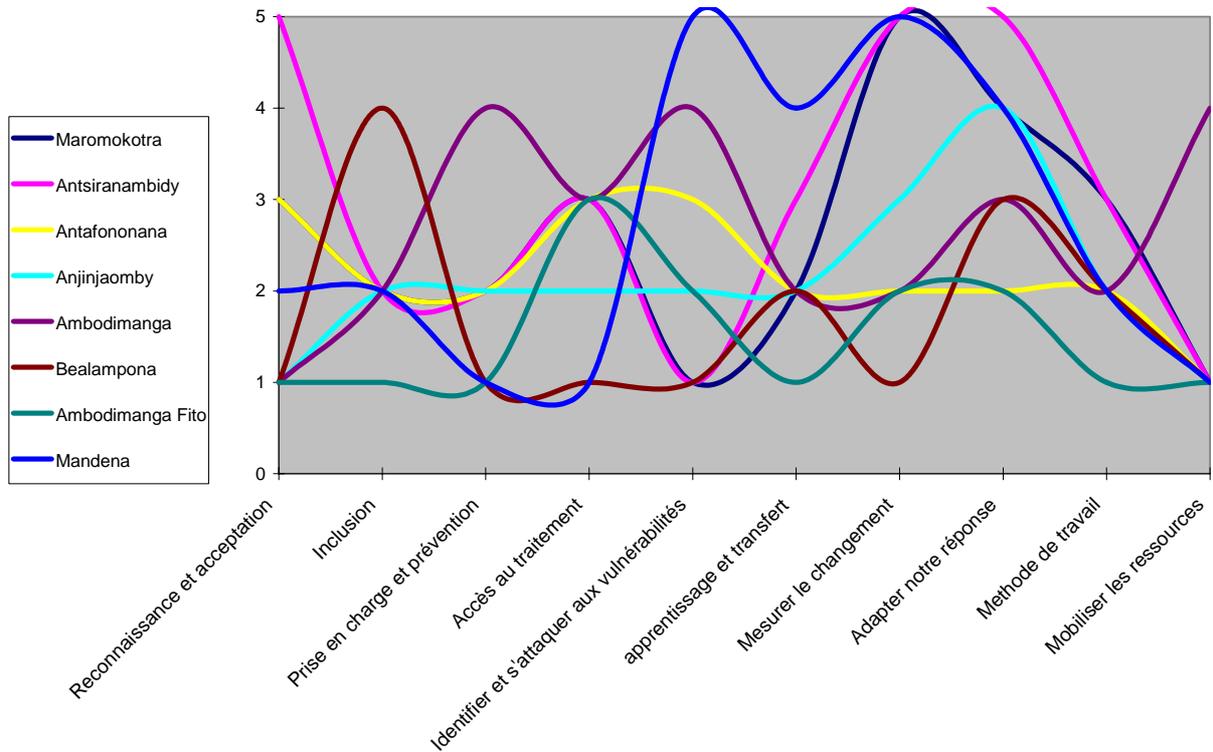
	Maromokotra	Antsiranambidy	Antafononana	Anjinjaomby	Ambodimanga	Bealampona	Ambodimanga Fito	Mandena
<i>Reconnaissance et acception</i>	3	5	3	1	1	1	1	2
<i>Inclusion</i>	2	2	2	2	2	4	1	2
<i>Prise en charge et prévention</i>	2	2	2	2	4	1	1	1
<i>Accès au traitement</i>	3	3	3	2	3	1	3	1
<i>Identifier et s'attaquer aux vulnérabilités</i>	1	1	3	2	4	1	2	5
<i>apprentissage et transfert</i>	2	3	2	2	2	2	1	4
<i>Mesurer le changement</i>	5	5	2	3	2	1	2	5
<i>Adapter notre réponse</i>	4	5	2	4	3	3	2	4
<i>Méthode de travail</i>	3	3	2	2	2	2	1	2
<i>Mobiliser les ressources</i>	1	1	1	1	4	1	1	1

Dans l'ensemble, il est remarqué que dans la moyenne, les villages bénéficiaires des microprojets de l'axe RN5A sont d'un niveau plus élevé que les villages traversés par les pistes, à l'exception du village de Mandena.

Représentation graphique CAC comparatif de tous les villages visités



Représentation graphique CAC comparatif de tous les villages visités 2





Maromokotra



Anjinjaomby



Bealampona



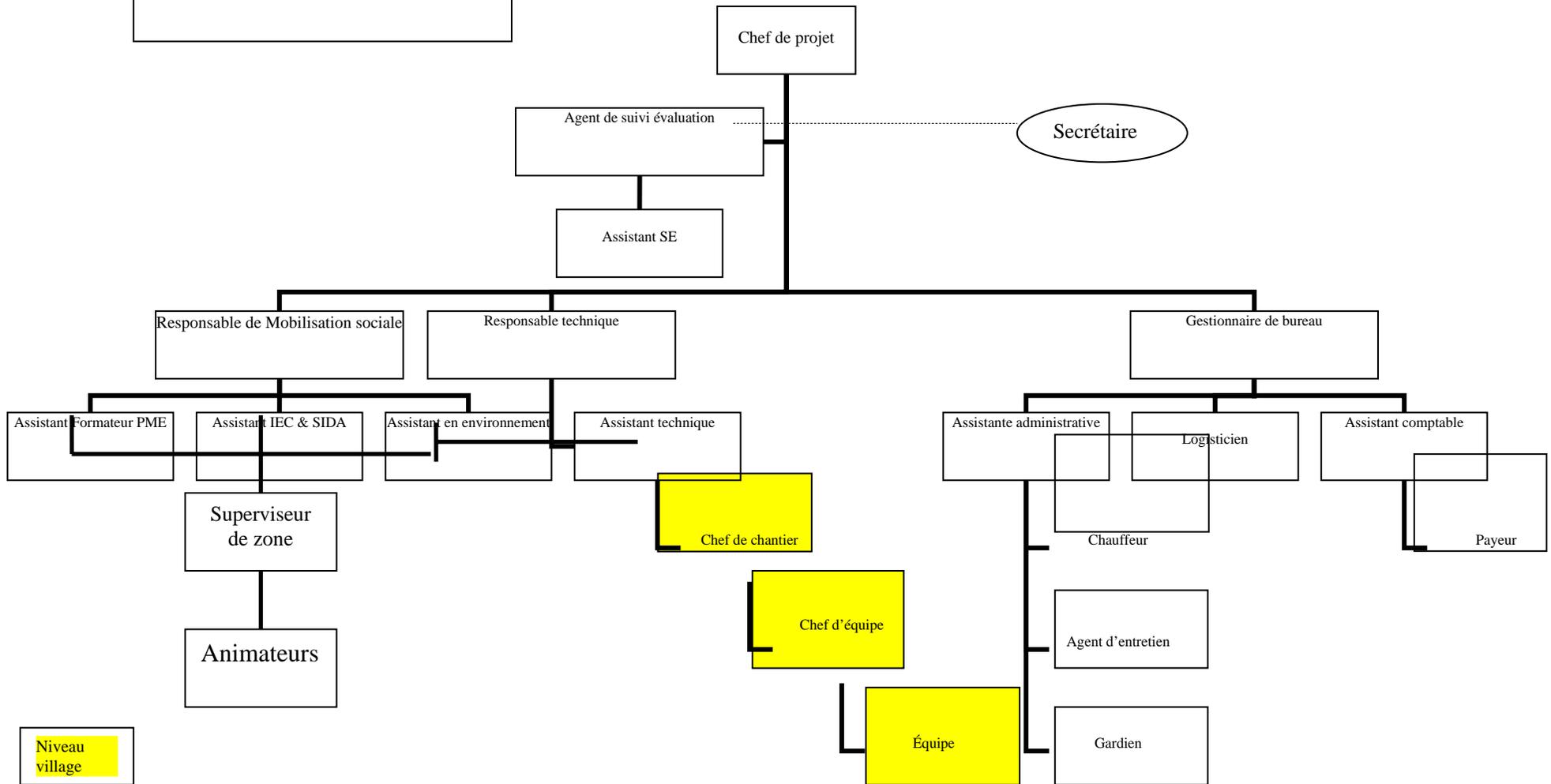
Ambodimanga



Antsiranambidy

L'exercice de CAC dans les villages

**ANNEXE 6 :
ORGANIGRAMME DU
PROJET**



Le Personnel

Composition de l'équipe sur terrain :

:

- Personnel d'appui :
- Maîtrise d'œuvre social :
- Maîtrise d'œuvre technique

Phase du projet	Effectif théorique	Effectif au démarrage et croisière (DP I et DP II)	Effectif vers la fin DP III
	Chef de projet	1	1
Personnel d'appui :	Gestionnaire de bureau, comptable, assistant administratif, logisticien, assistant approvisionnement, payeur, magasinier, chauffeur, gardien, agents de suivi évaluation	23	10
Maîtrise d'œuvre social :	Responsable de mobilisation sociale, assistant formateur PME, assistant IEC/SIDA, assistant environnement, superviseur de zone 5 (3), animateur (6)	13 dont 4 superviseurs 5 animateurs	7 dont 1 superviseurs 2 animateurs
Maîtrise d'œuvre technique :	Responsable technique, assistant technique,	3 dont 1 Responsable 1 assistant	7 1 Responsable 6 Assistants techn
Niveau village	chef de chantier (5)	Chefs chantiers	Chefs de chantiers

ANNEXE 7

TABLEAU RECAPITULATIF MICRO-PROJETS

N°	COMMUNE	Villages	BENE Ménages	FICIAI H	RES F	Total	Pompe	Bazar	Abri- bus	Terrain foot	Guérite	Embarcadère	Clôture école	Protection berge
1	F A R A H A L A N A	Antohomaro	101	254	232	486	3	1	1	1	1			
2		Bemanevika Antohomaro					2							
3		Antanandronona	62	157	129	286	3							
4		Antanandava	237	650	655	1305			2				1	
5		Farahalana	482	1272	1377	2649	1		1	1				
6		Maheva	410	1067	1107	2174			2				1	
7		Anosy	190	505	556	1061	3	1	2					
8		Antsaborara	271	729	759	1488	1		1					
9		Antanan'Ilavo	30	66	36	102	1							
10		Amborinala	94	127	161	288	1		1					
11		Ambodipont limite	42	93	94	187	2							
12	AMBI NANI FAHO	Ambodipont Ambodimanga	29	61	71	132	2							
13		Ambodimanga	330	822	830	1652	2		2					
14		Ampanatsovana	236	660	636	1296	1		1					
15		Ambodipont Isahana	72	139	144	283	3	1	1					
16		Andranotsara	53	103	112	215	2		1					
17	A M P A H A N A	Amboangy	55	111	102	213	2		1					
18		Andrapengy	316	895	844	1739	1		1					
19		Maromokotra	423	1107	1222	2329	2		2	1				
20		Antapolo	204	668	455	1123	2		2					
21		Ampahana	748	1969	2143	4112	2		2			1		1
22		Antsiranambidy					1	1	2					
23		Tanambao /Anstiranambidy	198	329	343	672	2							
24		Ampotatra	86	165	163	328	2		2					
25		Manambato							1					
26	AN TA LA HA	Ambatofasika					1		1					
27		Maevadoany							1					
28		Manolotsoa					1							
29		Ambinany							1		1			
			4669	11949	12171	24120	43	4	31	3	2	1	2	1

ANNEXE 8

TABLEAU RECAPITULATIF PISTES RURALES

Axe	Début	Fin	District	Longueur (Km)	Nb villages riverains	AUP
4	Nosiarina	Bemanevika	Sambava	11,40	4	TAFITA
5	Ambolomadinika	Ambohimitsinjo	Sambava	20,00	10	EZASAMI
7	Sara	Amponentsilahy	Andapa	8,85	4	LAZAN'AIKAB E
8	Bealampona	Anjavibe	Andapa	6,90	3	MIARAMAND ROSO
9	Amborinala	Antafononana	Sambava	8,60	4	FIMLAA
10	Ambodivoara	Antanetilava	Sambava	11,60	9	TANJAKA
11	Manantenina	Mandena	Sambava	2,50	2	FVMMM
12	Fanambana	Amparibe	Vohémar	10,00	7	FANANTENA NA
13	Anjavibe	Ambodimangafito	Andapa	4,05	2	FTL
			TOTAL	83,90	45	

Annexe 9 – Particularités de chaque piste (mai 2006)

AXE	TECHNIQUE	MOBILISATION SOCIALE	IMPACTS
5. Ambolomadinika - Ambohimitsinjo	<ul style="list-style-type: none"> - Couche de roulement : dans une partie de piste, remblayage en MS non effectué, - Fossé maçonné partie non finie - Partie à entretenir par apport de matériaux sélectionnés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Association EZASAMI : formelle pour la gestion de la piste, - existence d'une autre association piste « zanak'i Sambava », qui a beaucoup contribué dans les apports bénéficiaires (transport de matériaux, décapage par engin), - COGES : les 11 chefs fokontany bénéficiaires, - GENRE : Maire Ambohimitsinjo : femme. 	<ul style="list-style-type: none"> - Salaire HIMO a atténué les problèmes des villageois face au problèmes de soudure : prix vanille dégringolant, pas de riz, - Création de nouvelle AGR : métier de transporteurs (6 voitures par jour), - Forte circulation de biens et personnes, - Fonds d'entretien : barrage très fonctionnel, forte saison et jour de marché (jeudi) jusqu'à 1 million Fmg, basse période au moins 50000 Fmg, - travaux intermittents trop étalés dans le temps : HIMO en 2 ans, les travaux semi-finis sont détruits par les pluies.
7. Sara Ambodimanga – Ampotsilahy	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre matériaux sélectionnés sur 2km non effectuée à partir d'Antsahanongo ; - Piste très dérapante - Fossé maçonné non terminée près Ampotsilahy (sable, moellons, MO déjà payée, mais il manque 10 sacs de ciments) - protection des talus, des berges, et - Contre éboulement : la culture de bambous est une pratique courante 	<ul style="list-style-type: none"> - Association Lazan'i Aikabe : entretien, déblayage éboulement ; - ne peut pas se permettre de payer un barragiste car peu d'entrée d'argent : peu de voiture ; - Tous les bénéficiaires sont membres d'office de l'AUP et doivent payer 2500Fmg, - SIDA : projection vidéo : 3 points. Bien sensibilisés. Point de vente protector : bonne vente. Discussion même à l'église, même dans les villages reculés ; - Ils ne veulent pas commencer l'entretien avant réception piste, mais en principe les travaux communaux d'entretien sont tous les mardis. 	<ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement : avant réhabilitation Ampotsilahy enclavé, - Les élèves travaillant à Ambodimanga peuvent résider dans leurs propres villages, - CARE a transmis aux AUP technique piste et gestion association ; - initiative : mobilisation des villageois (600p / mardi) pour faire autre piste à Antsahamandroso ; - création d'AGR : marchands ambulants ; - Etonnant : encore aucun transporteur travaillant dans l'axe, - piste encore peu utilisée par voiture, - Il y a 8Km RN piste en terre mauvais état avant piste réhabilité de CARE - Culturelle : plus de manifestations et plus de participants ; - Chantier CARE : lieu de message pour les villageois ; - Sont très satisfaits des activités de CARE ;

			- Présence de CARE : développement économique, social et culturel ;
8. Bealampona-Anjavibe	Piste très dérapante, couche de roulement non traitée sur environ 2km. Piste détériorée par trace de bœufs	Association FIMIMBA : association avec nouveaux membres non formés (mal organisée, mauvaise gestion)	- Barrage fréquemment fermé, barragiste introuvable - Chantier école piste à Bealampona , piste impraticable par les voitures - Chefs d'équipe détournant les salaires des M.O - personnel CARE ne passe qu' 1 ou 2 fois par semaine, les chefs de chantiers et chefs d'équipes sont rois - Détournement des fonds par le président des AUP, changement de bureau, les nouveaux membres n'ont pas reçu de formation, et n'arrivent pas à collaborer avec les responsables de la commune : pérennisation piste mise en question - 8km de RN en piste en terre mauvais état avant d'entrée dans la piste réhabilitée
13. Anjavibe – Ambodimangafito	Piste très dérapante, couche de roulement non traitée sur environ 1km. Piste détériorée par trace de bœufs Barrière de pluie et péage en bois	- Deux Associations FFT (Fikambanana ho an'ny Fampanandrosoana Tsaratanana) FTL (fikambanan'ny Tantsaha liam-pivoarana), - SIDA : aucune sensibilisation, - GENRE : barragiste femme, travailleurs HIMO 30 à 40% femmes, - Il n'y a que des techniciens sur terrain. Les associations sont très mal organisées.	- Taux barème barrage doit être affiché, - Personne ne veut payer le péage, car le trouve très élevé. Beaucoup entrent de force même les gens d'autorités ; - Coordination responsabilités et tâches avec commune non maîtrisée ; - Détournement fonds AUP FTL, changement d'association FFT depuis quelques mois, AUP sans formation : risque pour la pérennisation ; - Conflit association AUP avec commune Beloaka ; - Coordination réglementation et dina avec axe 8 - peu de visite du personnel CARE ; - L'AUP a subvenu au repas, hébergement, gaz -oil du personnel CARE ;
9. Amborinala-Antafononana	- Piste avec début de dégradation - Piste boueuse, point à temps à faire, apport de M.S ou sable	- Association FIMILA (Fikambanana Mitandrina Lalana) créée en 2002 avant CARE (barrage et dalot) : entretien,	- Circulation des biens et personnes, les produits : vanille, café, banane, manioc, maïs, haricot, soanambo, girofle, riz, concombre, tsiasisa. - Les fournisseurs viennent

		<p>débroussaillage, dina, péage du barrage. Membre : 17 dont une femme ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - GENRE : femmes ne prennent pas encore de responsabilités, mais travaillent bien dans HIMO à 40% ; - SIDA : peu de sensibilisation, les gens ne croient pas au SIDA ; <p>Existence de point de vente de protector, mais aucune vente ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation CARE sur association : efficace ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Culturelle : des chanteurs arrivent pour faire des manifestations ; début d'activités sportives
10.Ambodivoara-Antanetilava	<ul style="list-style-type: none"> - piste dérapante en partie, insuffisance MS ; - ouvrage du ministère qui coupe en deux la piste au bout de l'axe ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Association AUP bien formée ; - mesure bien prise (dina) pour éviter le piétinement détruisant des bœufs ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Désenclavement : avant c'est inaccessible ; - Rehaussement de la chaussée au niveau des rizières des deux côtés : accessibilité en tout moment ;
11.Manantenina Mandena	<ul style="list-style-type: none"> - Fossé maçonnée à terminer à la sortie du pont 	<ul style="list-style-type: none"> - Association FV3M (mixte): (Fikambanana Vehivavy Mandroso Mandena) association de Mandena et ne concerne pas Manantenina ; - Existence des associations avant CARE : Association FIVOARANA(piste), amélioration et développement AUP par CARE ; - GENRE : 50% HIMO sont des femmes, présidente AUP femme très leader ; - SIDA : sensibilisation poussée, projection de film connaissant un grand succès auprès du public ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accessibilité : plus de dos d'homme pour transporter mobiliers école construite par FID ; - Croissance d'utilisation de bicyclettes comme moyen de locomotion ; - Beaucoup de touristes allant à Marojejy ; - Initiative des villageois pour travaux HIMO intérieur village ou autre piste ; - Technique de mobilisation et technique piste maîtrisées par les villageois ;

